



## I PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE N° 220 I

### I De la COMMUNAUTE DE COMMUNES RUMILLY TERRE DE SAVOIE I

I Le 31 MARS 2025 à 19 h I

Salle de l'Albanais, 3 Place de la Manufacture à Rumilly (74150)

#### Séance publique

Le 31 mars 2025 à 19h00, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire au siège de l'EPCI, 3 place de la Manufacture à Rumilly (74150), sous la Présidence de M. François RAVOIRE, Président.

Nombre de membres en exercice : 41

Nombre de présents : 33 (*du point 1 au point 2 inclus*) puis 34 pour tous les autres points

Nombre de votants : 39 (*du point 1 au point 2 inclus et pour le point 6.1.9*) puis 40 pour tous les autres points

Date de la convocation : 18 mars 2025

#### Liste des membres présents avec voix délibérative :

DUMONT Patrick, ROUPIOZ Sylvia, ZAMPARO Justine, LOMBARD Roland, KENNEL Laurence, DAUNIS Christiane, FAVRE Jean-pierre, BLOCMAN Jean-Michel, DULAC Christian, CHAUVETET Béatrice, TRUFFET Nicolas, LABORIER Edwige, BERNARD-GRANGER Serge, BOICHET-PASSICOS Christine, CLEVY Yannick, CROENNE Astrid, VIOLLET Michaël, CHARVIER Florence, ABRY Michel, DEPLANTE Serge, STABLEAUX -VILLERET Marie, PERRUISSET Claude, MONTEIRO-BRAZ Miguel, BONANSEA Monique, TURK-SAVIGNY Eddie, TRANCHANT Yohann, BOUCHET Geneviève, BISTON Sylvain (*présent à partir du point 3 et jusqu'à la fin de la séance*), MUGNIER Joël, RAVOIRE François, PAILLE Françoise, DERRIEN Patrice, VENDRASCO Isabelle, GIVEL Marie.

#### Liste des membres absents/excusés :

- M. BASTIAN Patrick qui a donné pouvoir à M. LOMBARD Roland
- M. LACOMBE Jean-Pierre a donné pouvoir à MME DAUNIS Christiane
- MME VIBERT Martine qui a donné pouvoir à M. MUGNIER Joël
- MME GALMICHE Maude qui a donné pouvoir à M. BERNARD-GRANGER Serge
- MME AUGUSTIN Laetitia qui a donné pouvoir MME CROENNE Astrid
- M. PERISSOUD Jean-François qui a donné pouvoir à M. DERRIEN Patrice
- M. BISTON Sylvain (excusé pour les points 1 et 2)
- M. TAMRI M'hamed

❑ **19 h : ouverture de séance publique sous la présidence de M. François RAVOIRE, Président.**

❑ **Désignation d'un(e) secrétaire de séance : Jean-pierre FAVRE est élu secrétaire de séance.**

- ❑ **Les procès-verbaux des conseils communautaires du 3 février 2025 et 24 février 2025 ne faisant pas l'objet d'observations, ils sont approuvés à l'unanimité.**
- ❑ **Information nouveau conseiller communautaire suppléant pour la commune de LORNAY :** Mme Sylvie LURETTE GODDET, 1<sup>ère</sup> adjointe de la mairie de Lornay, est conseillère communautaire suppléante en remplacement de M. Philippe CAMUS qui a démissionné de ses fonctions de 1<sup>er</sup> adjoint au maire.

## **Sujets soumis à délibération**

### *Au titre des interventions*

*Monsieur le Président souhaite donner deux informations importantes.*

*Il précise qu'il a assisté à une réunion de la dotation équipement des territoires ruraux (DETR) le vendredi 28 mars 2025 avec M. Roland LOMBARD. Un peu plus de 700 000 euros seront versés pour le territoire de la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie, notamment pour les communes suivantes :*

- *Etercy pour l'extension de l'école, à hauteur de 400 000 euros.*
- *Thusy pour la rénovation des chemins et routes, à hauteur de 60 915 euros*
- *Vaulx pour des fenêtres et portes, à hauteur de 10 000 euros.*
- *Communauté de communes pour le futur bâtiment de la station d'épuration, à hauteur de 300 000 euros.*

*La moyenne des subventions octroyées par l'Etat est généralement à hauteur de 25 %. Pour les quatre dossiers du territoire, il fait part de sa satisfaction car les taux octroyés ont tous été au-dessus de ces 25 % :*

- *40% pour Etercy*
- *29% pour Vaulx*
- *35 % pour Thusy*
- *27% pour la Communauté de communes.*

*Il indique ensuite que la Haute-Savoie change de Préfet. Le 7 avril, Monsieur Yves le BRETON quittera sa fonction de Préfet et sera remplacée par Mme Emmanuelle DUBÉE, qui vient des deux Sèvres.*

### **1. Mise à jour des statuts de la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie**

**Rapporteur : Monsieur le Président**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les dispositions des articles L.5711-1, et L.5211-20 ;  
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-17, L.5211-20 et L.5214-16 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération 2024\_DEL\_146 du Conseil communautaire en date du 30 septembre 2024 relative à la modification statutaire ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 juin 2021 n° PREF/DRCL/BCLB-2021-0020 relatif aux statuts de la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie ;

Vu le projet des statuts de la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie mis à jour et annexés à la présente délibération ;

Considérant la nécessité d'effectuer une mise à jour des statuts et de son annexe portant sur la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant l'obligation du Conseil communautaire de consulter l'ensemble de ses membres concernant ces modifications, et ce, conformément aux dispositions visées ci-dessus.

Suite à des échanges avec la préfecture qui ont conduit à mettre à jour les statuts, il conviendra également de mettre à jour l'annexe aux statuts portant sur l'intérêt communautaire tel que défini dans la délibération qui suit celle-ci. Dès lors, un certain nombre de compétences qui étaient auparavant dans les statuts doivent à présent être intégrées dans l'intérêt communautaire.

Il est ainsi proposé de modifier les statuts tel que figurant en annexe de la présente délibération :

- Article 7. Compétences obligatoires
- Article 8. Compétences supplémentaires d'intérêt communautaire
- Article 9. Autres Compétences supplémentaires

A compter de la notification de la présente délibération, les communes disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer sur le projet de statuts. A défaut de délibération dans ce délai, leur décision est réputée favorable.

Au terme de la période de consultation, le préfet prendra un arrêté portant révision des statuts si les conditions de majorité qualifiée requises sont remplies (deux tiers au moins des communes représentant plus de la moitié de la population, ou moitié au moins des communes représentant les deux tiers de la population).

Le projet de modification statutaire a pour objet de rendre plus lisibles les statuts et d'être en adéquation avec les compétences que la loi lui a dévolues ainsi que celles qui lui ont été transférées par les communes membres.

#### *Au titre des interventions*

---

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY fait remarquer qu'il ne retrouve pas la politique agricole dans les statuts modifiés. Est-ce qu'elle est sortie des compétences de la Communauté de communes, ou a-t-elle été déplacée ?*

*Monsieur le Président répond qu'il s'agit toujours d'une compétence de la Communauté de communes, rien n'a été supprimé ni ajouté mais réorganisé dans de nouveaux chapitres. On retrouve bien toujours la politique agricole dans les statuts.*

Après en avoir délibéré,

**Le conseil communautaire,**

#### **Par 36 Voix POUR,**

((101 DUMONT Patrick, 102 ROUPIOZ Sylvia, 103 ZAMPARO Justine, 104 BASTIAN Patrick (Roland 105 LOMBARD), 105 LOMBARD Roland, 106 KENNEL Laurence, 107 LACOMBE Jean-pierre (Christiane 109 DAUNIS), 109 DAUNIS Christiane, 110 FAVRE Jean-pierre, 111 BLOCMAN Jean-michel, 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER), 113 DULAC Christian, 114 CHAUVETET Béatrice, 115 TRUFFET Nicolas, 116 LABORIER Edwige, 117 BERNARD-GRANGER Serge, 118 BOICHET-PASSICOS Christine, 119 CLEVY Yannick, 120 CROENNE Astrid, 121 VIOLLET Michaël, 122 CHARVIER Florence, 123 ABRY Michel, 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER), 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE), 127 DEPLANTE Serge, 128 STABLEAUX Marie, 129 PERRUISSET Claude, 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN), 134 TRANCHANT Yohann, 135 BOUCHET Geneviève, 137 MUGNIER Joël, 138 RAVOIRE François, 139 PAILLE Françoise, 140 DERRIEN Patrice, 141 VENDRASCO Isabelle, 142 GIVEL Marie))

#### **Et 3 ABSTENTIONS,**

((130 MONTEIRO-BRAZ Miguel, 131 BONANSEA Monique, 132 TURK-SAVIGNY Eddie))

- **APPROUVE** les modifications apportées aux statuts de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie annexés au présent dossier ;
- **CHARGE** le Président de notifier cette délibération aux communes membres de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose ensuite d'un délai maximum de 3 mois pour se prononcer sur les modifications proposées, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'EPCI. La décision du conseil municipal est réputée favorable si elle n'intervient pas dans le délai précité de 3 mois.

## **2. Mise à jour de l'annexe aux statuts portant sur la définition de l'intérêt communautaire**

**Rapporteur** : Monsieur le Président

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les dispositions des articles L.5711-1, et L.5211-20 ;  
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L5211-17 et L5214-16 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération 2024\_DEL\_146 du Conseil communautaire en date du 30 septembre 2024 relative à la modification statutaire,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 juin 2021 n° PREF/DRCL/BCLB-2021-0020 relatif aux statuts de la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie ;

Vu le projet de l'annexe des statuts portant sur la définition de l'intérêt communautaire de la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie annexée à la présente délibération,

Considérant la nécessité d'effectuer une mise à jour de l'annexe des statuts portant sur la définition de l'intérêt communautaire,

Considérant que le Conseil communautaire doit consulter l'ensemble de ses membres concernant ces modifications, et ce, conformément aux dispositions visées ci-dessus,

Suite à des échanges avec la préfecture qui ont conduit à mettre à jour les statuts, il convient également de mettre à jour la délibération d'intérêt communautaire tel que défini en annexe. Dès lors, un certain nombre de compétences qui étaient auparavant dans les statuts doivent à présent être intégrées dans l'intérêt communautaire, voire supprimées.

La définition de l'intérêt communautaire porte sur les compétences suivantes inscrites dans les statuts :

- Article 7. Compétences obligatoires
- Article 8. Compétences supplémentaires d'intérêt communautaire

Il est ainsi proposé de modifier l'annexe des statuts portant sur l'intérêt communautaire tel que figurant en annexe de la présente délibération.

Les statuts seront précisés par la définition de l'intérêt communautaire lié à certaines compétences qui fera l'objet d'une délibération du Conseil communautaire devant être adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Le projet de modification statutaire a pour objet de rendre plus lisibles les statuts et d'être en adéquation avec les compétences que la loi lui a dévolu ainsi que celles qui lui ont été transférées par les communes membres.

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, APPROUVE les modifications apportées à l'annexe aux statuts de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie annexés au présent dossier.**

**19h17 – arrivée de M. Sylvain BISTON**

## **3. Politique sportive communautaire**

**Rapporteur** : M. Yohann Tranchant, Vice-président

L'article L113-2 du Code des sports prévoit que pour des missions d'intérêt général, les associations sportives peuvent recevoir des subventions publiques. Ces subventions font l'objet de conventions passées, d'une part, entre les collectivités territoriales, leurs groupements ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale et, d'autre part, les associations sportives. L'article R113-2 du code précité précise que les missions d'intérêt général concernent :

- 1° La formation, le perfectionnement et l'insertion scolaire ou professionnelle des jeunes sportifs accueillis dans les centres de formation agréés dans les conditions prévues à l'article L. 211-4 ;
- 2° La participation de l'association ou de la société à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale ;

3° La mise en œuvre d'actions visant à l'amélioration de la sécurité du public et à la prévention de la violence dans les enceintes sportives.

La Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie a initié il y a plusieurs années une politique de soutien à la pratique sportive, à travers des investissements dans des infrastructures, ainsi que par le biais de subventions s'inscrivant dans le cadre de conventions d'objectifs. Les enjeux sont multiples et dépassent largement la recherche de résultats sportifs, conformément à la réglementation susvisée : actions d'éducation, d'intégration, de cohésion sociale.

En poursuivant les mêmes objectifs, la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie souhaite structurer son périmètre d'intervention en donnant un cadre aux associations sportives d'intérêt communautaire. Il est proposé de les définir à travers 3 critères cumulatifs :

- La pratique du sport de haut niveau (niveau national) et du sport pour tous. La pratique de haut niveau est exigeante, elle est généralement soutenue par des partenariats privés et/ou d'autres strates de collectivités. Cette pratique de haut niveau joue un rôle de vitrine pour le territoire, et engendre un effet d'entraînement important sur l'adhésion des catégories jeunes, celles que la communauté de communes souhaite accompagner en matière d'éducation, d'intégration, de cohésion sociale, de santé par le sport ;
- L'inscription de plus de 250 licenciés de moins de 18 ans, qui résident dans au moins 9 communes du territoire intercommunal. L'objectif à travers ce critère est de concentrer l'effort financier sur les associations qui rassemblent le plus de jeunes adhérents issus du territoire. La provenance de ces jeunes sportifs de plusieurs communes du territoire a toute son importance dans la définition de l'intérêt communautaire ;
- L'engagement pour la parité, l'inclusion, la solidarité dans la pratique sportive. La communauté de communes souhaite soutenir les associations œuvrant à construire les citoyens de demain par le biais du sport.

Cette définition de l'intérêt communautaire ne remet nullement en cause l'intérêt local des autres associations sportives du territoire.

Il est proposé de confier la mise en œuvre et le suivi de ce dispositif au comité de suivi et d'évaluation « **Pratique sportive communautaire** », qui aurait ainsi pour rôle :

- D'adopter un règlement d'attribution qui détaillera les modalités d'attribution,
- De décider du versement de subventions dans la limite de l'enveloppe prévue au budget et dès lors que les critères sont réunis,
- De suivre les objectifs prévus à la convention,
- De procéder au bilan annuel du versement de ces subventions et de leurs effets, et d'en informer le conseil communautaire.

---

#### *Au titre des interventions*

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY demande si cette aide que la Communauté de communes attribue aux associations sportives est cumulative avec les aides octroyées par les communes.*

*Monsieur Yohann TRANCHANT répond que oui.*

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY souhaite savoir comment sont élus les membres du comité de suivi qui sont affectés à ces actions. Est-ce qu'une délibération sera prise pour les élire ou est-ce à la discrétion de l'Exécutif ?*

*Monsieur Yohann TRANCHANT répond qu'actuellement, un comité de suivi est adossé à chaque convention d'objectifs. L'idée, à l'avenir, serait d'avoir un comité de suivi qui suive les différents clubs, comme le GFA actuellement. Le but est de ne pas forcément en changer la gouvernance.*

*Monsieur le Président précise qu'actuellement, le comité de suivi du GFA est composé de 6 personnes.*

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY demande si le comité de suivi du GFA a bien été élu par le Conseil communautaire ?*

*Monsieur le Président indique qu'ils ont été désignés en début de mandat mais que ce n'était pas une délibération.*

*Monsieur Yohann TRANCHANT ajoute qu'il y a des conditions pour bénéficier de cette aide, et qu'il faut une demande du club en question. Il indique qu'elle a concerné, par exemple l'an dernier, le Club de Rugby de Rumilly qui a d'ailleurs fait émerger le groupe de travail car il y a eu cette demande d'aide. Il explique qu'ils n'avaient pas de lignes directrices pour leur répondre d'où l'origine de cette démarche et de cette réflexion. Il y aurait actuellement le club de rugby et le club de foot du GFA concernés. Les deux cumulent à la fois le sport de haut niveau, pour leurs équipes adultes, un nombre important de licenciés jeunes et beaucoup d'actions en faveur de l'inclusion, la formation des jeunes, la parité, des équipes féminines en jeunes pour pouvoir y prétendre. Après, il peut y en avoir d'autres, ce n'est pas forcément exclusif.*

*Monsieur le Président appuie le propos en soulignant que le territoire de la Communauté de communes ne possède pas de stations de skis, de lacs mais qu'elle a de beaux clubs. Il précise qu'il lui semble important de leur apporter leur soutien, de part tout ce qu'ils font de positif en particulier vis-à-vis des jeunes, des bénévoles qui s'investissent au sein des clubs, etc.*

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire,**

**Par 37 Voix POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 102 ROUPIOZ Sylvia , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre(Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128 STABLEAUX Marie , 129PERRUISSET Claude , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

**Et 3 ABSTENTIONS,**

((103 ZAMPARO Justine, 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 137 MUGNIER Joël))

- **APPROUVE l'octroi des subventions aux associations sportives qui répondent cumulativement aux critères suivants :**
  - o La pratique du sport de haut niveau (niveau national) et du sport pour tous
  - o L'inscription de plus de 250 licenciés de moins de 18 ans, provenant d'au moins 9 communes du territoire intercommunal
  - o L'engagement pour la parité, l'inclusion, la solidarité dans la pratique sportive
- **CONFIE au Comité de suivi et d'évaluation « Pratique sportive communautaire » la mise en œuvre et le suivi du dispositif objet de la présente délibération.**

#### **4. Ressources humaines**

**Rapporteur** : M. Jean-Pierre FAVRE, Vice-président

##### **4.1 Création d'un emploi fonctionnel de directeur général adjoint des services**

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L313-1, et L412-5 à L412-7 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

*Procès-verbal du conseil communautaire du 31 mars 2025*

*Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie*

*Approuvé par le conseil communautaire du 12 mai 2025*

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration ;  
Vu le décret n° 87-1101 du 30 décembre 1987 modifié portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;  
Vu le décret n° 87-1102 du 30 décembre 1987 modifié relatif à l'échelonnement indiciaire de certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

Conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité et établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 10 000 habitants ont la possibilité de recruter sur un emploi fonctionnel un directeur général adjoint des services. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu des projets conduits et l'augmentation des effectifs, il est nécessaire de créer un emploi fonctionnel à temps complet de directeur général adjoint des services, afin de seconder et de suppléer, le cas échéant, le directeur général des services dans ses diverses fonctions, sous l'autorité du Président.

L'emploi fonctionnel pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie A, filière technique cadre d'emploi ingénieur, ou administrative cadre d'emploi attaché, par voie de détachement.

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 13 mars 2025,

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

**Par 34 Voix POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 102 ROUPIOZ Sylvia , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre(Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128 STABLEAUX Marie , 129PERRUISSET Claude , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 138 RAVOIRE François, 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

**1 Voix CONTRE,**  
(137 MUGNIER Joël)

**Et 5 ABSTENTIONS,**

((103 ZAMPARO Justine , 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 130MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie))

- **CRÉE au tableau des effectifs un emploi fonctionnel de directeur général adjoint des services à temps complet**
- **AUTORISE le recrutement pour pourvoir cet emploi dans le respect de la réglementation susvisée**
- **ADOpte la modification du tableau des emplois ainsi proposée**
- **INSCRIT au budget les crédits correspondants.**

**4.2 Création postes d'alternants**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail ;

Vu le Décret n° 2020-478 du 24 avril 2020 modifie les dispositions réglementaires du code du travail relatives à l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;  
 Vu la loi n° 2019-828 de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 ;  
 Vu le code du travail, notamment les articles L. 6227-1 à L. 6227-12 et D. 6271-1 à D. 6275-5 ;  
 Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 13 mars 2025,  
 L'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 ans au minimum et de 29 ans révolus au maximum, d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration. Ce dispositif peut être ouvert, sous condition, à des mineurs de 15 ans ou à des majeurs de 30 ans et plus (personne reconnue handicapée ou qui envisage de créer ou reprendre une entreprise supposant l'obtention d'un diplôme). Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.  
 Ce dispositif présente un intérêt tant pour les personnes accueillies que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises.

Dès la rentrée universitaire 2025-2026 il est proposé de recourir au contrat d'apprentissage et de conclure trois contrats conformément au tableau suivant :

| Service d'accueil                        | Fonctions de l'apprenti                                                       | Diplôme ou titre préparé | Durée de la formation |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-----------------------|
| Pôle social                              | Appui à la création d'un observatoire de données sociales                     | Master sciences sociales | 2 ans                 |
| Pôle social                              | Appui à la mise en œuvre des activités du service public de la petite enfance | Educateur jeunes enfants | 2 ans                 |
| Affaires juridiques<br>Commande publique | Juriste                                                                       | Master 2 Droit public    | 12 mois               |

**Après en avoir délibéré,  
 Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

- **RECOURT** au contrat d'apprentissage
- **CONCLUT** pour la rentrée universitaire 2025-2026 deux contrats d'apprentissage pour le pôle social
- **CONCLUT** pour la rentrée universitaire 2025-2026 un contrat d'apprentissage pour la Direction des affaires juridiques et de la commande publique
- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les centres de formation d'apprentis.
- **INSCRIT** au budget les crédits correspondants.

#### **4.3 Protection sociale complémentaire – Mandatement du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Haute-Savoie (CDG74) afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la santé**

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique vient renforcer le dispositif relatif à la protection sociale complémentaire en instituant à compter du 1er janvier 2025 en matière de prévoyance, et du 1er janvier 2026 en matière de santé, une participation financière obligatoire des employeurs publics à des contrats d'assurances (labellisés ou issus d'une convention de participation) souscrits par leurs agents.

L'adhésion à une protection sociale complémentaire est facultative pour les agents.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, prévoit une participation mensuelle minimale des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, des garanties de protection sociale complémentaire.

- Au titre des risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité, désignés sous la dénomination de risque « santé » ; La participation mensuelle des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, ne peut être inférieure à la moitié d'un montant de référence, fixé à 30 euros.
- Au titre des risques d'incapacité de travail, des risques d'invalidité et le cas échéant, liés au décès, désignés sous la dénomination de risque « Prévoyance » ; La participation mensuelle des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, des garanties prévues à l'article 1er ne peut être inférieure à 20 % du montant de référence, fixé à 35 euros

Le montant accordé par l'établissement peut être modulé selon le revenu ou la composition familiale de l'agent, dans un but d'intérêt social.

Cette participation peut être accordée soit au titre de contrats et règlements auxquels un label a été délivré, soit au titre d'une convention de participation.

La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale autorise, en son article 25 les centres de gestion à « conclure avec un des organismes mentionnés au I de l'article 88-2 une convention de participation dans les conditions prévues au II du même article ».

La conclusion d'une telle convention de participation doit intervenir à l'issue d'une procédure de mise en concurrence transparente et non discriminatoire prévue par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Haute-Savoie a décidé de mener, pour le compte des collectivités qui le demandent, une telle procédure de mise en concurrence afin de choisir un organisme compétent et conclure avec celui-ci, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 et pour une durée de 6 ans, une convention de participation sur le risque « santé ».

A l'issue de cette procédure de consultation l'établissement conserve l'entière liberté d'adhérer à cette convention de participation, en fonction des tarifs et garanties proposés. L'adhésion à de tels contrats se fera, au terme de l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, par délibération et après signature d'une convention avec le CDG74.

Le montant de la participation que l'établissement versera aux agents sera précisé à la signature de la convention, à l'issue du dialogue social qui a été engagé et après avis du comité social territorial.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 25 et 33,

Vu les Chapitres 1 et 2 du titre II du Livre IV du Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 modifié relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique visant à renforcer le dispositif relatif à la protection sociale complémentaire en instituant à compter du 1er janvier 2025 en matière de prévoyance, et du 1er janvier 2026 en matière de santé, une participation financière obligatoire des employeurs publics à des contrats d'assurances (labellisés ou issus d'une convention de participation) souscrits par leurs agents.

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 13 mars 2025,

Vu la délibération du CDG74 en date du 12/02/2025 approuvant le lancement d'une démarche visant à conclure une convention de participation sur le risque « Santé » pour les employeurs territoriaux qui le souhaitent,

CONSIDERANT l'intérêt pour les agents d'une participation de l'employeur au financement de leur protection sociale complémentaire,

CONSIDERANT l'intérêt pour les employeurs de choisir la convention de participation pour participer à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

CONSIDERANT l'intérêt de confier la procédure de mise en concurrence pour la conclusion d'une telle convention au CDG74 afin de bénéficier notamment de l'effet de la mutualisation,

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

- **S'ENGAGE dans une démarche visant à faire bénéficier ses agents d'une participation financière à leur protection sociale complémentaire dans le cadre d'une convention de participation pour le risque « Santé »,**
- **MANDATE le CDG74 afin de mener pour son compte la procédure de mise en concurrence nécessaire à la conclusion d'une convention de participation pour le risque « Santé »,**
- **MANDATE le CDG74 afin de solliciter dans le cadre du risque « Santé » les régimes de retraite afin d'obtenir des statistiques relatives à la population retraitée qui sont « ... les données non nominatives relatives au sexe, à l'âge et au niveau moyen des pensions... ».**
- **COMMUNIQUE au CDG74 les caractéristiques quantitatives et qualitatives de la population en cause.**
- **PREND acte que son adhésion à cette convention de participation n'interviendra qu'à l'issue de la procédure menée par le CDG74 par délibération et après convention avec le CDG74, étant précisé qu'après avoir pris connaissance des tarifs et garanties proposés, l'établissement aura la faculté de ne pas signer la convention de participation souscrite par le CDG74.**

#### **4.4 Tableau des effectifs des emplois permanents : adaptation au titre de l'année 2025**

Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par leur organe délibérant. Il leur appartient donc de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi précitée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Également, il est indispensable de mettre à jour ce tableau des effectifs en cas de modification de création, de suppression ou de modification de la durée hebdomadaire d'un poste.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, d'établir et de modifier le tableau des effectifs de sa collectivité ou de son établissement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2313-1, R2313-3, R2313-8,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L313-1,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 13 mars 2025,

L'organisation et le fonctionnement des services de la Communauté de Communes nécessitent pour tenir compte des missions de l'établissement, que des adaptations régulières soient apportées au tableau des effectifs, étant précisé que ces modifications correspondent à :

- des créations ou suppressions de poste pour prendre en compte l'évolution des compétences de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie et de nouvelles missions confiées aux agents ;
- des transformations de poste suite à avancement de grade ;
- des transformations pour tenir compte des grades des agents recrutés sur postes vacants.

Les transformations nécessaires sont assimilées à des suppressions de postes existants et créations de nouveaux postes. Ces transformations s'établissent de la manière suivante :

*N.B. : « TC » = Temps complet / « TNC » = Temps non complet*

| Service                              | Date d'effet | SUPPRESSIONS                             |                            | CREATIONS                                |                  |
|--------------------------------------|--------------|------------------------------------------|----------------------------|------------------------------------------|------------------|
|                                      |              | Grade                                    | Temps de travail           | Grade                                    | Temps de travail |
| Aménagement développement territoire | 01/06/2025   | Ingénieur                                | TC                         | Ingénieur principal                      | TC               |
| Déchets                              | 01/01/2025   | Adjoint adm ppal 2 <sup>ème</sup> classe | TC                         | Adjoint adm ppal 1 <sup>ère</sup> classe | TC               |
| Déchets                              | 01/04/2025   | Technicien                               | TC                         | Adjoint technique                        | TC               |
| Pôle environnement                   | 17/04/2025   | Rédacteur                                | TC                         | Rédacteur ppal 2 <sup>ème</sup> classe   | TC               |
| Pôle social                          | 01/03/2025   | Rédacteur                                | TC                         | Rédacteur ppal 2 <sup>ème</sup> classe   | TC               |
| Communication                        | 01/01/2025   | Adjoint administratif                    | TC                         | Rédacteur                                | TC               |
| Relais petite enfance                | 01/04/2025   | Educateur jeunes enfants                 | TNC 31,5/35 <sup>ème</sup> | Educateur jeunes enfants                 | TC               |
| Transports et mobilité               | 01/04/2025   | Technicien                               | TC                         | Ingénieur                                | TC               |

**Suppressions de poste :**

- 1 poste adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe, service des eaux, recrutement sous statut de droit privé
- 1 poste de technicien, service déchets
- 1 poste adjoint administratif, service finances

**Créations de poste :**

- 1 poste Technicien Service public rénovation de l'habitat, cadre d'emploi rédacteur (catégorie B), pôle aménagement et développement du territoire Temps de travail temps complet

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaires, ces emplois pourront être pourvus par un agent contractuel sur le fondement de l'article L.332-8 1° et 2° du Code général de la fonction publique, à savoir en l'absence de cadres d'emplois de fonctionnaires territoriaux susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ou lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

L'agent non titulaire ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse dans la limite d'une durée maximale de six ans. L'agent non titulaire relèvera des fonctions de catégorie A, B ou C telles que définies ci-dessus selon l'emploi concerné. Le niveau de rémunération annuelle de l'agent non titulaire ne pourra excéder le coût annuel du poste déterminé pour le recrutement d'un agent titulaire.

Par ailleurs, les créations de postes ci-après sont proposées. Le Conseil communautaire est informé que le service des eaux étant un service public industriel et commercial (SPIC), les recrutements hors directeur de service et agent comptable font l'objet de contrats de droit privé (CE, 8 mars 1957, *Jalenques de Labeau* et article L.2 du Code général de la fonction publique).

### **Service des eaux : contrat de droit privé**

Création de poste

- **1 poste responsable, service contrôle et appui à l'exploitation temps complet**

Ces transformations, créations et suppressions sont intégrées au tableau des effectifs de la Communauté de Communes pour l'année 2025 qui détaille la répartition des postes par filière, cadres d'emploi et grade (cf. tableau en annexe).

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant à ces emplois doivent être obligatoirement inscrits au budget de l'année en cours.

#### *Au titre des interventions*

---

*Madame Christine BOICHET-PASSICOT souhaite savoir quel est l'impact budgétaire relatif à toutes ces modifications pour 2025 ?*

*Monsieur Jean-pierre FAVRE indique qu'il y a un impact financier dû aux augmentations des points d'indice notamment. Il demande si sa demande concerne juste la création des postes.*

*Madame Christine BOICHET-PASSICOS précise son propos. Elle souhaite connaître la différence entre les créations et les suppressions de postes au niveau financier.*

*Monsieur Jean-Pierre FAVRE lui indique qu'une montée en grade équivaut à une augmentation de salaire. Il précise que le poste de Directeur général adjoint (DGA), pour 8 mois, s'élève à 59 000 euros et sera en supplément. Il ajoute qu'il y a un poste ADS qui est d'environ 33 000 euros sur 9 mois (avec une partie sous-traitée), un poste au niveau de l'habitat sur 9 mois qui s'élève à 29 000 euros, un poste au niveau du social pour 29 000 euros. Avec l'aide de Maryline GARCIN, Directrice des ressources humaines, il indique que les créations concernant le poste de DGA, et le poste de l'habitat Pour les deux postes cumulés, le coût se trouvera entre 80 000 et 85 000 euros.*

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

#### **Par 39 Voix POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 102 ROUPIOZ Sylvia , 103 ZAMPARO Justine , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105 LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre (Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116 LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123 ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128 STABLEAUX Marie , 129 PERRUISSET Claude , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 137 MUGNIER Joël , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

**Et 1 ABSTENTION,**  
(132 TURK-SAVIGNY Eddie)

- **DÉCIDE** les suppressions et créations de postes dans les conditions exposées ci-dessus
- **APPROUVE** en conséquence la modification du tableau des effectifs, de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie ;
- **INSCRIT** au budget les crédits correspondants.

**4.5 Pour information : Etat récapitulatif des indemnités perçues par les élus siégeant au Conseil Communautaire au titre de l'exercice 2024**

L'article 92 de la loi « Engagement et proximité », a créé l'article L. 5211-12-1 du CGCT, qui prévoit que chaque année, avant l'examen du budget, les EPCI à fiscalité propre doivent établir une présentation de l'ensemble des indemnités de toutes natures, libellées en euros, dont bénéficient les élus qui siègent au conseil communautaire, et ce au titre de tout mandat et toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat mixte, pôle métropolitain, société d'économie mixte et société publique locale.

Une réponse ministérielle (JO Sénat du 9 juillet 2020 page 3179) précise que seuls les montants bruts, correspondant aux indemnités calculées avant toute retenue fiscale ou sociale, sont communiqués.

MAJ 17/03/2025

ETAT ANNUEL DES INDEMNITES DES ELUS ANNEE 2024

| IDENTITE                 | FONCTION             | Indemnités perçues au titre du mandat communautaire | Remboursement frais | Indemnités perçues au titre de représentant de l'intercommunalité dans un syndicat mixte | Indemnités perçues au titre de représentant de l'intercommunalité au sein d'une SEM ou d'une SPL |
|--------------------------|----------------------|-----------------------------------------------------|---------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|
| M. BERNARD-GRANGER Serge | 6ème Vice-président  | 11 486,50 €                                         | 859,36 €            |                                                                                          |                                                                                                  |
| Mme CHAUVETET Béatrice   | 8ème Vice-présidente | 11 486,50 €                                         | 859,36 €            |                                                                                          |                                                                                                  |
| M. DEPLANTE Serge        | 3ème Vice-président  | 11 486,50 €                                         | 859,36 €            |                                                                                          |                                                                                                  |
| M. DULAC Christian       | 1er Vice-président   | 11 486,50 €                                         |                     |                                                                                          |                                                                                                  |
| M. FAVRE Jean-Pierre     | 10ème Vice-président | 11 486,50 €                                         | 859,36 €            |                                                                                          |                                                                                                  |
| Mme GIVEL Marie          | 7ème Vice-présidente | 11 486,50 €                                         | 859,36 €            |                                                                                          |                                                                                                  |
| Mme KENNEL Laurence      | 2ème Vice-présidente | 11 486,50 €                                         |                     |                                                                                          |                                                                                                  |
| M. LOMBARD Roland        | 9e Vice-président    | 11 486,50 €                                         | 4 432,31 €          | 7 247,40 €                                                                               |                                                                                                  |
| M. RAVOIRE François      | Président            | 33 348,31 €                                         | 1 260,43 €          | 6 150,96 €                                                                               |                                                                                                  |
| M. TRANCHANT Yohan       | 4ème Vice-président  | 11 486,50 €                                         | 859,36 €            | 6 313,68 €                                                                               |                                                                                                  |
| Mme VENDRASCO Isabelle   | 5ème Vice-présidente | 11 486,50 €                                         | 927,81 €            | 6 150,96 €                                                                               |                                                                                                  |

**Ce point, qui ne fait pas l'objet d'une délibération, est porté à connaissance du Conseil communautaire et retranscrit au présent procès-verbal de séance.**

**5. Transports et Mobilité :**

**Rapporteur** : M. Roland LOMBARD, Vice-président

**5.1 Définition des tarifs 2025-2026 du service public de transports scolaires**

Le service public de transport scolaire organisé par la Communauté de Communes de Rumilly Terre de Savoie assure le transport quotidien d'environ 1 800 élèves.

La participation financière des familles correspond aux frais d'inscription de leur(s) enfant(s). Conformément au règlement communautaire des transports scolaires, cette participation couvre les frais de gestion administrative ainsi qu'une partie des frais de transport restant à la charge de la Communauté de Communes après compensation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

En 2025, les charges d'exploitation prévisionnelles du service de transport scolaire (incluant les frais de gestion et les frais de transport) sont estimées à 2 460 000 €. Ces charges seront partiellement compensées par les attributions de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et des communes (pour celles disposant de services de transport scolaire à destination des élèves de classes élémentaires) à hauteur de 1 127 000 € (46%), ainsi que par la participation financière des familles à hauteur estimative de 222 000 € (10%).

A noter que de nouveaux marchés publics d'exécution de service de transports scolaires doivent prendre effet au 1<sup>er</sup> septembre 2025 et pour quatre années. Ceux-ci conditionneront l'évolution budgétaire selon les offres qui seront réceptionnées et leur coût respectif. L'orientation politique pour cette nouvelle consultation a été de limiter les exigences techniques demandées aux transporteurs afin de ne pas alourdir le coût de la prestation.

Au regard de ces évolutions, une subvention d'équilibre du budget principal à hauteur d'environ 1 078 000 € (44%) serait nécessaire au titre de l'exercice 2025.

Afin d'infléchir l'augmentation attendue de la subvention d'équilibre, et de maintenir une progressivité des recettes tarifaires face à l'augmentation prévisible des charges d'exploitation, il est proposé de, à minima, appliquer chaque année l'inflation des prix à la consommation, sur les tarifs du service public de transport scolaire.

Dès lors, il est proposé pour l'année 2025-2026, une application de + 2 % sur la gamme tarifaire, ce qui correspond à une hausse par strate de + 2,00 €.

La grille tarifaire 2025-2026 est proposée :

|                 | Quotient familial | Inscription du<br>1 <sup>er</sup> au 30 juin<br>2025 | Inscription<br>hors délais*                                    | Inscription<br>après le 1 <sup>er</sup><br>mars<br>2026** | Duplicata |
|-----------------|-------------------|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Strate A</b> | de 0 à 500 €      | <b>77,00 €</b>                                       | Tarif<br>d'inscription<br>+ forfait de<br>50,00 € /<br>dossier | 51,00 €                                                   | 10,00 €   |
| <b>Strate B</b> | de 501 à 900 €    | <b>92,00 €</b>                                       |                                                                | 61,00 €                                                   |           |
| <b>Strate C</b> | de 901 à 1 500 €  | <b>117,00 €</b>                                      |                                                                | 78,00 €                                                   |           |
| <b>Strate D</b> | 1 501 € et plus   | <b>142,00 €</b>                                      |                                                                | 94,00 €                                                   |           |

*\*il s'agit d'éviter les inscriptions tardives qui ont des conséquences sur l'organisation des circuits et l'affectation des véhicules pour la rentrée scolaire. La Communauté de Communes reste conciliante par rapport à des situations particulières liées à des familles en difficultés.*

*\*\*il s'agit de proposer un tarif adapté aux nouveaux élèves arrivant au cours du dernier trimestre et sous réserve de justification (changement de lieu de résidence...).*

Au titre des interventions

*Madame Sylvia ROUPIOZ souhaite savoir quelle est la proportion d'élèves par strate, quelle strate finance le plus le service ?*

*Monsieur Roland LOMBARD répond qu'elle est majoritairement sur la strate D avec une petite variante entre les communes rurales et la Ville de Rumilly. Les strates moyennes B et C sont plus représentées sur la commune de Rumilly, alors que la strate D est plus représentée dans les communes rurales. La strate A est très peu représentée, c'est vraiment marginal. Il a été question de la regrouper avec la B mais cela ne s'est pas fait dans l'idée de ne pas tout changer la dernière année, avant le nouveau mandat.*

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

**Par 35 Voix POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105 LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre (Christiane 109 DAUNIS) , 109DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 113 DULAC Christian, 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116 LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123 ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127DEPLANTE Serge , 128 STABLEAUX Marie , 129 PERRUISSET Claude , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 138 RAVOIRE François, 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

**3 Voix CONTRE,**

((103 ZAMPARO Justine , 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 137 MUGNIER Joël))

**Et 2 ABSTENTIONS,**

((102 ROUPIOZ Sylvia , 132 TURK-SAVIGNY Eddie)

**ADOpte les tarifs proposés ci-dessus pour le service public de transports scolaires pour l'année scolaire 2025-2026.**

## **5.2 Modification du taux de versement mobilité**

Le versement mobilité est un impôt affecté (art. L2333-64 et suivants du code général des collectivités territoriales) destiné au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement de toute action relevant des compétences des Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM), y compris lorsqu'elles portent sur des dépenses d'infrastructures.

Sont assujetties au versement mobilité, les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, lorsqu'elles emploient au moins onze salariés dans le ressort territorial de l'Autorité Organisatrice de la Mobilité. L'assiette du versement est constituée par les salaires payés aux salariés de ces personnes.

La Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie, par délibération du 30 octobre 2017 a instauré le versement transports (devenu versement mobilité) sur l'ensemble de son périmètre. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2024, en application de la délibération n°2023\_DEL\_074, le taux de versement mobilité applicable est de 0,50 %. En 2023, cette taxe représentait une recette pour la Communauté de Communes de 854 849 €.

L'article L.2333-67 du Code général des collectivités territoriales précise notamment que « *le taux de versement est fixé ou modifié par délibération de l'organe compétent de l'établissement public dans la limite de 0,55 % des salaires lorsque la population de l'établissement public est comprise entre 10 000 et 100 000 habitants ; les communautés de communes ont la faculté de majorer de 0,05 % le taux maxima mentionné* ».

Le taux plafond de versement mobilité pour la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie est donc de 0,60 %.

Le même article précise également que « *Toute modification de taux entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier ou au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. La délibération fixant le taux est transmise par l'autorité organisatrice de la mobilité aux organismes de recouvrement avant, respectivement, le 1<sup>er</sup> novembre ou le 1<sup>er</sup> mai de chaque année.* »

Pour la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie, le versement mobilité est affecté à l'organisation des services réguliers du réseau de transport public J'ybus (dépenses de fonctionnement et d'investissement) :

- 4 lignes régulières (lignes 1, 2, J4, J5)
- 1 ligne de transport à la demande (ligne 3)

D'autre part, le versement mobilité est également utilisé pour :

- Le développement de la politique cyclable et l'organisation du service J'yvélo (service de location de vélo à assistance électrique, atelier mécanique, location de consignes, animations) ;
- Le développement des services de mobilité partagée : autopartage ; expérimentation de service de covoiturage organisé...

Pour assurer le financement de l'ensemble des services de mobilité, la Communauté de Communes a d'ores et déjà agit et poursuivra son intervention sur les leviers disponibles que sont :

- Les recettes commerciales à travers les tarifs des services J'ybus et J'yvélo ;
- La participation du budget principal de la collectivité dont le montant prévisionnel s'élève en 2025 à 1,7 Millions d'euros pour l'ensemble des politiques mobilité et transports scolaires.

Par conséquent, et afin notamment de poursuivre le développement des mobilités durables sur tout le territoire et d'engager le changement de comportement de mobilité des habitants et visiteurs, de favoriser l'usage des modes actifs à travers de nouvelles infrastructures et services, de poursuivre les investissements nécessaires au bon fonctionnement et au développement du réseau J'ybus (achat d'un bus à gabarit réduit, déploiement du système billettique mutualisé Oura, extension de l'offre de service pour mieux desservir zones d'habitat, d'activités et de loisirs...), et de participer à la concrétisation de projets structurants pour le bassin de vie tels que le SERM (service express régional métropolitain) Franco-suisse ou la véloroute des 5 lacs, il est proposé au Conseil Communautaire de modifier le taux de versement mobilité et de le fixer au taux plafond de 0,60 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025. Cette recette supplémentaire, proposée suite au débat d'orientation budgétaire 2025, représenterait pour cette année 2025 un montant estimatif de 50 000 € pour la Communauté de Communes.

Le comité des partenaires consulté par la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie s'est réuni le 26 mars 2025 et a émis un avis favorable.

#### Au titre des interventions

*Monsieur Roland LOMBARD indique que le CAE n'était pas présent au comité des partenaires du 26 mars 2025. Cependant, il a ensuite interrogé le Président du CAE, Cédric DAVIET, qui est le représentant, avec Michel JOUVENOT au sein de ce Comité de partenaires, afin de lui demander quelle était la position du monde économique sur ce sujet. Ce dernier lui a répondu qu'ils ne sont pas pour, mais que cela reste acceptable. Il explique que tous les employeurs de plus de 11 salariés abondent à ce versement mobilité, dont les collectivités. Cela veut donc dire que si globalement, le compte est fait, sur cet item, sur le financement du transport public, le monde économique ne supportera que 40 % de la charge totale. L'hôpital, 2e employeur du territoire suivi de près par la Ville de Rumilly, seront aussi mis à contribution. Il rappelle les deux échéances à tenir, le 1<sup>er</sup> Juillet 2025 et le 1<sup>er</sup> Janvier 2026, d'où la nécessité de délibérer dès maintenant, pour informer l'URSSAF qui est chargée des recouvrements de cette évolution de versement.*

*Madame Sylvia ROUPIOZ relève la recette d'1,5 million d'euros, et à laquelle seront ajoutées celles des collectivités et des entreprises qui sont bien moindres. Elle fait remarquer qu'elle comprend ceux qui sont réticents à financer tout cela. Il y a selon elle, un parti pris et une ambiguïté de la communauté de communes pour attirer les entreprises alors qu'en contrepartie, les entreprises sont imposées sur des taxes qui ne sont pas obligatoires. Elle précise que la Région AURA a maintenant le droit de voter le versement mobilité et qu'elle a décidé de ne pas le faire car il y a une volonté de dire qu'il faut réindustrialiser la France en attirant les entreprises. C'est donc une recette de 100 millions d'euros dont se prive la Région pour laisser les entreprises se développer. Elle souhaite les alerter sur le fait qu'elle comprend l'intérêt d'avoir un déséquilibre un peu moins marquant du budget, que prélever un impôt peut être une aubaine, mais souhaite attirer leur attention sur le fait que cela a des limites, qu'il y avait d'autres solutions beaucoup plus avantageuses possibles pour la collectivité.*

*Monsieur le Président indique que toutes les collectivités voisines font payer ce versement mobilité.*

*Madame Sylvia ROUPIOZ en convient et répond que ce n'est pas parce qu'elles le font qu'il faut le faire.*

*Monsieur le Président ajoute que le Grand Annecy est à 1.6 % et la Communauté de communes à 0.6 %. Il fait part qu'il a regardé des résultats nets d'entreprises qui sont aussi à 0,6 %, et que pour un résultat net de 2,4 millions d'euros à titre d'exemple en 2023, le versement mobilité aujourd'hui, représente 8 000 euros. Il dit bien entendre que cela ne fait pas plaisir aux entreprises, mais que cela est nécessaire pour les collectivités à ce jour.*

*Madame Sylvia ROUPIOZ indique être en désaccord sur le fond, que c'est un débat qu'ils ont depuis longtemps. Elle alerte sur le devoir de ne pas aggraver la situation, surtout en ayant l'ambition de vouloir faire venir des entreprises sur le territoire.*

*Monsieur le Président est d'avis que ce n'est pas cet impôt là qui va inciter les entreprises à ne pas venir s'installer sur le territoire.*

*Monsieur Roland LOMBARD exprime que suite à des discussions, les entreprises ne sont pas bloquées par ce versement mobilité mais qu'elles sont en demande de services supplémentaires et complémentaires. Il rapporte que le groupe d'entrepreneurs de la Zone d'activités Sud leur a demandé que la desserte de leur secteur soit étudiée car ils y voient un vrai intérêt pour leur emploi. Quand a été évoquée l'évolution du versement mobilité, cela n'a pas été bloquant pour eux, bien au contraire. Il indique qu'aujourd'hui, il faut être vigilant et sortir des positions dogmatiques, pour dire qu'une collectivité digne de ce nom et de cette taille, qui n'a pas des moyens de mobilité adaptés à l'époque actuelle, n'est pas attractive. Les entreprises préfèrent payer 0.10 % de versement mobilité en plus, que d'avoir une collectivité qui n'offre aucun service de mobilité. Il souligne l'importance du transport en commun pour réduire l'impact environnemental.*

*Madame Sylvia ROUPIOZ invite les élus à se renseigner sur le fonctionnement de la Communauté de communes du Pays du Mont Blanc, près de Saint-Gervais, qui a transféré la compétence mobilité à la Région, et qui en est très satisfaite.*

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

**Par 26 Voix POUR,**

((104 BASTIAN Patrick (Roland 105 LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre (Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128STABLEAUX Marie , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 136 BISTON Sylvain , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

**6 Voix CONTRE,**

((102 ROUPIOZ Sylvia , 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie , 137 MUGNIER Joël))

**Et 8 ABSTENTIONS,**

((101 DUMONT Patrick , 103 ZAMPARO Justine , 113 DULAC Christian , 116LABORIER Edwige , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 123 ABRY Michel , 129 PERRUISSET Claude , 135 BOUCHET Geneviève))

- **MODIFIE le taux de versement mobilité et le porte à 0,60 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 sur l'ensemble du ressort territorial de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie ;**
- **AUTORISE le Président à signer toutes pièces afférentes à ce dossier.**

**5.3 Acquisition d'un bus à gabarit réduit – autorisation du président à signer le bon de commande**

Par délibération n°2024\_DEL\_127 du 30 septembre 2024, le conseil communautaire a approuvé et engagé la démarche d'acquisition d'un autobus à gabarit réduit et à motorisation thermique pour le réseau J'ybus. Pour ce faire, il a également validé le principe de sollicitation de la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP) pour conduire les procédures de consultation et d'élaboration du marché public.

Cette dernière a donc mené une consultation entre octobre 2024 et février 2025, au titre de son accord-cadre relatif à l'acquisition d'autobus neufs à gabarit réduit, de faible largeur et à motorisation diesel pour le transport de voyageurs. Cette consultation a abouti, après négociation, à l'offre ci-annexée de la société OTOKAR pour le véhicule VECTIO C.

Les principales caractéristiques du véhicule sont les suivantes :

- Longueur 9,50 m
- Largeur 2,30 m
- 67 places dont 45 debout et 24 assises
- Véhicule 2 portes
- Accessibilité PMR (emplacement UFR, rampe d'accès électrique...)
- Motorisation : Diesel norme Euro 6 entièrement compatible avec les biocarburants de type HVO/xTL de seconde génération
- Délai de livraison : 50 semaines
- Garantie 4 an ou 200 000 km

Le montant de l'engagement de commande correspondant au véhicule est de 226 460,00 € HT, auquel s'ajoute 2 264,60 € HT de rémunération de la CATP (1% du prix du véhicule). Le montant total de l'engagement de commande est donc de 228 724,60 € HT.

#### *Au titre des interventions*

---

*Monsieur Roland LOMBARD, suite aux résultats du vote, indique qu'il saura quoi répondre quand il sera sollicité sur ce qu'il en est sur les surcharges de véhicules.*

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY indique ne pas avoir compris sa remarque et lui demande s'il peut en préciser le sens.*

*Monsieur Roland LOMBARD explique que des personnes le sollicitent très souvent sur les surcharges de véhicules, il pourra donc leur dire que le Conseil communautaire a validé, à la majorité, l'acquisition d'un bus adapté au besoin.*

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

#### **Par 37 Voix POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 103 ZAMPARO Justine , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105 LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre (Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116 LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123 ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128 STABLEAUX Marie , 129 PERRUISSET Claude , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

#### **Et 3 Voix CONTRE,**

((102 ROUPIOZ Sylvia , 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 137 MUGNIER Joël))

**AUTORISE Monsieur le Président à signer le bon de commande n° MS 2024-01-02 EC1 et toutes les pièces afférentes, pour l'acquisition d'un bus à gabarit réduit OTOKAR Vectio C selon les caractéristiques ci-dessus indiquées.**

#### 5.4 Convention pour l'élaboration concertée du dossier de demande de statut du SERM franco-suisse

Dans le cadre de la démarche initiée par la loi n° 2023-1269 du 27 décembre 2023 relative aux services express régionaux métropolitains (SERM), qui définit ces derniers comme étant une « *offre multimodale de services de transports collectifs publics, appuyée prioritairement sur un renforcement de la desserte ferroviaire, intégrant le transport routier à haut niveau de service, les réseaux cyclables et, le cas échéant, le transport fluvial, le covoiturage, l'autopartage et les transports guidés, ainsi que la création ou l'adaptation des gares et pôles d'échanges multimodaux.* », la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie a souhaité s'engager dans le projet commun d'amélioration des conditions de mobilité à l'échelle du bassin de vie, porté par le SERM franco-suisse.

Le 4 juillet 2024, le projet de SERM franco-suisse a obtenu une labellisation par le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et le ministre délégué chargé des transports, invitant à poursuivre cette initiative en vue de l'octroi du statut de SERM.

Pour ce faire, la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie s'est engagée aux côtés de l'Etat, de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, de l'agglomération du Grand Annecy, d'Annemasse Agglomération, de Thonon Agglomération, de Haut-Bugey Agglomération, de Pays de Gex Agglo, de la communauté de communes du Pays d'Evian Vallée d'Abondance, de la communauté de communes du Genevois, du syndicat mixte des 4 communautés de communes ainsi que du pôle métropolitain du genevois français et du Syndicat intercommunal du Chablais, mais également de SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et de la Société des grands projets, dans une phase de travail pour la conduite d'une préfiguration du SERM franco-suisse.

Cette phase de préfiguration, d'une période d'un an, retient les intentions suivantes, partagées par les partenaires :

- Le projet doit créer une alternative crédible à l'usage de la voiture individuelle pour les citoyens qui se déplacent chaque jour sur des distances intermédiaires afin de répondre aux problèmes de congestion routière et de saturation ferroviaire ;
- Il doit favoriser une architecture complète des modes de transports – du piéton au ferroviaire en passant par les navettes lacustres – sans les opposer. Il vise à concevoir les réponses aux différents besoins de mobilité en fonction des aspirations des territoires ;
- Il vise à préserver les capacités de fret sur le territoire ;
- Il doit donner à l'ensemble des habitants une version consolidée, facilitée et coordonnée des offres de mobilité disponibles, avec une signalétique et des informations plus homogènes ;
- Il est porté par l'ensemble du territoire avec une gouvernance à renforcer.
- Il vise à piloter des investissements cohérents, soutenables et doit être réaliste sur le plan financier.

Le contenu de la phase de préfiguration du projet de SERM franco-suisse comprend trois volets de réalisation principaux :

- volet 1 : la définition d'un schéma d'ensemble du SERM, incluant le périmètre géographique à valider, l'identification de ses composantes avec la caractérisation de l'ambition de niveau de service par composante, ainsi que la préfiguration des périmètres d'intervention de chaque maître d'ouvrage ;
- volet 2 : la préparation d'un plan de financement à l'échelle de l'ensemble du projet de SERM, incluant une première évaluation préalable à dire d'expert des coûts en investissement et en fonctionnement et l'exploration de modalités de financement non budgétaires ;
- volet 3 : l'élaboration du schéma de gouvernance envisagé suite à l'obtention du Statut de SERM ;
- volet 4 : l'élaboration du Dossier de demande de statut SERM s'appuyant sur les trois volets précédents.

Afin d'acter le démarrage de cette mission de préfiguration et d'encadrer son déroulement, les parties prenantes du SERM franco-suisse s'associent à travers une convention d'objectifs et de financement.

Le coût des études et attendus visés par la convention ci-annexée est fixé à 1 596 000 €. La participation de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie s'élève à 15 411 € soit 1 % du coût total.

Il est à noter qu'en parallèle de la convention précitée, afin d'intégrer le canton de Genève contributeur à la démarche de préfiguration du SERM franco-suisse à hauteur de 100 000 €, une convention spécifique transfrontière associe le canton de Genève et la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Vu le projet de convention pour l'élaboration concertée du dossier de demande de statut du SERM franco-suisse annexé,

#### Au titre des interventions

*Monsieur Roland LOMBARD apporte des précisions, en disant qu'il s'agit d'un élément qui préfigure l'avenir, sur lequel il aurait été une erreur de ne pas s'associer. Il explique que la Communauté de communes a réussi à s'intégrer au SERM franco-suisse, ce qui n'a pas été naturel dès le départ. Il rappelle qu'il y a un SERM franco-suisse, et qu'il y en a un sur l'agglomération chambérienne. Il indique que cette intégration ne va pas pour autant accélérer et/ou augmenter la présence de frontaliers sur le territoire. Il explique que cela va permettre, pour la gare de Rumilly qui représente l'axe majeur de fonctionnement de ce SERM qui a son trafic essentiellement dirigé sur Annecy, de bénéficier d'évolutions sur ce trajet entre Rumilly et Annecy. Il insiste sur le fait qu'il s'inscrit en faux vis-à-vis des gens qui pensent que la volonté est de favoriser les frontaliers. La volonté est de permettre aux habitants de rejoindre le bassin d'emplois qui est majeur sur le territoire et qui est le bassin annécien. L'idée est de pouvoir le rejoindre de la manière la plus fonctionnelle et efficace possible.*

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY souhaite savoir si pour celui du côté de Chambéry il y a des avancées ? Y-a-t-il des possibilités aussi d'adhérer au SERM du bassin chambérien ?*

*Monsieur Roland LOMBARD répond qu'il n'est possible d'adhérer que pour un SERM. Il indique cependant qu'au cours des études de préfiguration, des échanges « inter-SERM » ont été prévus pour que les propositions d'offres de tarifs etc. soient coordonnées entre les SERM. Ce sera le cas entre les SERM franco-suisse et le SERM chambérien.*

*Madame Sylvie ROUPIOZ exprime être ravie de voter cette délibération car selon elle, elle a tout son sens. Elle se félicite que la Communauté de communes ait eu la volonté de se rallier à un SERM car cela va être vraiment le lieu, où vont être travaillés, dans une perspective d'avenir, tous les dossiers de déplacements de la Communauté de communes. Elle fait remarquer qu'il est démontré qu'il n'est pas possible de se contenter de regarder à l'échelle de sa propre intercommunalité, et qu'il est nécessaire, en matière de transports, d'être relié au reste du territoire. Elle indique que c'est donc une très bonne chose de pouvoir intégrer le SERM franco-suisse.*

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

#### **Par 37 Voix POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 102 ROUPIOZ Sylvia , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre(Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128 STABLEAUX Marie , 129PERRUISSET Claude , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

#### **Et 3 ABSTENTIONS,**

((103 ZAMPARO Justine , 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 137 MUGNIER Joël))

**AUTORISE le Président à signer la convention pour l'élaboration concertée du dossier de demande de statut du SERM franco-suisse entre l'Etat, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Grand Annecy, Annemasse Agglomération, Thonon Agglomération, Haut-Bugey Agglomération, Pays de Gex Agglo, la communauté de communes Rumilly Terre de Savoie, la communauté de communes du Pays d'Evian Vallée d'Abondance, la communauté de communes du Genevois, le syndicat mixte des 4 communautés de communes, le pôle métropolitain du genevois français, le Syndicat intercommunal du Chablais, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions et la Société des Grands Projets.**

## **6. Environnement**

### **6.1 Eau et assainissement**

**Rapporteur** : M. Serge DEPLANTE, Vice-président

#### **6.1.1 Avenant n° 4 au contrat de régie intéressée eau et assainissement avec SAUR concernant la modification d'articles du contrat, l'actualisation des prestations et des comptes prévisionnels d'exploitation**

La délégation de service public sous forme de régie intéressée pour l'exploitation des services d'eau potable et d'assainissement collectif de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie a fait l'objet d'un contrat signé en date du 29 juin 2021 avec SAUR.

Le contrat a fait l'objet d'un premier avenant, en date du 23 mai 2022 de façon à préciser et compléter certains intitulés du bordereau des prix unitaires de travaux de branchements en eau potable annexé au contrat initial et à mettre en conformité réglementaire le contrat initial avec la loi « Séparatisme » intervenue depuis la signature du contrat, qui encadre le respect des principes de laïcité et de neutralité d'un service public.

Un deuxième avenant est intervenu date du 13 juillet 2023 afin de modifier les dispositions contractuelles prévues initialement en matière de rachat du parc compteur et de déterminer les impacts de cette modification sur la rémunération du régisseur intéressé.

Un troisième avenant est intervenu en date du 18 juillet 2024 afin d'intégrer au périmètre du contrat deux ouvrages à exploiter en assainissement : poste de relèvement des eaux usées « Eaux Vives » et station de traitement des eaux usée « cité EDF ».

A l'issue des trois premières années du contrat et comme son article 30 l'y autorise, les Parties ont conjointement décidé de faire un état des lieux de l'évolution du service, et d'ajuster les dispositions initiales du contrat se heurtant à des difficultés d'application. Parmi les ajustements convenus, les principaux sont les suivants :

- les espaces verts, dont les contours étaient insuffisamment explicités dans le contrat initial par rapport aux réalités d'exploitation, ont vu leur fréquence d'entretien et leur périmètre précisés ;
- certains indicateurs de performance manquant de pertinence (soit en raison d'un manque de fiabilité de leur mesure, soit du fait d'un manque d'intérêt au regard de l'évaluation de la qualité du service rendu) ont été remplacés par des indicateurs jugés plus fiables et/ou plus pertinents au regard des attentes de la collectivité ;
- le régisseur intéressé prend en charge certaines missions de gestion clientèle dont il était imaginé initialement qu'elles seraient réalisées par la Collectivité ;
- le dispositif contractuel de gros entretien renouvellement est modifié pour mieux tenir compte des réalités techniques du service ;
- les prix unitaires du bordereau annexé au contrat, notamment ceux relatifs à la réalisation des travaux de branchement neuf en eau ou en assainissement, sont clarifiés et simplifiés ;
- le contenu d'un certain nombre de missions du régisseur intéressé est précisé pour éviter tout malentendu entre le niveau d'attente de la collectivité et le niveau de réalisation du régisseur intéressé.

Cet avenant ne modifie pas substantiellement les éléments du contrat dans la mesure où la modification n'entraîne pas d'augmentation de plus de 10 (dix) % du montant du contrat initial (art. R.3135-8 du Code de la commande publique).

Il est précisé que la consultation de la Commission de délégation de service public (CDSP) n'est pas requise en raison de l'absence d'augmentation de plus de 5 (cinq) % du montant global du contrat (article L.1411-6 du Code général des collectivités territoriales).

#### *Au titre des interventions*

---

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY demande s'il s'agit bien d'une prise en charge de la clientèle par la SAUR ?*

*Monsieur Serge DEPLANTE lui indique que non, qu'il s'agit d'une partie. Il y a certaines missions qui étaient réalisées dans la collectivité, mais elles étaient très minimes. Elles seront maintenant assurées par la SAUR.*

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY souhaite savoir qui est le contact pour les usagers ?*

*Monsieur Serge DEPLANTE précise qu'il y aura des appels téléphoniques à gérer, sur une plage horaire assez restreinte et que ce sera la SAUR qui s'en occupera.*

*Madame Marion RENOIR, Directrice du pôle environnement, confirme que la relation clientèle est faite par la collectivité depuis le début du contrat en Juillet 2021, et que cela perdure. Elle précise que le point d'entrée est un numéro de téléphone ou un accueil physique qui sont assurés au service de l'eau et de l'assainissement de la Communauté de communes, et que ce fonctionnement restera ainsi. Elle indique que sur certains jours, comme par exemple, la semaine de Noël, il n'y a pas d'ouverture de l'accueil téléphonique des usagers mais il y a toujours une continuité d'astreinte qui se traduit par des heures qui sont facturées différemment. Elle explique que l'organisation clientèle ne change en rien. Elle est bien assurée par des agents de la collectivité, aussi bien pour l'accueil, que pour la facturation.*

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

- **APPROUVE** les termes de l'avenant n°4 du contrat de régie intéressée relatifs à l'exploitation des services d'eau potable et d'assainissement collectif tels qu'exposés ci-dessus et portant sur les éléments cités précédemment.
- **AUTORISE** le Président à signer ledit avenant

#### **6.1.2 Convention de groupement de commande pour travaux entre la Commune de Rumilly, la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie et le SYANE pour les travaux d'aménagement des carrefours Boulevard de l'Europe, Rue Cassin, Rue Verdun sur la Commune de Rumilly**

La Commune de Rumilly entreprend le réaménagement de la RD 910 dit « boulevard de l'Europe », sur la section entre le carrefour avec la Rue René CASSIN, et le carrefour avec la Rue de VERDUN, y compris la reprise du raccordement de ces deux voies, et la reprise complète du carrefour avec la Rue René CASSIN pour création d'un carrefour giratoire.

Parallèlement, la Communauté de communes procède à des travaux de mise en séparatif du réseau d'assainissement, renouvellement et renforcement du réseau d'eau potable et reprise des branchements sur l'emprise du projet.

Profitant de cette opération, le SYANE souhaite réaliser des travaux d'enfouissement et de modernisation des installations d'éclairage public.

De ce fait, il est proposé de constituer un groupement de commandes sur le fondement des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique en vue de la passation des marchés de travaux pour les travaux de mise en séparatif du réseau d'assainissement, renouvellement et renforcement du réseau d'eau potable et reprise des branchements sur l'emprise du projet.

Ce groupement permettrait de lancer une consultation unique et de choisir le prestataire dans les conditions économiques les plus avantageuses.

Dans le cadre de cette procédure, une convention constitutive du groupement de commandes doit être mise en place. Celle-ci prévoit notamment les modalités de fonctionnement dudit groupement, dont les éléments essentiels sont énumérés ci-après :

- le groupement de commandes serait temporaire et limité à la passation des marchés de travaux de mise en séparatif du réseau d'assainissement, renouvellement et renforcement du réseau d'eau potable et reprise des branchements sur l'emprise du projet au carrefour boulevard de l'Europe, rue Cassin et rue de Verdun sur la Commune de Rumilly ;
- le coordonnateur du groupement pour la passation des marchés publics serait la Commune de Rumilly ;
- chaque membre du groupement procéderaient à la signature et notification des marchés publics, ainsi qu'à leur exécution et au paiement du titulaire (des titulaires) pour la part qui le concerne ;
- un tel groupement de commandes implique que l'attributaire soit choisi par une Commission d'appel d'offres spécifique (CAO ad hoc), qui doit être spécialement constituée pour le groupement (art. L.1414-3 I du Code général des collectivités territoriales). Il conviendra de désigner un membre titulaire et un membre suppléant qui représenteront la Communauté de Communes et ce, parmi les membres titulaires de la Commission d'appel d'offres. Il est précisé que le président de la CAO ad hoc est alors obligatoirement le représentant du coordonnateur habilité, dans le cas présent la Commune de Rumilly.

Par délibération n°2023\_DEL\_165 du 27 novembre 2023, le Conseil communautaire a donné délégation au Président pour signer les conventions de groupement de commandes dans le cadre desquels le(s) marché(s) public(s) de travaux conclu(s) par la Communauté de Communes est (sont) d'un montant inférieur à 1 million d'euros hors taxes.

En l'espèce, le montant prévisionnel du marché (des marchés) pour la part Communauté de communes s'élève à 1 100 000 € HT.

Ce montant étant supérieur à celui de la délégation générale précitée, une délibération du Conseil communautaire est par conséquent nécessaire pour approuver la convention constitutive de groupement de commandes.

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

- **APPROUVE** la convention ci-annexée, constitutive du groupement de commandes momentanée entre la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie, la Commune de Rumilly et le SYANE, pour le choix d'un prestataire chargé des travaux de mise en séparatif du réseau d'assainissement, renouvellement et renforcement du réseau d'eau potable et reprise des branchements sur l'emprise du projet
- **DÉCIDE** que la Commune de RUMILLY sera le coordonnateur du groupement de commandes pour la passation des marchés publics au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement.
- **DÉSIGNE** Monsieur François RAVOIRE, représentant titulaire, et M. Serge DEPLANTE, représentant suppléant de la Communauté de Communes au sein de la Commission d'appel d'offres *ad hoc* du groupement de commandes

- **AUTORISE Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que tous documents nécessaires à son exécution.**

### **6.1.3 Travaux > 1M€ – autorisation du président pour le marché relatif aux travaux d'aménagements des carrefours Boulevard de l'Europe, Rue Cassin, Rue Verdun sur la Commune de Rumilly\_ autorisation anticipée de signature**

La Commune de Rumilly, le SYANE et la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie souhaitent constituer un groupement de commandes afin de choisir un prestataire qui assurera les travaux sur la section entre le carrefour Boulevard de l'Europe, la Rue Cassin et la Rue de Verdun sur la Commune de Rumilly.

En effet, dans le cadre du projet de réaménagement de RD 910 dit « boulevard de l'Europe », sur la section entre le carrefour avec la Rue René CASSIN, et le carrefour avec la Rue de VERDUN, y compris la reprise du raccordement de ces deux voies, de la Rue de la Plaine, et la reprise complète du carrefour avec la Rue René CASSIN pour création d'un carrefour giratoire, la Communauté de communes prévoit de réaliser des travaux de mise en mise en séparatif, renouvellement et renforcement du réseau d'eau potable et reprise des branchements sur la section Boulevard de l'Europe, la Rue Cassin et la Rue de Verdun sur la Commune de Rumilly.

Le démarrage des travaux est prévu selon le planning prévisionnel en juillet 2025, pour une durée prévisionnelle estimée à 18 mois (période de préparation de 2 mois non comprise).

Dans ce cadre, il convient de lancer une consultation groupée en procédure formalisée selon un appel d'offres ouvert (articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-1 à R.2161-5 du Code de la commande publique). Le marché sera alloti.

Par délibération n°2023\_DEL\_165 du 27 novembre 2023, le Conseil communautaire a donné délégation au Président pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés publics de travaux d'un montant inférieur à 1 000 000 € HT.

En l'espèce, le montant prévisionnel des travaux pour la part de la Communauté de communes s'élève à 1 100 000 € HT.

Ce montant étant supérieur à celui de la délégation générale précitée, une délibération du Conseil communautaire est par conséquent nécessaire pour autoriser la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement du marché public en question.

En application de l'article L.2122-21-1 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux communautés de communes en vertu des articles L.5211-1 et L.5211-2 du même code, le Conseil communautaire peut charger le Président de passer un marché ou un accord-cadre déterminé par délibération prise avant l'engagement de la procédure de passation de ce marché. Il est donc proposé d'autoriser dès à présent le Président à souscrire le marché public nécessaire à la réalisation des prestations précitées, notamment pour favoriser une mise en œuvre plus rapide du marché à venir, dans un souci d'efficacité.

Par ailleurs, ce marché étant passé, il est rappelé que la Commission d'appel d'offres du groupement de commandes sera en tout état de cause réunie au terme de la procédure de mise en concurrence pour attribuer ou émettre un avis sur l'attribution du marché.

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

- **AUTORISE le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement du (des) marché(s) relatif aux travaux d'aménagements des carrefours Boulevard de l'Europe, Rue Cassin, Rue Verdun sur la commune de Rumilly**
- **PRÉCISE que le Président est autorisé à signer le marché public précité et toute pièce qui y serait relative, en ce compris les modifications de marchés publics**

#### **6.1.4 Marché public dans le cadre de la relance du lot 2 de la consultation travaux de l'opération SE01 (STEU VE à Rumilly) - Marché public relatif aux travaux relatifs aux réseaux sous pression. Autorisation anticipée de signature du Président**

La Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie a entrepris le projet de construction d'une Station de Traitement des Eaux Usées et Valorisation Énergétique (STEU VE) d'une capacité de 54 000 Equivalents Habitants (EH), avec méthanisation des boues sur la commune de Rumilly, ce projet comprenant également les travaux liés au transfert des effluents vers la STEU VE, prévue construite sur un site distant de l'actuelle station.

Ainsi, pour mener à bien ce projet, un marché de maîtrise d'œuvre a été conclu le 12 juillet 2023.

En juin 2024, la Communauté de Communes a lancé une consultation afin de recruter les entreprises qui auront en charge la construction de la Station de Traitement des Eaux Usées et Valorisation énergétique, y compris les réseaux associés de transfert d'effluents.

Cette consultation était allotie comme suit :

- Lot n°1 : Station de traitement des eaux usées et de valorisation énergétique (STEU VE), dont Filière de traitement des eaux et des boues (y compris digestion anaérobie et épuration du biogaz avant injection sur le réseau) et bâtiment administratif ;
- Lot n°2 : Postes et conduites de relevage ou de refoulement ;
- Lot n°3 : Conduites gravitaires et ouvrages associés.

A l'issue de la présentation de l'analyse des offres, les lots n°1 et 3, susvisés, ont été attribués à des groupements d'opérateurs économiques par la Commission d'Appel d'Offres.

Le lot n°2 a, quant à lui, été déclaré sans suite par l'acheteur en raison d'une insuffisance de concurrence.

Face à ce constat, le maître d'œuvre ainsi que le chef de projet ont travaillé sur un nouveau découpage des prestations du lot 2 afin d'attirer davantage de soumissionnaires qualifiés pour susciter une mise en concurrence et afin d'obtenir des prix plus conformes à l'estimation des coûts des travaux.

Pour cette consultation, l'acheteur agit en tant qu'entité adjudicatrice. Ainsi, dans ce cadre, il convient de lancer une consultation selon la procédure avec négociation (articles L2124-3 et R2124-4 du Code de la Commande publique).

Le nouvel allotissement proposé est défini comme suit :

- Lot 2A : Travaux spéciaux (pieux sécants et fonçage sous voie ferrée)
- Lot 2B : Réalisation du génie civil et de l'électromécanique des postes, et pose de canalisation en fourreaux.
- Lot 2C : Réalisation des conduites sous pression et du poste de refoulement du Chéran.

Le démarrage des travaux est prévu selon le planning prévisionnel en fin 2025, pour une durée prévisionnelle estimée à 22 mois (période de préparation de 4 mois comprise).

Par délibération n°2023\_DEL\_165 du 27 novembre 2023, le Conseil communautaire a donné délégation au Président pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés publics de travaux d'un montant inférieur à 1 000 000 € HT.

En l'espèce, le montant prévisionnel des travaux s'élève à 3 300 000 € HT.

Ce montant étant supérieur à celui de la délégation générale précitée, une délibération du Conseil communautaire est par conséquent nécessaire pour autoriser la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement du marché public en question.

En application de l'article L.2122-21-1 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux communautés de communes en vertu des articles L.5211-1 et L.5211-2 du même code, le Conseil communautaire peut charger le Président de passer un marché ou un accord-cadre déterminé par délibération prise avant l'engagement de la procédure de passation de ce marché. Il est donc proposé d'autoriser dès à présent le Président à souscrire le marché public nécessaire à la réalisation des prestations précitées, notamment pour favoriser une mise en œuvre plus rapide du marché à venir, dans un souci d'efficacité.

Par ailleurs, il est rappelé que la Commission d'appel sera en tout état de cause réunie au terme de la procédure de mise en concurrence pour attribuer le marché.

#### *Au titre des interventions*

---

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY demande si l'insuffisance de concurrence est due au fait qu'il n'y ait eu qu'une seule offre ?*

*Monsieur Serge DEPLANTE répond qu'il y a eu deux offres. L'une n'était pas recevable et l'autre était très nettement au-dessus des estimations de la maîtrise d'œuvre.*

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY demande si dans le cadre de ce nouvel allotissement, les entreprises qui auraient éventuellement retiré un dossier mais qui n'ont pas répondu ont été contactées ? Le but étant de savoir pourquoi elles n'ont pas répondu, pour savoir si c'est à cause de ce problème d'allotissement.*

*Monsieur Serge DEPLANTE est d'avis que comme c'était regroupé qu'en un seul lot, cela était très technique, avec beaucoup de compétences requises, et que peut-être que cela a empêché des entreprises qui étaient très spécialisées dans un domaine de répondre. Elles devaient répondre sous une forme de groupement parce que tout le monde n'avait pas forcément toutes les compétences demandées. Il est possible selon lui, que cette cause ait limité le nombre de réponses. Il exprime que c'est un choix qui a été fait à l'époque et qui a donc été modifié.*

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY demande s'il s'agit d'une chose qui a été déduite par les services, ou s'ils sont sûrs que c'est la raison pour laquelle les candidats potentiels n'ont pas retiré l'offre ?*

*Monsieur Serge DEPLANTE indique qu'il n'a pas en tête le nombre de dossiers qui ont été retirés, mais que beaucoup de compétences étaient demandées sur ce lot, et ils étaient obligés de répondre en groupement. Il indique qu'il y avait un mandataire et que cela limitait l'offre de réponses. Selon lui, en mettant 3 sous-lots, chacun pourra répondre dans son domaine de compétences.*

*Madame Sylvia ROUPIOZ souhaite savoir ce qu'est que la digestion anaérobie.*

*Monsieur le Président répond que cela signifie que le traitement est réalisé sans oxygène.*

*Monsieur Serge DEPLANTE ajoute que le montant était 40 % au-dessus de l'estimation de la maîtrise d'œuvre. Pour l'autre entreprise qui a répondu, il n'y avait pas de mémoire technique et qu'il n'était donc pas possible de juger son offre.*

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

- **AUTORISE** le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement du (des) marché(s) de travaux relatifs aux réseaux sous pression dans le cadre de l'opération SE01 pour un montant prévisionnel de 3 300 000 € HT, selon une procédure avec négociation.
- **PRÉCISE** que le Président est autorisé à signer le marché public précité et toute pièce qui y serait relative, en ce compris les modifications de marchés publics.

**6.1.5 Marché public relatif à des missions de maîtrise d'œuvre publique pour des projets de création, rénovation, renforcement et restructuration des réseaux d'eau potable et d'assainissement et des missions complémentaires et spécifiques – autorisation anticipée de signature**

La présente délibération a pour objet d'abroger la délibération n°2024\_DEL\_137 du 30 septembre 2024 portant autorisation anticipée de signature concernant le marché public relatif à des missions de maîtrise d'œuvre publique pour des projets de création, rénovation, renforcement et restructuration des réseaux d'eau potable et d'assainissement et des missions complémentaires et spécifiques et de prendre cette nouvelle délibération afin de remplacer la procédure formalisée de consultation initialement choisie, soit l'appel d'offres restreint, par l'appel d'offres ouvert permettant ainsi une mise en œuvre plus rapide du marché et réajuster les montants.

Afin d'assurer la continuité du service d'eau potable et d'assainissement, d'améliorer la performance des réseaux, de garantir la qualité de l'eau et de protéger, la Communauté de communes souhaite lancer un accord-cadre de services de maîtrise d'œuvre pour les projets de création, de rénovation, de renforcement, et de restructuration des réseaux d'adduction en eau potable (AEP) et d'assainissement collectif (AC) et des missions complémentaires et spécifiques au sein de la Communauté de communes.

La consultation serait lancée selon un appel d'offres ouvert (articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 1°, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique).

Le marché public fera l'objet d'un accord-cadre à marchés subséquents et à bons de commande mono-attributaire d'une durée initiale de 12 mois, renouvelable trois fois 12 mois par tacite décision de l'acheteur, soit une durée totale maximale de 4 ans (articles R2162-1 à R.2162-9 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique).

Le marché serait décomposé en 2 lots comme suit :

- Lot n°1 : Secteur nord (Communes de Moye, Lornay, Vallière sur fier, Crempigny-Bonneguête, Versonnex, Thusy, Saint-Eusèbe, Vaulx, Hauteville-sur-fier et Etercy)
- Lot n°2 : Secteur sud (Communes de Rumilly, Sales, Marcellaz-Albanais, Boussy, Marigny-Saint-Marcel, Bloye, Massingy, Alby sur Chéran, Mures, Gruffy et Allèves et sur le secteur de Chaux-Balmont à Seynod)

Le montant maximum par période d'exécution du marché public est fixé comme suit :

- Lot n°1 : Secteur nord

| Montant maximum annuel | Montant maximum sur la durée maximale du marché |
|------------------------|-------------------------------------------------|
| 700 000 € HT           | 2 800 000 € HT                                  |

- Lot n°2 : Secteur Sud

| Montant maximum annuel | Montant maximum sur la durée maximale du marché |
|------------------------|-------------------------------------------------|
| 700 000 € HT           | 2 800 000 € HT                                  |

Par délibération n°2023\_DEL\_165 du 27 novembre 2023, le Conseil communautaire a donné délégation au Président pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés publics de fournitures et services d'un montant inférieur aux seuils de procédure formalisée (443 000 € HT au 1<sup>er</sup> janvier 2024). En l'espèce, le montant maximum global sur 4 ans cumulé de l'ensemble des lots du marché s'élève à 5 600 000 € HT. Ce montant étant supérieur à celui de la délégation générale précitée, une délibération du Conseil communautaire est par conséquent nécessaire pour autoriser la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché public en question.

En application de l'article L.2122-21-1 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux communautés de communes en vertu des articles L.5211-1 et L.5211-2 du même code, le Conseil communautaire peut charger le Président de passer un marché ou un accord-cadre déterminé par délibération prise avant l'engagement de la procédure de passation de ce marché ou de cet accord-cadre. Il est donc proposé d'autoriser dès à présent le Président à souscrire le marché public nécessaire à la réalisation des prestations précitées afin notamment de favoriser une conclusion et une mise en œuvre plus rapide du marché à venir.

Par ailleurs, il est rappelé que la Commission d'appel d'offres (CAO) devra en tout état de cause être réunie au terme de la procédure de mise en concurrence pour décider l'attribution des lots (art. L.1414-2 du CGCT).

#### Au titre des interventions

---

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY demande confirmation qu'il s'agit bien de passer à un marché à bons de commande.*

*Monsieur Serge DEPLANTE explique qu'il s'agissait déjà d'un marché à bons de commande mais qu'un appel à candidatures était fait, que les gens y répondaient avec les références et compétences qui étaient demandées. Il y avait un deuxième temps ensuite dédié à la partie consultation économique avec des choix de candidats.*

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY demande si le premier était multi-attributaires ? Comment est-il possible de faire un marché à bons de commande et faire un appel d'offres ?*

*Monsieur Serge DEPLANTE explique que s'il y avait eu un appel à candidatures, tous les candidats qui auraient postulés n'auraient pas forcément été retenus, pour cause qu'ils ne répondaient pas aux critères demandés. Il indique que cela aurait pris plus de temps que de passer par la formule d'un appel d'offres ouvert.*

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY répond qu'il essaye juste de comprendre. Que pour lui, il en ressort des explications qu'il s'agit d'un marché à bons de commande avec un prestataire, et qu'avant il s'agissait d'un marché à bons de commande avec plusieurs prestataires qui étaient interrogés.*

*Monsieur Serge DEPLANTE précise qu'un appel à candidatures était fait et il souligne que tous les prestataires qui auraient fait acte de candidature n'auraient pas été forcément retenus. Ce procédé sera plus rapide, et cela avait pour but de mettre en évidence des critères de technicité. Il rapporte que la Commission d'appel d'offres, qui a validé cette nouvelle consultation, a bien pris en compte, dans le règlement de consultation, la conservation de la technicité comme critère principal, et pas forcément le prix. Il expose qu'il fallait gagner du temps car cela pouvait bloquer pour travailler sur de nouveaux chantiers.*

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

- **ABROGE la délibération n°2024\_DEL\_137 du 30 septembre 2024 portant autorisation anticipée de signature concernant le marché public relatif à des missions de maîtrise d'œuvre publique pour des projets de création, rénovation, renforcement et restructuration des réseaux d'eau potable et d'assainissement et des missions complémentaires et spécifiques**

- **AUTORISE** le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement de l'accord-cadre à bons de commande relatif à des missions de maîtrise d'œuvre publique pour des projets de création, rénovation, renforcement et restructuration des réseaux d'eau potable et d'assainissement, selon un appel d'offres dont les montants maximums sont fixés comme suit :
  - **Lot n°1 :**  
Montant maximum annuel : 700 000 € HT  
Soit un montant global maximum de 2 800 000 € HT sur 4 ans.
  - **Lot n°2 :**  
Montant maximum annuel : 700 000 € HT  
Soit un montant global maximum de 2 800 000 € HT sur 4 ans.
- **PRECISE** que le Président est autorisé à signer les marchés publics précités et toute pièce qui y serait relative, en ce compris les modifications de marchés publics.

**6.1.6 Modification d'une Autorisation de Programme – Crédits de paiements par avenant n°2 : Station de Traitement des Eaux Usées et valorisation énergétique – Rumilly – Construction d'une nouvelle station intercommunale – Référencée AP/CP projet n°SE01**

L'opération consiste à reconstruire la station intercommunale de traitement des eaux usées de Rumilly sur un site distinct et distant du site actuel ; elle comprend :

- la construction d'une Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) et Valorisation Énergétique d'une capacité d'environ 54 000 Équivalents-Habitants (EH), avec méthanisation des boues,
- l'adaptation / le recalibrage des Postes de Refoulement (PR) principaux du réseau,
- la création des réseaux associés :
  - collecteur de transfert des effluents desservant le nouveau site,
  - collecteur de rejet au Fier, hors conduite(s) de valorisation d'eau traitée, non retenues,
  - prolongation du réseau d'eau potable jusqu'au nouveau site,
  - pose d'un réseau fibre optique privé pour raccorder la nouvelle STEU au réseau privé de la Ville et de la Communauté de Communes,
  - déviation des conduites de refoulement des postes principaux du réseaux,
  - réseaux gravitaires associés,
  - renouvellement de canalisation lorsque pertinent sur le tracé.

La durée globale prévisionnelle de l'opération, à compter de la désignation du maître d'œuvre le 13/07/2023, est de 73 mois y compris la période de parfait achèvement, à compter de juillet 2023.

L'opération a fait l'objet d'une création d'Autorisation de Programme – Crédits de paiements approuvée par délibération n°2023\_DEL\_051 du 27 mars 2023 et modifiée par avenant n°1 par la délibération n°2024\_DEL\_031 du 8 avril 2024 selon les prévisionnels suivants :

|                                                                                                   | Crédits de Paiements |             |                 |                  |            |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|-------------|-----------------|------------------|------------|-------------|
|                                                                                                   | Année 2023           | Année 2024  | Année 2025      | Année 2026       | Année 2027 |             |
|                                                                                                   | Rappel réalisé       |             |                 |                  |            |             |
|                                                                                                   |                      | HT          | HT              | HT               | HT         |             |
| OPERATION STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES ET VALORISATION ENERGETIQUE - RULMILLY             | 381 997              | 1 082 975 € | 12 325 829 €    | 14 240 621 €     | 465 725 €  | 28 496 997€ |
| Etudes Faune/Flore et pédologie du site d'implantation                                            | 24 330               |             |                 |                  |            |             |
| Mesures de débit sur les réseaux                                                                  | 31 327               |             |                 |                  |            |             |
| Faisabilité d'un épandage des boues - Etude de niveau 1                                           | 19 390               |             |                 |                  |            |             |
| Maîtrise d'œuvre, y compris dossiers réglementaires (LE, ICPE, PC...) et modélisation des réseaux |                      | 228 725 €   | 170 825 €       | 116 375 €        | 54 725 €   | 857 050€    |
| Base TF+TO4 y compris toutes MCO sauf MCO7 (GED), qui ne sera pas réalisée                        | 289 775              |             |                 |                  |            |             |
| Mesure topographique de l'altimétrie des réseaux                                                  | 17 175               |             |                 |                  |            |             |
| Topographie des sites et parcours des réseaux de transfert                                        |                      | 48 000 €    |                 |                  |            |             |
| Reconnaisances géotechniques                                                                      |                      | 70 000 €    |                 |                  |            |             |
| Quantification et qualification sables accumulés dans l'ancienne STATION D'EPURATION              |                      | 7 500 €     |                 |                  |            |             |
| Diagnostics Amiante, plomb, HAP sur existants à démolir                                           |                      | 30 000 €    |                 |                  |            |             |
| Mission SPS pour l'ensemble de l'opération                                                        |                      | 55 000 €    |                 |                  |            |             |
| Mission CT pour l'ensemble de l'opération                                                         |                      | 75 000 €    |                 |                  |            |             |
| Assurances à évaluer en 2024 (DO, CCRD, etc...). Engagement 2025                                  |                      |             | 800 000 €       |                  |            | 800 000€    |
| Travaux de construction de la nouvelle Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)                |                      |             |                 |                  |            |             |
| Non comprises les options suivantes (envisagées non réalisées) :                                  |                      | 565 750 €   | 8 985 004 €     | 12 159 246 €     | 300 000 €  | 2 201 000 € |
| -                                                                                                 |                      |             |                 |                  |            |             |
| Raccordement ENEDIS de la nouvelle unité de traitement                                            |                      |             |                 | 25 000 €         |            |             |
| Raccordement Eau potable de la nouvelle unité de traitement                                       |                      |             |                 | indus MOE Naldeo |            |             |
| Raccordement TELECOM de la nouvelle unité de traitement                                           |                      |             |                 | 10 000 €         |            |             |
| Raccordement Gaz. En cas d'injection de biométhane. Fin 2026-2027, si fait                        |                      | 15 000 €    | estim inchangée |                  | 68 000 €   |             |
| Travaux de construction des réseaux de transfert des effluents vers le nouveau site               |                      |             | 2 570 000 €     | 1 930 000 €      |            | 4 500 000€  |
| Essais de garantie STEU - 2027                                                                    |                      |             |                 |                  | 45 000 €   | 45 000€     |

Depuis lors, le programme a subi des évolutions, 2 marchés de travaux ont été attribués en 2025 :

- Lot 1 STEU VE : 23 320 000 €HT (montant prévisionnel de la mise au point)
- Lot 3 Réseaux gravitaires : 3 482 876,50 €HT (montant du marché)

Il est également proposé que d'Autorisation de Programme – Crédits de paiements intègre les éléments suivants :

- Lot 2 prévu relancé : 3 300 000 €HT
- Divers et imprévus : 415 000 €HT

Les variations des montants ayant évolué depuis l'Autorisation de Programme – Crédits de paiements précédente sont justifiés ci-dessous :

| <b>OPERATION SE01</b>                                                                      | <b>3 686 530 €</b> | <b>Somme des évolutions</b>                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------------------------------------|
| Etudes Faune/Flore et pédologie du site d'implantation                                     | -3 250 €           | Dépense réelle < estimation                            |
| Mesures de débit sur les réseaux                                                           | 0 €                |                                                        |
| Faisabilité d'un épandage des boues - Etude de niveau 1                                    | -7 050 €           | Dépense réelle < estimation                            |
| Note expertise foncière agricole Impact projet                                             | 2 685 €            | Nouvelle ligne                                         |
| Maîtrise d'œuvre, yc dossiers réglementaires (LE, ICPE, PC...) et modélisation des réseaux | 172 382 €          | Calcul de la rémunération définitive du maître d'œuvre |
| Base TF+TO4 yc toutes MCO sauf MCO7 (GED), qui ne sera pas réalisée                        |                    |                                                        |
| Mesure topographique de l'altimétrie des réseaux                                           | 0 €                |                                                        |
| Topographie des sites et parcours des réseaux de transfert                                 | -7 990 €           | Dépense réelle < estimation                            |
| Reconnaisances géotechniques                                                               | -7 145 €           | Dépense réelle < estimation                            |
| Essai de tranchée drainante                                                                | 1 850 €            | Nouvelle ligne                                         |
| Suivi géotechnique (mission G4)                                                            | 8 200 €            | TO2 du marché à engager                                |
| Quantification et qualification sables accumulés dans l'ancienne STATION D'EPURATION       |                    |                                                        |
| Diagnostics Amiante, plomb, HAP sur existants à démolir                                    | -13 903 €          | Dépense réelle < estimation                            |
| Avis CT Prise en compte risque sismique                                                    | 350 €              | Nouvelle ligne                                         |
| Mission SPS pour l'ensemble de l'opération                                                 | 0 €                |                                                        |
| Mission CT pour l'ensemble de l'opération                                                  | 0 €                |                                                        |
| Assurances (DO, CCRD, etc...). Engagement 2025                                             | -600 000 €         | Car dépense de fonctionnement et non investissement.   |
| Travaux de construction de la nouvelle Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)         | <b>1 310 000 €</b> | Prise en compte du prix "appel d'offres"               |
| Participation à mission d'OPC unifiée de la Ville                                          | 55 000 €           | Nouvelle ligne                                         |
| Abattage arbres sur le tracé de la conduite de rejet                                       | 2 800 €            | Nouvelle ligne                                         |

|                                                                                                                                    |                    |                                                                 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Piquetage en vue de l'abattage des arbres sur le tracé de la conduite de rejet                                                     | 900 €              | Nouvelle ligne                                                  |
| Suivi par écologue de l'abattage des arbres sur le tracé de la conduite de rejet                                                   | 850 €              | Nouvelle ligne                                                  |
| Constat d'huissier pose panneau de PC                                                                                              | 570 €              | Nouvelle ligne                                                  |
| Dévoisement ENEDIS ligne HT sur le site <b>A CHARGE D'ENEDIS</b>                                                                   | 0 €                |                                                                 |
| Raccordement ENEDIS de la nouvelle unité de traitement                                                                             | 0 €                |                                                                 |
| Raccordement Eau potable de la nouvelle unité de traitement <b>INCLUS DANS MOE</b>                                                 | 0 €                |                                                                 |
| Raccordement TELECOM de la nouvelle unité de traitement                                                                            | 22 000 €           | Raccordement à la fibre optique de la Ville (câble)             |
| Raccordement Gaz. En cas d'injection de biométhane.                                                                                | 32 054 €           | Devis définitif GRDF suite à étude détaillée                    |
| Travaux de construction des réseaux de transfert des effluents vers le nouveau site. <b>Dont une partie relevant du budget EAU</b> | <b>2 300 000 €</b> | Évolutions du programme + prise en compte prix "appel d'offres" |
| Essais de garantie STEU : <b>2027</b>                                                                                              | 0 €                |                                                                 |
| Divers, imprévus et aléas                                                                                                          | 416 890 €          | Provision avenants, révisions, imprévus...                      |

**Au 20/02/2025, l'opération représente un montant global de :**

- **32,2 M€HT sans l'achat du terrain,**
- **32,8 M€HT sans l'achat du terrain,**

Considérant les évolutions présentées précédemment, il est proposé de modifier l'Autorisation de Programme/Crédits de paiements, comme ci-après :

|                                   | REALISE    |            |            | SOUMIS A DELIBERATION 2025 |               |              | DELIBERATIO<br>N 2025 | Rappel<br>Réalisé | Total<br>Opération |
|-----------------------------------|------------|------------|------------|----------------------------|---------------|--------------|-----------------------|-------------------|--------------------|
|                                   | 2022       | 2023       | 2024       | 2 025                      | 2 026         | 2 027        | TOTAL<br>2025-2027    |                   |                    |
|                                   | 624 164,55 | 189 137,09 | 570 875,67 | 7 720 814,24               | 13 822 714,43 | 9 890 135,28 | 31 433 663,95         | 1 384 177,31      | 32 817 841,26      |
| <b>DONT BUDGET ASSAINISSEMENT</b> |            |            |            |                            |               |              |                       |                   |                    |
| Foncier                           | 624 164,55 |            |            |                            |               |              |                       | 624 164,55        | 624 164,55         |
| Études                            |            | 189 137,09 | 570 875,67 | 302 300,91                 | 204 742,01    | 230 371,03   | 737 413,95            | 760 012,76        | 1 497 426,71       |
| Travaux                           |            |            |            | 7 073 513,33               | 13 417 972,42 | 9 529 764,25 | 30 021 250,00         |                   | 30 021 250,00      |
| <b>DONT BUDGET EAU</b>            |            |            |            |                            |               |              |                       |                   |                    |
| Études                            |            |            |            |                            |               |              |                       |                   |                    |
| Travaux                           |            |            |            | 345 000,00                 | 200 000,00    | 130 000,00   | 675 000,00            |                   | 675 000,00         |

#### Plan de financement prévisionnel

– Subventions attendues : 9 500 000 € [dont Agence de l'Eau : 5 500 000 € ; Conseil Départemental de la Haute-Savoie : 4 000 000 €] conformément aux courriers d'intention qui ont été adressés à la Communauté de Communes ;

#### Besoin de financement complémentaire selon l'analyse financière confiée au Cabinet Ressources Consultants Finances :

- Emprunt de 20 000 000 € à souscrire : ce qui a fait l'objet d'une consultation auprès de 8 établissements financiers.
- Augmentation de la part variable de + 1,80 € HT le m3 au 1er janvier 2026 : soit 5,20 € HT / m3 (hors redevance Agence de l'Eau) comparativement au tarif de 3,40 € HT / m3 afin de répondre aux engagements à venir.

Cette Autorisation de Programme / Crédit de Paiement annule et remplace l'autorisation approuvée par délibération du 8 avril 2024 (n°2024\_DEL\_031).

Après en avoir délibéré,

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, APPROUVE la modification de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement par avenant n°2 relative à la Station de Traitement des Eaux Usées et valorisation énergétique – Rumilly – Construction d'une nouvelle station intercommunale – Référencée AP/CP projet n°SE01.**

**6.1.7 Modification d'une autorisation de programme – Crédits de Paiement par avenant n°2 :  
Opération de mise en conformité du système d'assainissement de la commune de Vaulx –  
Référencée AP/CP projet n°SE05**

La station de traitement des eaux usées, station macrophytes de Vaulx, 450 EH connaît depuis plusieurs années des dysfonctionnements avec des dépassements des valeurs de rejet (DCO, phosphore, etc.) entraînant une dégradation du milieu récepteur. Ce milieu récepteur est classé en zone sensible à l'eutrophisation et suite à la présence d'écrevisses autochtones. La station fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure par les services de l'État prescrivant des travaux de mise en conformité.

Plusieurs études ont été engagées par la Communauté de Communes. Une étude lancée en 2023 a permis d'étudier différents scénarii.

Le scénario retenu est le raccordement de la commune de Vaulx sur le système d'assainissement de Hauteville sur Fier (suppression de la station de Vaulx avec création d'un poste de refoulement et d'une conduite de transfert).

L'étude rendue en décembre 2024 a permis d'affiner la technicité du projet et de chiffrer plus précisément les travaux et les études complémentaires associées. De plus, une réactualisation des prix pour les travaux et les missions d'études a été effectuée.

Le coût global du projet passe donc de 2 844 825 euros HT à 4 161 878.60 euros HT, avec une modification des crédits de paiement annuel.

Par rapport à l'autorisation de programme modifiée en 2024 par avenant n°1, et compte tenu des précisions apportées par le programme de travaux, il est proposé de modifier et mettre à jour cette autorisation.

Il est proposé l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement mis à jour comme ci-après :

| AP/CP – Projet SE 05 - Vaulx                                                                                    | ANNEE 2023<br>Délibération -<br>2023DEL052 | ANNEE 2024<br>Délibération<br>-<br>2024DEL029 | CREDITS DE PAIEMENTS |             |             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------|-------------|-------------|
|                                                                                                                 | REALISE<br>MANDATE<br>2023                 | REALISE<br>MANDATE<br>2024                    | ANNEE 2025           | ANNEE 2026  | ANNEE 2027  |
| Etude d'opportunité des scénarii pour la mise en conformité du système d'assainissement et programme de travaux | 11 175,00 €                                | 3 403,60 €                                    | 5 300,00 €           |             |             |
| <i>Création poste refoulement + conduite de transfert + suppression de la station</i>                           |                                            |                                               |                      |             |             |
| Etudes complémentaires (topo, géotechniques, etc) 2031                                                          |                                            |                                               | 95 000,00 €          |             |             |
| Marché de Maîtrise d'œuvre 2315                                                                                 |                                            |                                               | 50 000,00 €          | 83 000,00 € | 40 000,00 € |
| Prestations générales (PC/P démolition, CT, etc.) 2031                                                          |                                            |                                               | 35 000,00 €          |             |             |

|                                      |                    |                   |                     |                       |                     |
|--------------------------------------|--------------------|-------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|
| <b>CSPS 2315</b>                     |                    |                   | 5 000,00 €          | 10 000,00 €           | 5 000,00 €          |
| <b>Travaux 2315</b>                  |                    |                   | 585 000,00 €        | 2 175 000,00 €        | 699 000,00 €        |
| <b>Essais réseaux réception 2315</b> |                    |                   |                     | 15 000,00 €           |                     |
| <b>Divers imprévus 2031</b>          |                    |                   | 58 000,00 €         | 58 000,00 €           | 57 000,00 €         |
| <b>Divers et imprévus 2315</b>       |                    |                   | 58 000,00 €         | 58 000,00 €           | 56 000,00 €         |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>11 175,00 €</b> | <b>3 403,60 €</b> | <b>891 300,00 €</b> | <b>2 399 000,00 €</b> | <b>857 000,00 €</b> |

Montant total de l'APCP : 4 161 878.60 euros HT.

**Cette Autorisation de Programme / Crédit de Paiement annule et remplace celle délibérée le 08 avril 2024 n°2024\_DEL\_029.**

*Au titre des interventions*

*Monsieur Roland LOMBARD demande confirmation que pour le raccordement actuel du système d'assainissement collectif de Vault sur la station qui se trouve sur la commune d'Hauteville-sur-Fier, aucuns travaux ne sont nécessaires à la station ? Dans cette configuration, il demande s'il s'agit juste de parler de réseau ?*

*Monsieur Serge DEPLANTE précise qu'actuellement, il serait en effet possible de raccorder les équivalents habitants sur Hauteville-sur-Fier, mais que dans un avenir assez proche, la possibilité d'équivalents habitants sera dépassée. Il explique que c'est pour cela qu'il faut redimensionner la station, et ensuite d'autres problèmes liés à d'autres stations, comme Etercy, seront abordés. Le choix qui a été fait pour celle d'Etercy est également de la ramener sur Hauteville-sur-Fier. Il serait souhaité aussi dans un avenir un peu plus lointain d'y raccorder Marcellaz-Albanais. Il précise qu'il y a un comité de pilotage qui est mis en place avec les communes concernées pour travailler sur l'élaboration du projet, et afin que les communes disposent bien de tous les éléments.*

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, APPROUVE la modification de l'Autorisation de Programme – Crédit de paiements par avenant n°2 pour l'opération de mise en conformité du système d'assainissement de la commune de Vault – Référencée AP/CP projet n°SE05.**

#### **6.1.8 Modification d'une autorisation de programme – Crédits de Paiement par avenant n°1 : Opération de mise en conformité de la station et réalisation du traitement des eaux usées de Moye Référencée AP/CP projet n°SE 25**

La station de traitement des eaux usées, station macrophytes de Moye de 600 EH, connaît depuis plusieurs années des dysfonctionnements importants avec des dépassements des valeurs de rejet entraînant une dégradation du milieu récepteur. Ce milieu récepteur est classé en zone sensible. La station fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure par la Préfecture n°DDT-2016-1341 du 22 septembre 2016 prescrivant des travaux de mise en conformité.

Une étude a été lancée en 2023 afin d'étudier différents scénarii. Le scénario retenu est le transfert des effluents vers la future STEU de Rumilly par la création d'un poste pneumatique en lieu et place de l'actuelle station de Moye et une conduite de transfert des eaux usées.

L'étude rendue en janvier 2024 permet d'affiner la technicité du projet et de chiffrer plus précisément les travaux et les études complémentaires associées.

De plus, une réactualisation des prix pour les travaux et les missions d'études a été effectuée.

Le coût global du projet passe donc de 894 988 euros HT à 1 164 780.06 euros HT, avec une modification des crédits de paiement annuel.

Par rapport à l'autorisation de programme validée en 2024, et compte tenu des précisions apportées par le programme de travaux, il est proposé de modifier et mettre à jour cette autorisation.

Il est proposé l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement mis à jour comme ci-après :

| Projet APCP - SE 25 - OPERATION DE MISE EN CORFORMITE DE LA STATION ET DE REALISATION DU TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LA COMMUNE DE MOYE - |                                            |                                            |                                            |                                   |                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|
|                                                                                                                                            | ANNEE 2023<br>Délibération -<br>2024DEL030 | ANNEE 2024<br>Délibération -<br>2024DEL030 | ANNEE 2025<br>Délibération -<br>2024DEL030 | ANNEE 2026<br>Délibération - XXXX | ANNEE 2027<br>Délibération - XXX |
|                                                                                                                                            | Crédit de paiement                         | Crédit de paiement                         | Crédit de paiement                         | CREDIT DE PAIEMENT                | CREDIT DE PAIEMENT               |
|                                                                                                                                            | REALISE EN 2023                            | REALISE EN 2024                            | PREVU HT                                   | PREVU HT DELIBERATION             | PREVU HT DELIBERATION            |
| Etude d'opportunités des scénari pour la mise en conformité de la STEP et programme de travaux                                             | 12 178,47 €                                | 7 886,59 €                                 |                                            |                                   |                                  |
| Mission Maitrise d'œuvre 2315                                                                                                              |                                            |                                            | 5 000,00 €                                 | 25 000,00 €                       | 35 500,00 €                      |
| Etudes complémentaires (topo, géotechniques, etc) 2031                                                                                     | 1 215,00 €                                 |                                            | 25 000,00 €                                |                                   |                                  |
| Prestations générales (Architecte + Permis de Construire/démolition, Signalisation, etc.) 2031                                             |                                            |                                            | 20 000,00 €                                |                                   |                                  |
| CSPS 2315                                                                                                                                  |                                            |                                            | 2 000,00 €                                 | 4 000,00 €                        | 9 000,00 €                       |
| Travaux 2315                                                                                                                               |                                            |                                            |                                            | 100 000,00 €                      | 830 000,00 €                     |
| Essai réseaux réception (pénétr.,...) 2315                                                                                                 |                                            |                                            |                                            |                                   | 3 000,00 €                       |
| Divers imprévus (études) 2031                                                                                                              |                                            |                                            | 10 000,00 €                                | 20 000,00 €                       | 10 000,00 €                      |
| Divers imprévus (Travaux) 2315                                                                                                             |                                            |                                            |                                            | 20 000,00 €                       | 25 000,00 €                      |
| TOTAL                                                                                                                                      | 13 393,47 €                                | 7 886,59 €                                 | 62 000,00 €                                | 169 000,00 €                      | 912 500,00 €                     |

Montant total de l'APCP : 1 164 780.06 euros HT.

Cette Autorisation de Programme / Crédit de Paiement annule et remplace celle approuvé par délibération du 8 avril 2024 (n°2024\_DEL\_030).

Après en avoir délibéré,

Le conseil communautaire, à l'unanimité, **APPROUVE** la modification de l'Autorisation de Programme – Crédit de paiements par avenant n°1 pour l'opération de mise en conformité de la station et réalisation du traitement des eaux usées de la commune de Moye – Référencée AP/CP projet n°SE25.

**6.1.9 Clôture d'une autorisation de programme – Crédits de Paiement par avenant : Opération d'extension de la station et réalisation du traitement des eaux usées de la commune d'Etercy - Référencée AP/CP projet n°SE26.**

En 2023, une étude a été lancée afin d'étudier la possibilité de réaliser l'extension de la station d'épuration d'Etercy afin de répondre au projet d'urbanisation et des futures extensions de réseau d'assainissement dans le cadre de la protection du captage d'eau potable du Bioley.

L'étude d'avant-projet, qui comprenait la réalisation et l'intégration d'une étude géotechnique, a mis en évidence les difficultés techniques de réaliser une nouvelle unité de traitement sur le site actuel. Le montant estimé est de 2 950 000 euros (hors route d'accès à refaire pour l'exploitation).

Suite aux dysfonctionnements sur les stations de Vaulx (dont le scénario d'un raccordement sur Hauteville-sur-Fier a été validé, avec la nécessité à terme de faire une extension de la station d'Hauteville-sur-Fier), d'Etercy, de Marcellaz-Albanais, un projet de restructuration des systèmes d'assainissement est proposé.

L'objectif est de raccorder l'ensemble des systèmes de ces communes sur un site unique, proche d'un milieu récepteur favorable (Fier) par la création de réseaux de transfert et de postes de refoulement permettant l'effacement des stations existantes et la réalisation d'une unité de traitement répondant aux normes de rejet (sur la commune d'Hauteville-sur-Fier). Le projet a été proposé en comité de pilotage en date du 10/02/2025.

Le projet d'extension d'une station sur le site d'Etercy n'étant plus opportun, il est proposé de clôturer l'autorisation de programme après paiement des derniers frais d'études.

Il est proposé la clôture de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement ci-après :

| SE 26 - OPERATION D'EXTENSION DE LA STATION ET DE REALISATION DU TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LA COMMUNE D'ETERCY |                                            |                                            |                                      |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------|
|                                                                                                                   | ANNEE 2023<br>Délibération -<br>2023DEL053 | ANNEE 2024<br>Délibération -<br>2023DEL053 | ANNEE 2025<br>CREDITS DE<br>PAIEMENT |
|                                                                                                                   | REALISE MANDATE 2023                       | REALISE MANDATE<br>2024                    |                                      |
| Etude AVP + Dossier Loi sur l'eau                                                                                 | 14 101,00 €                                |                                            |                                      |
| Etudes complémentaires (topo, géotech, faune et flore etc) + Faune et Flore                                       | 2 480,00 €                                 | 21 340,00 €                                | 5 895,00 €                           |
| Mission Maitrise d'oeuvre                                                                                         |                                            | 17 554,00 €                                |                                      |
| Achat terrain et mission mandataire, prestataires                                                                 | 210,00 €                                   | 462,51 €                                   |                                      |
| Travaux                                                                                                           |                                            |                                            |                                      |
|                                                                                                                   |                                            |                                            |                                      |
| TOTAL                                                                                                             | 16 791,00 €                                | 39 356,51 €                                | 5 895,00 €                           |

Le coût global de l'APCP passe de 870 000 euros HT à 62 042.51 euros HT.

Au titre des interventions

Monsieur Roland LOMBARD rappelle qu'il est le mandataire de Monsieur Patrick BASTIAN, Maire d'Etercy. Il précise que ce dernier lui a demandé de leur faire passer un message. Il rapporte que pour Monsieur BASTIAN, ce point pose problème car selon lui, si cette phase est clôturée sans avoir officiellement ouvert la suivante, par un acte adapté, il craint que demain ce soit difficile en cas de changements et/ou d'évolutions. Il a peur qu'il lui soit répondu ensuite qu'il a une station sur sa commune qui est saturée. Il souligne que cela ne veut pas dire que la station est non conforme, qu'elle fonctionne bien, mais qu'il ne sera pas possible de raccorder le nombre d'habitants et que cela bloque son développement. Il explique que pour lui, il sera donc difficile de valider cette démarche et qu'il souhaite proposer de retirer ce point à l'ordre du jour afin de pouvoir, quand l'alternative sera mise en place et soumise au vote du Conseil communautaire, engager cette démarche en une seule fois, en annulant la démarche en cours et en validant la démarche suivante qui se substitue à la situation actuelle.

Monsieur Serge DEPLANTE est d'avis qu'ils ont beaucoup débattu de ce sujet. Il indique qu'il sera même possible de retrouver plus loin des engagements assez forts pour ce projet de station. Il souligne qu'ils ont même parlé d'une station intercommunale EST avec Vault, Etercy et Marcellaz, dans un avenir plus lointain, qui vont être raccordées. Il rapporte que Monsieur Patrick BASTIAN participe au Comité de pilotage, qu'une démarche pour la maîtrise du foncier a été engagée, et est d'avis que tous les signaux sont donnés pour que cela avance au plus vite. Il indique néanmoins comprendre ses inquiétudes, mais se dit étonné qu'aujourd'hui cela soit évoqué. Il explique que dans la démarche administrative, pour annuler une APCP, il y a quand des fonds qui sont mobilisés, il faut réajuster.

Monsieur le Président appuie les propos de Monsieur Serge DEPLANTE en lui disant qu'il a bien répondu. Il affirme qu'il n'est pas question d'oublier Etercy, qu'il entend les craintes du Maire d'Etercy. Ils ont vraiment avancé sur le sujet concernant la future STEP EST qui va relier quatre communes, et insiste sur le fait qu'il n'est pas question d'oublier Etercy. Il ajoute qu'il ne faut pas que Monsieur Patrick BASTIAN s'inquiète sur ce sujet qui est lancé.

Monsieur Serge DEPLANTE exprime que pour Etercy, ce n'était pas une mise en demeure, mais qu'il s'agissait d'un manque administratif des services de l'Etat, et que depuis ils leur ont apporté des réponses. Il y a aussi un travail qui a été fait avec eux pour valider le nouveau projet, des démarches ont été engagées et il ne voit pas comment aujourd'hui il serait possible de revenir en arrière.

Monsieur Roland LOMBARD exprime que pour reprendre les termes de Monsieur Patrick BASTIAN, il lui a dit qu'il y a bien des projets sur lesquels il a été possible de revenir.

Monsieur Serge DEPLANTE répond qu'il ne lui appartient pas de supprimer cette délibération de l'ordre du jour. Il lui paraît compliqué de revenir en arrière, il faudrait clôturer des opérations financières, des crédits de paiements en 2025 s'élèvent à hauteur de 5 895 euros et sont prévus pour des études ...

Monsieur Roland LOMBARD indique qu'il se fait le porte-parole et qu'il essaie du mieux possible de rester fidèle à aux propos de Monsieur Patrick BASTIAN. Il est d'avis qu'il serait utile d'organiser une discussion entre le Président M. François RAVOIRE, le Vice-président M. Serge DEPLANTE et le Maire d'Etercy M. Patrick BASTIAN pour évoquer ce sujet.

Monsieur le Président indique que de toute façon, le projet Etercy ne se fera pas aujourd'hui, qu'ils savent que ce n'est pas possible d'agrandir à Etercy, qu'il est très difficile techniquement d'y réaliser une extension de station. Il explique que c'est pour cela qu'ils ont décidé de fermer ce programme pour en ouvrir un autre. Il insiste sur le fait qu'il n'y a aucune volonté d'oublier Etercy, que c'est bien inscrit et qu'ils vont avancer sur le sujet.

Monsieur le Président précise qu'il appellera Monsieur Patrick BASTIAN pour le rassurer.

Monsieur Sylvain BISTON fait part de sa surprise que ce genre de problématique ne soit pas réglée avant le conseil communautaire, surtout que cela est discuté en amont lors du Bureau des maires.

Monsieur Serge DEPLANTE est d'accord avec cela, et dit que lui le premier, est surpris par cette question. Monsieur le Président ajoute que ce sujet a bien été évoqué avec Monsieur Patrick BASTIAN en amont du conseil communautaire.

M. Sylvain BISTON ne prend pas part au vote.

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire,**

### **Par 38 Voix POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 102 ROUPIOZ Sylvia , 103 ZAMPARO Justine , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre (Christiane 109 DAUNIS) , 109DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 112 VIBERT Martine(Joël 137 MUGNIER) , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas ,116 LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine ,119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128 STABLEAUX Marie , 129PERRUISSET Claude , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 137 MUGNIER Joël , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

### **Et 1 Voix CONTRE,**

((104 BASTIAN Patrick (Roland 105 LOMBARD))

**APPROUVE la clôture de l'Autorisation de Programme – Crédit de paiements pour l'opération d'extension de la station et réalisation du traitement des eaux usées de la commune d'Etercy – Référencée AP/CP projet n°SE26 et validé par délibération n°2023\_DEL\_053 du 27 mars 2023.**

#### **6.1.10 Modification d'une autorisation de programme – Crédits de Paiement par avenant n°1 : Sécurisation de l'approvisionnement en Eau Potable de Rumilly Bas Service - Référencée AP /CP projet n°SE51**

L'approvisionnement en Eau Potable de l'unité de distribution « Rumilly Bas Service » est assurée par le réservoir de Surmotz (2000 m3), lui-même alimenté par le réservoir de St Marcel (source des Veïse et secours Grand Annecy) et l'Unité de Traitement Mobile des Puits de Madrid.

Or, cette configuration n'offre pas les conditions de sécurité d'alimentation en eau potable suffisantes, du fait :

- D'un volume de stockage insuffisant puisqu'il ne permet de stocker qu'une demi-journée de consommation
- D'une cuve unique au réservoir de Surmotz, rendant les conditions d'exploitation et d'entretien du réservoir très délicates
- D'une conduite d'adduction DN200 de St Marcel vers Surmotz vieillissante (1965) et sujette à de nombreuses casses, principalement en période hivernale. Par ailleurs le projet de Véloroute emprunte en partie ce tracé et les travaux devront donc être anticipés.

Les travaux de renouvellement de cette conduite d'adduction et d'extension du réservoir de Surmotz, référencés sous le numéro d'opération **SE51**, ont fait l'objet d'une **l'Autorisation de Programme – Crédit de paiements approuvée par délibération du le 08 avril 2024 (n°2024\_DEL\_028).**

#### **De nouveaux éléments nécessitent de différer ou de modifier ce programme de travaux :**

- La réalisation en 2024 d'une étude de faisabilité pour le renouvellement de la conduite d'adduction DN200 a permis de redéfinir l'estimatif des travaux et d'établir plusieurs tranches opérationnelles
- Le planning de travaux du projet de Véloroute sur l'axe Marigny St Marcel – Rumilly n'a pas été précisé à ce jour.
- La validation du schéma directeur d'eau potable en novembre 2024 a permis de définir une enveloppe annuelle de travaux par type d'opération (3 axes de travail)
- Une étude de faisabilité sur le positionnement optimum du nouveau réservoir est en cours.

Il est donc proposé :

- **De clôturer l'Autorisation de Programme – Crédit de paiements pour les travaux d'extension du réservoir de Surmotz dont l'emplacement n'est pas validé à ce jour.** Une nouvelle **Autorisation de Programme – Crédit de paiements** spécifique à cette opération sera établie en 2026, une fois les études de maîtrise d'œuvre et les démarches foncières engagées.

- **De modifier l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement concernant les travaux de renouvellement de la conduite d'adduction de Surmotz comme ci-après**, conformément au programme de travaux validé lors des orientations budgétaires de février 2025 :

| Coût du Projet concernant l'AP/CP SE51                         | Réalisé<br>2024 | Crédits de paiement en € HT |               |               |             |
|----------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------------------|---------------|---------------|-------------|
|                                                                |                 | Année 2025                  | Année<br>2026 | Année<br>2027 | TOTAL       |
| <u>Renouvellement Adduction DN200 du réservoir de Surmotz</u>  |                 |                             |               |               |             |
| Étude préliminaire de renouvellement de l'adduction de Surmotz | 2 500 €         |                             |               |               | 2 500 €     |
| Études préalables                                              |                 | 40 000 €                    |               |               | 40 000 €    |
| Maîtrise d'œuvre et missions annexes                           |                 | 40 000 €                    | 25 000 €      | 25 000 €      | 90 000 €    |
| Travaux de canalisations                                       |                 |                             | 475 000 €     | 492 500 €     | 950 000 €   |
| TOTAL EN €uros HT                                              | 2 500 €         | 80 000 €                    | 500 000 €     | 517 500 €     | 1 100 000 € |

Cette Autorisation de Programme / Crédit de Paiement **annule et remplace** la délibération n°2024\_DEL\_028 du 08 avril 2024. Le coût global de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement n'est pas modifié.

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, APPROUVE la modification de l'Autorisation de Programme – Crédit de paiements relative à l'opération Sécurisation de l'approvisionnement en Eau Potable de Rumilly Bas Service - Référencée AP /CP projet n°SE51.**

#### **6.1.11 Modification d'une autorisation de programme – Crédits de Paiement par avenant n°1 : Unité de potabilisation pérenne de Madrid – Référencée AP /CP projet n°SE61**

Une unité de potabilisation mobile de l'eau des puits de Madrid, à Rumilly, a été mise en service le 4 décembre 2023 pour une durée prévisionnelle de 3 ans.

Il est nécessaire de réfléchir dès à présent sur une solution de traitement pérenne des PFAS, dans l'optique d'une mise en service à partir de 2027, et ainsi pouvoir continuer à utiliser cette ressource prioritaire pour l'alimentation en eau potable de Rumilly.

Cette opération référencé **SE61**, a fait l'objet d'une **AP/CP n°2024\_DEL\_027** délibérée le **08 avril 2024**.

**De nouveaux éléments nécessitent de différer ou de modifier ce programme de travaux :**

- Une mission d'étude de faisabilité a été lancée fin 2024 afin d'étudier et prédimensionner les solutions de traitement, et de faire un comparatif des différents sites d'implantations. Une consultation de Maîtrise d'œuvre et les démarches d'acquisition foncière pourront être lancées suite à la remise de cette étude.
- La validation du schéma directeur d'eau potable en novembre 2024 a permis de définir une enveloppe annuelle de travaux par type d'opération (3 axes de travail)

Il est donc proposé de modifier l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement concernant les travaux de construction de l'Unité de Traitement des PFAS des Puits de Madrid comme ci-après, conformément au programme de travaux validé lors des orientations budgétaires de février 2025 :

| Coût du Projet concernant l'AP/CP SE61        | Réalisé 2024   | Crédits de paiement en € HT |                    |                    |                  |                    |
|-----------------------------------------------|----------------|-----------------------------|--------------------|--------------------|------------------|--------------------|
|                                               |                | Année 2025                  | Année 2026         | Année 2027         | Année 2028       | TOTAL SE61         |
| Etude de faisabilité                          | 4 522 €        | 10 774 €                    |                    |                    |                  | 15 296 €           |
| Acquisition foncière                          |                | 475 000 €                   |                    |                    |                  | 475 000 €          |
| Etudes préalables                             |                | 39 226 €                    | 50 000 €           | 20 478 €           |                  | 109 704 €          |
| Maîtrise d'oeuvre                             |                | 100 000 €                   | 50 000 €           | 50 000 €           | 15 000 €         | 215 000 €          |
| Construction de l'Unité de traitement pérenne |                |                             | 1 100 000 €        | 1 200 000 €        | 380 000 €        | 2 680 000 €        |
| <b>TOTAL EN €uros HT</b>                      | <b>4 522 €</b> | <b>625 000 €</b>            | <b>1 200 000 €</b> | <b>1 270 478 €</b> | <b>395 000 €</b> | <b>3 495 000 €</b> |

Cette Autorisation de Programme / Crédit de Paiement **annule et remplace celle approuvée par délibération n°2024\_DEL\_027** du 08 avril 2024. Le coût global de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement n'est pas modifié.

#### *Au titre des interventions*

*Monsieur Yohann TRANCHANT demande si l'acquisition foncière se fera sur le site actuel.*

*Monsieur Serge DEPLANTE explique que le terrain actuel est en location, mais qu'il faudra réfléchir à l'acquérir pour pérenniser cette installation et proposer un modèle qui soit plus adapté, avec des coûts de fonctionnement peut-être moindres.*

*Madame Sylvia ROUPIOZ souhaite savoir s'il existe des pistes de modèles de traitement qui seraient de nouvelles alternatives pour traiter les PFAS.*

*Monsieur Serge DEPLANTE pense qu'aujourd'hui, ce qui est le plus efficace, c'est le traitement aux charbons actifs. Il propose de se tourner vers les services afin de pouvoir apporter peut-être plus d'informations là-dessus.*

*Madame Marion RENOIR, Directrice du pôle environnement, indique que l'étude de faisabilité n'est pas faite. Elle précise que le terrain actuel en location représente une des options, et que le choix d'un terrain définitif n'est pas figé. Elle explique que pour des raisons de chiffrages, effectivement, il y avait une ligne acquisitions foncières à dimensionner, mais le choix du terrain n'est pas finalisé, il dépendra aussi beaucoup de l'emprise au sol nécessaire à la future station. Elle souligne que sur le marché en eau potable, il existe d'autres systèmes, mais que pour ce type d'unité, c'est le charbon actif qui reste le plus efficace actuellement. Il existe néanmoins d'autres façons de packager les charbons actifs. Là ce sont juste des filtres en location, ce n'est pas très esthétique, il est possible de construire quelque chose de plus intégré si le choix est fait de viser une unité définitive. L'étude de maîtrise d'œuvre n'est pas encore restituée, et il n'a pas encore été proposé aux élus de solutions techniques, ni de dimensionnement, ni de site.*

#### **Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, APPROUVE la modification de l'Autorisation de Programme – Crédit de paiements relative à l'opération de création d'une unité de potabilisation pérenne des Puits de Madrid – Référencée AP /CP projet n°SE61**

**6.2 Prévention et valorisation des déchets : Déploiement massif du compostage au titre du tri à la source des biodéchets : Modification d'une Autorisation de Programme – Crédits de paiements par avenant n°2 - Référencée Déchets AP/CP n° 1 Modification d'une Autorisation d'Engagement – Crédits de Paiements - Référencée Déchets AE/CP n° 1**

**Rapporteur** : M. Yohann TRANCHANT, Vice-président

La Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte prévoit l'obligation du tri à la source des biodéchets pour tous à compter du 1er janvier 2024. Dans ce contexte, et avec la volonté de réduire les quantités de déchets incinérés, la Communauté de Communes a pour objectif le déploiement massif du compostage, avec pour objectifs la distribution de composteurs individuels, la mise en place et le suivi de sites de compostage partagé et sites en établissements, l'accompagnement et la formation des usagers.

Dans le cadre de la gestion pluriannuelle, mise en place en 2023, il est dès lors proposé d'apporter les modificatifs par avenant n° 2.

D'une part, concernant l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement pour le programme d'investissement ci-après :

Pour mémoire, Création de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement par délibération 2023\_DEL\_039 du Conseil Communautaire du 27 mars 2023 comme ci-après :

| (Montant TTC)                       | Année 2023          | Année 2024          | Année 2025          | Total               |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Composteurs individuels et bioseaux | 159 386,88 €        | 159 386,88 €        | - €                 | 318 773,76 €        |
| Composteurs partagés                | 52 680,00 €         | 65 340,00 €         | 6 252,00 €          | 124 272,00 €        |
| Composteurs en établissements       | 9 600,00 €          | 94 800,00 €         | 86 400,00 €         | 190 800,00 €        |
| Accessoires compostage partagé      | 9 000,00 €          | 9 000,00 €          | 3 600,00 €          | 21 600,00 €         |
| Signalétique de sites               | 73 643,22 €         | 56 109,12 €         | 7 013,64 €          | 136 765,98 €        |
| <b>Total</b>                        | <b>304 310,10 €</b> | <b>384 636,00 €</b> | <b>103 265,64 €</b> | <b>792 211,74 €</b> |

Pour mémoire, Avenant n° 1 de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement par délibération 2024\_DEL\_033 du Conseil Communautaire du 8 avril 2024 comme ci-après :

| Montants TTC                        | Réalisé 2023        | Année 2024          | Année 2025          | Total               |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Composteurs individuels et bioseaux | 160 703,86 €        | 113 702,28 €        | 24 334,08 €         | 298 740,22 €        |
| Composteurs partagés                | - €                 | 71 424,00 €         | 59 485,50 €         | 130 909,50 €        |
| Composteurs en établissements       | - €                 | 23 121,96 €         | 22 375,56 €         | 45 497,52 €         |
| Accessoires compostage partagé      | 5 332,29 €          | 9 984,60 €          | 6 822,81 €          | 22 139,70 €         |
| Signalétique de sites               | 11 412,99 €         | 2 028,98 €          | 5 537,06 €          | 18 979,03 €         |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>177 449,14 €</b> | <b>220 261,82 €</b> | <b>118 555,01 €</b> | <b>516 265,97 €</b> |

- ⇒ Proposition, Avenant n° 2 de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement comme ci-après qui revoit le montant total du programme à la baisse (- 99 267,70 €) et la répartition prévisionnelle des crédits de paiements sur une durée de 4 ans :

#### AP/CP Investissements

| Montants TTC                        | Réalisé 2023        | Réalisé 2024        | Année 2025         | Année 2026         | Total               |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| Composteurs individuels et bioseaux | 160 703,86 €        | 36 617,29 €         | 20 900,00 €        | 6 600,00 €         | 224 821,15 €        |
| Composteurs partagés                | - €                 | 69 831,84 €         | 54 400,00 €        | 22 700,00 €        | 146 931,84 €        |
| Accessoires compostage partagé      | 5 332,29 €          | - €                 | 10 900,00 €        | 5 100,00 €         | 21 332,29 €         |
| Signalétique de sites               | 11 412,99 €         | - €                 | 8 500,00 €         | 4 000,00 €         | 23 912,99 €         |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>177 449,14 €</b> | <b>106 449,13 €</b> | <b>94 700,00 €</b> | <b>38 400,00 €</b> | <b>416 998,27 €</b> |

D'autre part, concernant l'Autorisation d'Engagement / Crédit de Paiement pour le programme de fonctionnement ci-après :

Pour mémoire, Création de l'Autorisation d'engagement / Crédit de Paiement par délibération 2023\_DEL\_039 du Conseil Communautaire du 27 mars 2023 comme ci-après :

| (Montant TTC)                                            | Année 2023          | Année 2024          | Année 2025          | Total               |
|----------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Création des sites de CP et suivi                        | 303 169,60 €        | 329 411,09 €        | 157 121,15 €        | 789 701,84 €        |
| Formation et animation grand public (y compris enquêtes) | 20 121,00 €         | 17 126,00 €         | 5 632,00 €          | 42 879,00 €         |
| Autocollants bioseaux                                    | 4 177,80 €          | 2 785,20 €          | 348,15 €            | 7 311,15 €          |
| Communication et autres dépenses                         | 23 266,00 €         | 12 000,00 €         | 12 000,00 €         | 47 266,00 €         |
| <b>Total</b>                                             | <b>350 734,40 €</b> | <b>361 322,29 €</b> | <b>175 101,30 €</b> | <b>887 157,99 €</b> |

Pour mémoire, Avenant n° 1 de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement par délibération 2024\_DEL\_033 du Conseil Communautaire du 8 avril 2024 comme ci-après :

| Montants TTC                                             | Réalisé 2023       | Année 2024          | Année 2025          | Total               |
|----------------------------------------------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Création des sites de CP et suivi                        | 38 309,24 €        | 58 565,81 €         | 183 842,27 €        | 480 717,32 €        |
| Formation et animation grand public (y compris enquêtes) | 12 204,00 €        | 25 162,00 €         | 25 162,00 €         | 62 528,00 €         |
| Autocollants bioseaux                                    | 2 785,20 €         | 3 342,24 €          | 1 420,45 €          | 7 547,89 €          |
| Communication et autres dépenses                         | 1 440,79 €         | 19 200,00 €         | 5 670,00 €          | 26 310,79 €         |
| <b>TOTAL</b>                                             | <b>54 739,23 €</b> | <b>306 270,05 €</b> | <b>216 094,72 €</b> | <b>577 104,00 €</b> |

- ⇒ Proposition, Avenant n° 2 de l'Autorisation d'engagement / Crédit de Paiement comme ci-après qui revoit le montant total du programme à la hausse comparativement à 2024 (+ 7 463,93 €) et la répartition prévisionnelle des crédits de paiements qui s'étend sur une durée de 4 ans :

#### AE/CP Fonctionnement

| Montants TTC                                             | Réalisé 2023       | Réalisé 2024       | Année 2025          | Année 2026          | Total               |
|----------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Création des sites de CP et suivi                        | 38 309,24 €        | 64 164,02 €        | 245 900,00 €        | 137 400,00 €        | 485 773,26 €        |
| Formation et animation grand public (y compris enquêtes) | 12 204,00 €        | 24 388,95 €        | 26 800,00 €         | 10 500,00 €         | 73 892,95 €         |
| Autocollants bioseaux                                    | 2 785,20 €         | - €                | 1 100,00 €          | 600,00 €            | 4 485,20 €          |
| Communication et autres dépenses                         | 1 440,79 €         | 5 575,73 €         | 6 700,00 €          | 6 700,00 €          | 20 416,52 €         |
| <b>TOTAL</b>                                             | <b>54 739,23 €</b> | <b>94 128,70 €</b> | <b>280 500,00 €</b> | <b>155 200,00 €</b> | <b>584 567,93 €</b> |

Ainsi, dans le cadre du déploiement massif du compostage au titre du tri à la source des Biodéchets,  
**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, PROCÈDE aux modificatifs par avenant n° 2 :**

- ✓ **D'une part, de l'Autorisation de Programme / Crédits de Paiements concernant le programme d'investissement – Référencée Déchets AP/CP n°1 ;**
- ✓ **D'autre part, de l'Autorisation d'Engagement / Crédits de Paiements concernant le programme de fonctionnement – Référencée Déchets AE/CP n° 1.**

### **6.3 Transition écologique : Adhésion à la société d'économie alpestre SEA de Haute-Savoie**

**Rapporteur** : Mme Béatrice CHAUVETET, Vice-présidente

La Société d'Économie Alpestre de la Haute Savoie est une association loi 1901 qui œuvre pour faire vivre et évoluer les techniques et la culture alpestre en harmonie avec les pôles urbains. Elle fonde son action sur l'activité humaine en montagne et les trois éléments fondamentaux que sont l'herbe, l'eau et l'arbre et s'implique activement dans les problématiques générales de la montagne en offrant un forum permanent pour les espaces d'altitude.

La Société d'Économie Alpestre de la Haute Savoie apporte sa contribution à la gestion des alpages départementaux, au maintien d'une activité agropastorale dynamique, à la conservation de la qualité des paysages et de l'environnement, au maintien de la vie sociale en zone difficile et d'une culture montagnarde vivante.

Elle contribue ainsi à maintenir une politique pastorale active.

La Communauté de communes apporte son soutien à cette association depuis 2012 en contribuant à son fonds associatif et a nommé un représentant à son conseil d'administration.

Par délibération n°2023\_DEL\_076 du 24 avril 2023, le conseil communautaire a :

- décidé le renouvellement de l'adhésion de la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie à l'association Société d'Économie Alpestre de la Haute-Savoie ;
- approuvé l'ensemble des conditions d'adhésion à ladite association, notamment les conditions financières ;
- maintenu M. François RAVOIRE en tant que représentant de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie au sein de ladite association
- désigné un représentant suppléant en la personne de M. Roland LOMBARD.

La Communauté de Communes est sollicitée pour renouveler son adhésion pour le compte des communes membres de son territoire qui sont ainsi dispensées de cotisation communale.

Le montant de la cotisation annuelle sollicité auprès de la Communauté de Communes s'établit à : 0,10 € par habitant, soit 3362,70 € au titre de l'année 2025.

#### **Au titre des interventions**

---

*Madame Sylvia ROUPIOZ précise qu'elle va voter la délibération mais fait part de son étonnement sur le fait qu'il y ait eu un débat important sur l'adhésion au Parc Naturel des Bauges et que là, cela ne pose aucun problème à personne.*

*Monsieur Yohann TRANCHANT lui répond que des alpages se trouvent sur le territoire.*

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

### Par 37 voix POUR

((101 DUMONT Patrick , 102 ROUPIOZ Sylvia , 103 ZAMPARO Justine , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105 LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre (Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116 LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123 ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128 STABLEAUX Marie , 129 PERRUISSET Claude , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 137 MUGNIER Joël , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

### 3 voix CONTRE,

((130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie))

- **VALIDE l'adhésion à la Société d'Economie Alpestre de la Haute Savoie ;**
- **AUTORISE le Président à signer les actes nécessaires à cette adhésion ;**
- **INSCRIT chaque année les crédits nécessaires correspondant à la cotisation annuelle de la communauté de communes au chapitre 011 article 628.1 pendant toute la durée du mandat en cours.**

### 7. Habitat - Autorisations de Programmes / Crédits de Paiements (APCP)

**Rapporteur :** Mme Laurence KENNEL, Vice-présidente

#### **7.1 Avenant n° 3 : Autorisation de Programme et Crédits de Paiements au budget principal concernant le Programme local de l'habitat n° 2 / action 1.2 « Soutenir la production de logements sociaux » (BP – AP/CP n° 1)**

L'approbation du PLUi-H le 3 février 2020 a signifié l'arrêt des actions du premier Programme local de l'habitat de la Communauté de communes, le PLH 2009-2014, prorogé par accord du préfet jusqu'à l'adoption du Plan local d'urbanisme intercommunal. Ce nouveau plan comporte un volet habitat, le Programme d'orientations et d'actions (POA), qui a reçu un avis favorable du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) en date du 11 septembre 2019 et au sein duquel sont déclinés les axes de la nouvelle politique de l'habitat de la collectivité.

Le PLH 2009-2014 prorogé comportait une action d'aide à la production de logements aidés sur le territoire, visant à favoriser le développement d'une offre locative abordable et à maintenir un équilibre social de l'habitat : une prise en charge partielle des coûts fonciers et de construction ou d'acquisition-amélioration de logements aidés. Cette action a permis le financement de 276 logements, avec un taux de réalisation qui s'élève à 93,77 %.

Le POA, volet Habitat du PLUi, décline dans son orientation 1 « Développer une offre de logements diversifiée » les actions suivantes :

1. Favoriser l'accèsion à la propriété
2. Soutenir la production de logements locatifs sociaux
3. Répondre aux besoins des publics spécifiques

Afin d'atteindre les objectifs quantitatifs et qualitatifs tels que spécifiés dans ce PLH 2, un nouveau règlement d'aides à la production de logements sociaux a été adopté en conseil communautaire le 15 février 2021 (2021\_DEL\_013), selon le budget inscrit dans le POA pour financer ces actions et voté par la Communauté de communes : 1 200 000 € pour la durée du volet Habitat du PLUi avant son évaluation globale, soit pour une durée de six ans.

Compte-tenu de l'importance financière de ce programme, il a été acté de l'inclure dans une programmation pluriannuelle au même titre que pour le PLH1, en adoptant la procédure d'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiements (AP/ CP), conformément aux dispositions introduites par la loi du 6 février 1992 : d'où la délibération 2022\_DEL\_043 du Conseil Communautaire du 28 mars 2022.

L'Autorisation de Programme constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour la réalisation de ce programme. Corrélativement, les crédits de paiements constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des Autorisations de Programmes correspondantes.

Cette procédure offre donc l'avantage d'inscrire au budget chaque année uniquement les crédits qui seront réellement à consommer et qui correspondent aux Crédits de Paiements.

Les crédits de paiements annuels adoptés en 2024 par avenant n° 2, demandent à faire l'objet d'une révision par avenant n° 3 :

Pour mémoire :

1 / Création de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement par délibération 2022\_DEL\_043 du Conseil Communautaire du 28 mars 2022

|                                                                       | 2021     | 2022      | 2023      | 2024      | 2025      | 2026      | Total       |
|-----------------------------------------------------------------------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------|
| AP/CP                                                                 |          |           |           |           |           |           |             |
| Budget prévisionnel                                                   |          | 170 000 € | 320 000 € | 220 000 € | 220 000 € | 256 500 € | 1 200 000 € |
| Dépenses réalisées*                                                   | 13 500 € |           |           |           |           |           |             |
| *Report du projet de résidence sociale initialement programmé en 2021 |          |           |           |           |           |           |             |

2 / Avenant n° 1 de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement par délibération 2023\_DEL\_025 du Conseil Communautaire du 27 mars 2023 :

| Total programme | Réalisé     | Crédits de Paiements Prévisionnels |              |              |              |  |
|-----------------|-------------|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--|
|                 | 2022        | 2023                               | 2024         | 2025         | 2026         |  |
| 1 200 000,00 €  | 76 750,00 € | 150 000,00 €                       | 330 000,00 € | 330 000,00 € | 313 250,00 € |  |

3 / Avenant n° 2 de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement par délibération 2024\_DEL\_042 du Conseil Communautaire du 8 avril 2024 :

| Total programme | Réalisé     |             | Crédits de Paiements Prévisionnels |              |              |           |
|-----------------|-------------|-------------|------------------------------------|--------------|--------------|-----------|
|                 | 2022        | 2023        | 2024                               | 2025         | 2026         | 2027      |
| 1 200 000,00 €  | 76 750,00 € | 60 500,00 € | 80 000,00 €                        | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 382 750 € |

4 / Proposition Avenant n° 3 de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement

| Total programme | Réalisé     |             |             | Crédits de Paiements Prévisionnels |              |              |
|-----------------|-------------|-------------|-------------|------------------------------------|--------------|--------------|
|                 | 2022        | 2023        | 2024        | 2025                               | 2026         | 2027         |
| 1 200 000,00 €  | 76 750,00 € | 60 500,00 € | 23 250,00 € | 350 000,00 €                       | 344 750,00 € | 344 750,00 € |

Après en avoir délibéré,

Le conseil communautaire, à l'unanimité, PROCEDE par avenant n° 3 à la révision de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiements concernant le programme local de l'habitat n° 2 référencée BP – AP/CP n° 1.

## 7.2 Opération programmée d'amélioration de l'habitat – Renouvellement urbain (OPAH-RU) :

- **Avenant n° 3 : Autorisation de Programme / Crédit de Paiement portant sur le volet « aides aux travaux » - (BP – AP/CP n° 2)**
- **Avenant n° 3 : Autorisation d'Engagement / Crédits de Paiements (AE/CP) concernant l'animation de l'OPAH-RU cœur de ville Rumilly - (BP – AE/CP n° 1)**

La Communauté de Communes a porté la réalisation d'une étude pré-opérationnelle à une opération programmée d'amélioration de l'habitat avec volet renouvellement urbain (action AM.6 de la convention cadre).

Les objectifs de l'OPAH-RU sont formalisés à travers une convention d'une durée de 5 ans (2021-2026) engageant les partenaires du dispositif à mobiliser leurs propres axes d'intervention pour l'atteinte des objectifs fixés.

Le périmètre de l'OPAH-RU correspond à un sous-périmètre de l'opération de revitalisation de territoire (ORT) correspondant au périmètre de la Vieille Ville de Rumilly incluant le secteur du Pont Neuf, soit un périmètre d'environ 1124 logements.

À l'issue de la première année d'animation de l'OPAH-RU, des ajustements se sont avérés nécessaires afin d'adapter le dispositif d'accompagnement des copropriétés aux besoins identifiés sur le périmètre. Un projet d'avenant a été approuvé par délibération n° 2023\_DEL\_007 du conseil communautaire en date du 30 janvier 2023 et par délibération n° 2023-01-03 du conseil municipal de la Ville de Rumilly en date du 2 février 2023.

L'enveloppe initiale d'intervention, estimée à 3,7 millions d'euros de soutien financier de l'ensemble des partenaires, dont 1 035 000 euros pour la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie sur 5 ans, a été révisée comme suit :

- > Nouvelle enveloppe d'intervention : 4,3 millions d'euros pour l'ensemble des partenaires, sur 5 ans
- > Dont 1 488 472 € pour la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie (892 750 € en investissement et 595 722 € en fonctionnement), hors recettes à percevoir mais dont le montant reste à préciser (estimation reste à charge : 237 000 €).

Les objectifs initiaux de réhabilitation de logements ont alors été ajustés pour l'OPAH-RU à hauteur de :

- o 175 logements concernés par des travaux dont :
  - 80 pour des logements de propriétaires occupants,
  - 40 pour des logements de propriétaires bailleurs (en contrepartie de conventionnement des loyers des logements),
  - 55 logements en copropriétés
- o Un ilot concerné par le volet foncier de l'OPAH-RU : Ilot central (également inscrit au titre de l'action A.18 de la Convention Action Cœur de Ville)

Les crédits de paiements annuels adoptés en 2024 par avenant n° 2, demandent à faire l'objet d'une révision par avenant n° 3.

D'une part, l'autorisation de programme/ crédits de paiements portant sur le volet « aides aux travaux » :

Pour mémoire :

1 / Création de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement par délibération 2022\_DEL\_044 du Conseil Communautaire du 28 mars 2022

|       |                         | 2022   | 2023    | 2024    | 2025    | 2026   | Total   |
|-------|-------------------------|--------|---------|---------|---------|--------|---------|
| AP/CP | Dépenses Investissement | 75 000 | 150 000 | 196 000 | 187 000 | 92 000 | 700 000 |

2 / Avenant n° 1 de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement par délibération 2023\_DEL\_026 du Conseil Communautaire du 27 mars 2023 :

| Programme initial | Avenant      | Total programme | Réalisé | Crédits de paiements prévisionnels |              |              |              |  |
|-------------------|--------------|-----------------|---------|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--|
|                   |              |                 | 2022    | 2023                               | 2024         | 2025         | 2026         |  |
| 700 000,00 €      | 192 750,00 € | 892 750,00 €    | 0,00 €  | 187 750,00 €                       | 238 250,00 € | 266 350,00 € | 200 400,00 € |  |

3 / Avenant n° 2 de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement par délibération 2024\_DEL\_043 du Conseil Communautaire du 8 avril 2024 :

| Total programme | Réalisé |            | Crédits de Paiements Prévisionnels |              |              |
|-----------------|---------|------------|------------------------------------|--------------|--------------|
|                 | 2022    | 2023       | 2024                               | 2025         | 2026         |
| 892 750,00 €    | -       | 5 986,67 € | 200 000,00 €                       | 350 000,00 € | 336 763,33 € |

4 / Proposition Avenant n° 3 de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement

| Total programme | Réalisé |            |            | Crédits de Paiements Prévisionnels |              |
|-----------------|---------|------------|------------|------------------------------------|--------------|
|                 | 2022    | 2023       | 2024       | 2025                               | 2026         |
| 892 750,00 €    | -       | 5 986,67 € | 4 582,00 € | 350 000,00 €                       | 532 181,33 € |

D'autre part, l'autorisation d'engagement / crédits de paiements en place concerne le volet « suivi-animation » :

(La SAS URBANIS a été désignée par la Communauté de Communes, pour la durée de l'opération, en tant qu'opérateur de suivi-animation).

Pour mémoire :

1 / Création de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement par délibération 2022\_DEL\_044 du Conseil Communautaire du 28 mars 2022

|                                                                                                                                                                   |                         | 2022    | 2023    | 2024    | 2025    | 2026    | Total   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Autorisation d'engagement                                                                                                                                         | Dépenses Fonctionnement | 100 000 | 120 000 | 120 000 | 100 000 | 100 000 | 540 000 |
|                                                                                                                                                                   | Dépenses réalisées      |         |         |         |         |         |         |
|                                                                                                                                                                   | Recettes*               | 38 000  | 45 600  | 45 600  | 38 000  | 38 000  | 205 200 |
| *Calculées sur la base de 38% du montant des dépenses (versement Anah) auxquelles devrait s'ajouter un financement de la Banque des Territoires pour l'année 2022 |                         |         |         |         |         |         |         |

2 / Avenant n° 1 de l'Autorisation de Programme / Crédit de Paiement par délibération 2023\_DEL\_026 du Conseil Communautaire du 27 mars 2023 :

| Objet    | Total     | Réalisé  | Crédits prévisionnels |           |           |          |
|----------|-----------|----------|-----------------------|-----------|-----------|----------|
|          |           | 2022     | 2023                  | 2024      | 2025      | 2026     |
| Dépenses | 595 722 € | 31 338 € | 224 131 €             | 130 050 € | 110 778 € | 99 425 € |

3 / Avenant n° 2 de l’Autorisation de Programme / Crédit de Paiement par délibération 2024\_DEL\_043 du Conseil Communautaire du 8 avril 2024 :

| Objet    | Total     | Réalisé |             | Crédits prévisionnels |           |             |
|----------|-----------|---------|-------------|-----------------------|-----------|-------------|
|          |           | 2022    | 2023        | 2024                  | 2025      | 2026        |
| Dépenses | 595 722 € | 31 338€ | 110 897,87€ | 150 000 €             | 150 000 € | 153 486,13€ |

4 / Proposition Avenant n° 3 de l’Autorisation de Programme / Crédit de Paiement

| Objet    | Total         | Réalisé                         |                                                                |                                                                | Crédits prévisionnels |                 |
|----------|---------------|---------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------|
|          |               | 2022<br>(réalisé<br>mis à jour) | 2023                                                           | 2024                                                           | 2025                  | 2026            |
| Dépenses | 595 722<br>€* | 38<br>112.70€                   | 110 897.87€*<br>*Dont 4194.45<br>euros de révision<br>des prix | 119 900.61€*<br>*dont 7739.13<br>euros de<br>révision des prix | 200 000<br>€          | 126 810.82<br>€ |

\*Des

recettes sont allouées sur la base de 38% du montant des dépenses (versement de la part fixe Anah) auxquelles s’ajoute une part variable Anah calculée selon la nature des logements accompagnés et un financement de la Banque des Territoires qui reste à définir par convention.  
Le reste à charge pour la collectivité après subventions est estimé à 236 562 €.

Après en avoir délibéré,

Le conseil communautaire, à l’unanimité, PROCEDE par avenant n° 3, à la révision de :

- L’Autorisation de Programme et de Crédits de Paiements portant sur le volet « aides aux travaux » référencée BP – AP/CP n° 2
- L’Autorisation d’Engagement et de Crédits de Paiements portant sur le volet « suivi - animation » - référencée BP – AE/CP n° 1

8. Aménagement du territoire et urbanisme

Rapporteur : Isabelle Vendrasco, Vice-présidente

8.1 Avenant n° 2 : Autorisation de Programme et Crédits de Paiements au budget principal concernant la révision générale du PLUI-H – Référencé BP – AP/CP n° 3

Le Plan local d’urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l’Habitat (PLUi-H) a été approuvé en février 2020.

Ce document d’urbanisme doit être évolutif afin de prendre en compte les évolutions des projets des communes et les besoins d’ajustement règlementaire pour sa mise en œuvre.

Aussi, en mai 2021, a été mis en place un accord-cadre pour le suivi des procédures d’évolution du document d’urbanisme intercommunal (hors révision générale) pour une durée de 2 ans renouvelable une fois.

A ce jour, la modification n° 1 a été finalisée et approuvée par le conseil du 26 septembre 2022. Une nouvelle modification n° 2 a notamment été engagée sur 2023.

En parallèle, la révision "générale" du PLUI-H qui est la procédure d’évolution la plus large et la plus complète en termes de champ d’évolutions possibles du document a été lancée dès 2023 et s’étendra sur plusieurs années. La collectivité est accompagnée par un prestataire dans cette procédure de révision générale du PLUi-HM, d’où l’autorisation de programme / Crédit de paiement ci-après, en place, qui demande à être ajustée par un avenant n° 2.

Pour mémoire :

1 / Autorisation de Programme / Crédits de Paiement adoptée en 2023 par délibération 2023\_DEL\_027 par le Conseil Communautaire du 27 mars 2023 :

| Autorisation<br>de<br>Programme | <u>Crédits de Paiements</u> |              |              |             |
|---------------------------------|-----------------------------|--------------|--------------|-------------|
|                                 | 2023                        | 2024         | 2025         | 2026        |
| 400 000,00 €                    | 70 000,00 €                 | 130 000,00 € | 130 000,00 € | 70 000,00 € |

2 / Avenant n° 1 adopté en 2024 par délibération 2024\_DEL\_036 du Conseil Communautaire du 8 avril 2024 :

| Autorisation<br>de<br>Programme | <u>Crédits de Paiements</u> |              |              |             |
|---------------------------------|-----------------------------|--------------|--------------|-------------|
|                                 | Réalisé 2023                | 2024<br>↓    | 2025         | 2026        |
| 400 000,00 €                    | 62 258,36 €                 | 170 000,00 € | 150 000,00 € | 17 741,64 € |

Au regard du marché en place qui porte sur la mission d'assistance en matière d'urbanisme pour la révision générale du plan local d'urbanisme intercommunal lieu de programme local de l'habitat et de plan de mobilité (PLUI-HM) à hauteur de 408 914,34 TTC ;

Au regard notamment de la révision des prix de 196,42 €, il convient de revoir le montant du programme par avenant n° 2 pour un montant total de 409 110,76 € TTC et de définir notamment les crédits de paiements correspondants selon le réalisé 2023 et 2024 ainsi que les crédits de paiements prévisionnels des années 2025 et 2026 comme ci-après :

| Autorisation<br>de<br>Programme | <u>Crédits de Paiements</u> |              |           |              |
|---------------------------------|-----------------------------|--------------|-----------|--------------|
|                                 | Réalisé 2023                | Réalisé 2024 | 2025<br>↓ | 2026         |
| 409 110,76 €                    | 50 912,36 €                 | 81 033,70 €* | 150 000 € | 127 164,70 € |

\*Dont 196.42 € de révision

Après en avoir délibéré,

Le conseil communautaire, à l'unanimité, **PROCEDE** à la révision de l'autorisation de Programme et de Crédits de Paiements par avenant n° 2 concernant la révision générale du PLUI-H – Référencée BP – AP/CP n° 3.

## **8.2 Avenant n° 2 / Autorisation de Programme et Crédits de Paiements au budget principal concernant l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal – Référencé BP – AP/CP n°4**

Élaborer un règlement local de publicité, RLP(i), permet d'adapter aux enjeux locaux et à la réalité du territoire, la réglementation nationale en matière de publicité extérieure. Il s'agit d'un enjeu fondamental en termes d'attractivité des territoires afin de trouver un équilibre entre des objectifs de préservation des paysages et du cadre de vie et des objectifs de développement économique des territoires. Le RLP(i) est un outil qui permet aux collectivités d'adapter la réglementation nationale issue du code de l'environnement applicable en matière de publicité, enseigne et pré-enseigne.

Les crédits de paiements annuels adoptés en 2023, demandent à faire l'objet d'une révision par avenant n° 2.

Pour mémoire :

1 / Autorisation de Programme / Crédits de Paiement adoptée en 2023 par délibération 2023\_DEL\_028 par le Conseil Communautaire du 27 mars 2023 :

| Autorisation de Programme | <u>Crédits de Paiements</u> |          |       |  |
|---------------------------|-----------------------------|----------|-------|--|
|                           | 2023                        | 2024     | 2025  |  |
| 30 972 €                  | 15 000 €                    | 15 000 € | 972 € |  |

2 / Avenant n° 1 adopté en 2024 par délibération 2024\_DEL\_037 du Conseil Communautaire du 8 avril 2024 :

| Autorisation de Programme | <u>Crédits de Paiements</u> |          |         |  |
|---------------------------|-----------------------------|----------|---------|--|
|                           | Réalisé 2023                | 2024     | 2025    |  |
| 30 972 €                  | 11 346 €                    | 15 000 € | 4 626 € |  |

Il convient à présent de revoir le montant du programme par avenant n° 2 pour un montant total de 32 101,47 € TTC et de définir notamment les crédits de paiements correspondants selon le réalisé 2023 et 2024 ainsi que les crédits de paiements de l'année 2025 comme ci-après :

| Autorisation de Programme | <u>Crédits de Paiements</u> |              |            |  |
|---------------------------|-----------------------------|--------------|------------|--|
|                           | Réalisé 2023                | Réalisé 2024 | 2025       |  |
| 32 101,47 €               | 11 346 €                    | 12 329,97 €* | 8 425,50 € |  |

\*Dont 49.47 euros TTC de variation des prix

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, PROCÈDE à la révision de l'autorisation de Programme et de Crédits de Paiements concernant l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal – Référencé BP – AP/CP n°4 par avenant n° 2.**

## 9. Finances

**Rapporteur** : Mme Marie GIVEL, Vice-présidente

### 9.1 Budgets 2025

#### 9.1.1 Budget principal (Nomenclature M57)

##### 9.1.1.1 Affectation anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024

**Vu** les articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixent les règles de l'affectation des résultats ;

**Considérant** que les résultats peuvent être estimés avant l'adoption du compte administratif ;

**Considérant** que la reprise anticipée des résultats doit dès lors s'appuyer sur la procédure réglementaire suivante :

- Les différents éléments faisant l'objet de l'affectation des résultats en procédure normale (restes à réaliser, solde négatif des résultats de l'exercice antérieur, besoin de financement de la section d'investissement) doivent être repris en procédure de reprise anticipée des résultats.
- Les résultats doivent être repris dans leur totalité, la reprise partielle des résultats étant proscrite, même en reprise anticipée des résultats.

Dans l'attente de l'approbation du Compte de gestion 2024 et du vote du compte administratif 2024 du budget principal de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie, il est possible de se prononcer sur l'affectation anticipée des résultats de 2024 selon les réalisations ci-après de l'exercice :

|                 | RESULTAT DE L'EXERCICE |               |                                             |                              |
|-----------------|------------------------|---------------|---------------------------------------------|------------------------------|
|                 | Mandats émis           | Titres émis   | Reprise résultats exercice antérieur<br>(1) | Résultat ou solde (A)<br>(1) |
| TOTAL DU BUDGET | 17 520 877,80          | 18 996 190,99 | 13 456 330,46                               | A1 14 931 643,65             |
| Investissement  | 1 386 310,01           | 879 589,57    | (2) 9 093 812,00                            | A2 8 587 091,56              |
| Dont 1068       |                        | 0,00          |                                             |                              |
| Fonctionnement  | 16 134 567,79          | 18 116 601,42 | (3) 4 362 518,46                            | A3 6 344 552,09              |

|                | RESTES A REALISER (4) |                    |                  |
|----------------|-----------------------|--------------------|------------------|
|                | Dépenses              | Recettes           | Solde (B)<br>(5) |
| TOTAL des RAR  | I + II 770 962,53     | III + IV 15 422,45 | B1 -755 540,08   |
| Investissement | I 668 860,31          | III 15 422,45      | B2 -653 437,86   |
| Fonctionnement | II 102 102,22         | IV 0,00            | B3 -102 102,22   |

| RESULTAT CUMULE = (A) + (B)<br>(6) |         |               |
|------------------------------------|---------|---------------|
| TOTAL                              | A1 + B1 | 14 176 103,57 |
| Investissement                     | A2 + B2 | 7 933 653,70  |
| Fonctionnement                     | A3 + B3 | 6 242 449,87  |

Au vu des résultats de clôture 2024 qui demandent à être confirmés par le compte de gestion,

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, DECIDE dans le cadre du budget primitif 2025 :**

- **DE REPRENDRE** à la section d'investissement, le résultat de clôture excédentaire au 31 décembre 2024 de 8 587 091,56 € et de reporter notamment sur l'exercice 2025 les restes à réaliser au 31 décembre 2024 qui s'élèvent à hauteur de 668 860,31 € en dépenses et 15 422,45 € en recettes ;
  - **DE REPORTER** en recettes de fonctionnement 6 344 552,09 € de résultat excédentaire de clôture dont 1 982 033,63 € concernant l'exercice 2024 ainsi que les restes à réaliser en dépenses de fonctionnement pour 102 102,22 €
- ⇒ **Ce report anticipé des résultats fera l'objet par la suite d'une seconde délibération pour une affectation définitive après adoption du compte de gestion de l'année 2024 et du compte administratif 2024.**

### 9.1.1.2 Budget Primitif 2025 avec reprise anticipée des résultats de clôture 2024

**Considérant** que l'article L 1612-2 du C.G.C.T. dispose que le budget primitif doit être voté avant le 15 avril de l'exercice dans les 10 semaines qui suivent le débat d'orientations budgétaires ;

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_014 du Conseil Communautaire en date du 24 février 2025 portant sur le débat d'orientations budgétaires 2025 ;

**Vu** la présentation du projet de budget primitif 2025 concernant le budget principal, en date du 17 mars 2025, auprès des membres de la commission finances / prospective et du Bureau des maires ;

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_054 du Conseil Communautaire en date du 31 mars 2025 portant sur l'affectation anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024 du budget Principal ;

**Entendu** la présentation par la Vice-Présidente chargée des Finances du projet de Budget Primitif 2025 de la Communauté de Communes,

Le vote est alors détaillé au niveau du chapitre :

#### SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

| Chap.                                                | Libellé                                                        | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée  | TOTAL (= RAR + vote) |
|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|----------------------|----------------------|
| 011                                                  | Charges à caractère général (3)                                | 2 096 297,00                       | 102 102,22            | 2 146 194,00               | 2 146 194,00         | 2 248 296,22         |
| 012                                                  | Charges de personnel et frais assimilés (3)                    | 2 251 970,00                       | 0,00                  | 2 737 000,00               | 2 737 000,00         | 2 737 000,00         |
| 014                                                  | Atténuations de produits                                       | 8 313 071,00                       | 0,00                  | 8 317 621,00               | 8 317 621,00         | 8 317 621,00         |
| 016                                                  | APA                                                            | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                 | 0,00                 |
| 017                                                  | RSA / Régularisations de RMI                                   | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                 | 0,00                 |
| 65                                                   | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)             | 2 346 854,60                       | 0,00                  | 5 430 851,75               | 5 430 851,75         | 5 430 851,75         |
| 6586                                                 | Frais fonctionnement des groupes d'élus                        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>        |                                                                | <b>15 008 192,60</b>               | <b>102 102,22</b>     | <b>18 631 666,75</b>       | <b>18 631 666,75</b> | <b>18 733 768,97</b> |
| 66                                                   | Charges financières                                            | 176 924,70                         | 0,00                  | 158 997,58                 | 158 997,58           | 158 997,58           |
| 67                                                   | Charges spécifiques (3)                                        | 0,00                               | 0,00                  | 2 500,00                   | 2 500,00             | 2 500,00             |
| 68                                                   | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3) | 0,00                               |                       | 0,00                       | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>  |                                                                | <b>15 185 117,30</b>               | <b>102 102,22</b>     | <b>18 793 164,33</b>       | <b>18 793 164,33</b> | <b>18 895 266,55</b> |
| 023                                                  | Virement à la section d'investissement (4)                     | 5 192 826,19                       |                       | 6 956 211,37               | 6 956 211,37         | 6 956 211,37         |
| 042                                                  | Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)                | 431 000,00                         |                       | 566 000,00                 | 566 000,00           | 566 000,00           |
| 043                                                  | Opérations ordre intérieur de la section (4)                   | 0,00                               |                       | 0,00                       | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>  |                                                                | <b>5 623 826,19</b>                |                       | <b>7 522 211,37</b>        | <b>7 522 211,37</b>  | <b>7 522 211,37</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                         |                                                                | <b>20 808 943,49</b>               | <b>102 102,22</b>     | <b>26 315 375,70</b>       | <b>26 315 375,70</b> | <b>26 417 477,92</b> |
|                                                      |                                                                |                                    |                       |                            |                      | <b>+</b>             |
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>            |                                                                |                                    |                       |                            |                      | <b>0,00</b>          |
|                                                      |                                                                |                                    |                       |                            |                      | <b>=</b>             |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |                                                                |                                    |                       |                            |                      | <b>26 417 477,92</b> |

## RECETTES

| Chap.                                               | Libellé                                                      | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée  | TOTAL (= RAR + vote) |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|----------------------|----------------------|
| 013                                                 | Atténuations de charges (3)                                  | 0,00                               | 0,00                  | 20 000,00                  | 20 000,00            | 20 000,00            |
| 016                                                 | APA                                                          | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                 | 0,00                 |
| 017                                                 | RSA / Régularisations de RMI                                 | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                 | 0,00                 |
| 70                                                  | Prod. services, domaine, ventes diverses                     | 637 675,00                         | 0,00                  | 1 218 192,00               | 1 218 192,00         | 1 218 192,00         |
| 73                                                  | Impôts et taxes (sauf le 731)                                | 4 833 714,70                       | 0,00                  | 4 746 072,70               | 4 746 072,70         | 4 746 072,70         |
| 731                                                 | Fiscalité locale                                             | 6 790 600,00                       | 0,00                  | 6 943 389,00               | 6 943 389,00         | 6 943 389,00         |
| 74                                                  | Dotations et participations (3)                              | 5 298 383,00                       | 0,00                  | 5 381 909,00               | 5 381 909,00         | 5 381 909,00         |
| 75                                                  | Autres produits de gestion courante (3)                      | 665 364,88                         | 0,00                  | 545 006,56                 | 545 006,56           | 545 006,56           |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>       |                                                              | <b>18 225 737,58</b>               | <b>0,00</b>           | <b>18 854 569,26</b>       | <b>18 854 569,26</b> | <b>18 854 569,26</b> |
| 76                                                  | Produits financiers                                          | 80 000,00                          | 0,00                  | 1 200,00                   | 1 200,00             | 1 200,00             |
| 77                                                  | Produits spécifiques (3)                                     | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                 | 0,00                 |
| 78                                                  | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3) | 785 048,83                         |                       | 1 167 156,57               | 1 167 156,57         | 1 167 156,57         |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b> |                                                              | <b>19 090 786,41</b>               | <b>0,00</b>           | <b>20 022 925,83</b>       | <b>20 022 925,83</b> | <b>20 022 925,83</b> |

|                                                     |                                                 |                  |  |                  |                  |                  |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------|--|------------------|------------------|------------------|
| 042                                                 | Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) | 50 000,00        |  | 50 000,00        | 50 000,00        | 50 000,00        |
| 043                                                 | Opérations ordre intérieur de la section (4)    | 0,00             |  | 0,00             | 0,00             | 0,00             |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b> |                                                 | <b>50 000,00</b> |  | <b>50 000,00</b> | <b>50 000,00</b> | <b>50 000,00</b> |

|                                                      |                      |             |                      |                      |                      |
|------------------------------------------------------|----------------------|-------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>TOTAL</b>                                         | <b>19 140 786,41</b> | <b>0,00</b> | <b>20 072 925,83</b> | <b>20 072 925,83</b> | <b>20 072 925,83</b> |
|                                                      |                      |             |                      |                      |                      |
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>            |                      |             |                      |                      | <b>6 344 552,09</b>  |
|                                                      |                      |             |                      |                      |                      |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |                      |             |                      |                      | <b>26 417 477,92</b> |

## SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

| Chap.                                              | Libellé                                                                | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée  | TOTAL (= RAR + vote) |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|----------------------|----------------------|
| 018                                                | RSA                                                                    | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                 | 0,00                 |
| 20                                                 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3) | 656 485,11                         | 157 060,76            | 437 126,00                 | 437 126,00           | 594 186,76           |
| 204                                                | Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)        | 2 058 650,00                       | 3 000,00              | 802 200,00                 | 802 200,00           | 805 200,00           |
| 21                                                 | Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)                 | 1 664 410,42                       | 31 094,55             | 1 998 730,00               | 1 998 730,00         | 2 029 824,55         |
| 22                                                 | Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)   | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                 | 0,00                 |
| 23                                                 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)        | 9 763 203,37                       | 477 705,00            | 12 584 856,06              | 12 584 856,06        | 13 062 561,06        |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>             |                                                                        | <b>14 142 748,90</b>               | <b>668 860,31</b>     | <b>15 822 912,06</b>       | <b>15 822 912,06</b> | <b>16 491 772,37</b> |
| 10                                                 | Dotations, fonds divers et réserves                                    | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                 | 0,00                 |
| 13                                                 | Subventions d'investissement (3)                                       | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                 | 0,00                 |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées                                          | 651 991,26                         | 0,00                  | 496 666,48                 | 496 666,48           | 496 666,48           |
| 18                                                 | Cpte de liaison : affectation (BA, régie) (5)                          | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                 | 0,00                 |
| 26                                                 | Participations et créances rattachées                                  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                 | 0,00                 |
| 27                                                 | Autres immobilisations financières (3)                                 | 519 127,74                         | 0,00                  | 391 491,83                 | 391 491,83           | 391 491,83           |
| <b>Total des dépenses financières</b>              |                                                                        | <b>1 171 119,00</b>                | <b>0,00</b>           | <b>888 158,31</b>          | <b>888 158,31</b>    | <b>888 158,31</b>    |
| 45...                                              | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)                        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> |                                                                        | <b>15 313 867,90</b>               | <b>668 860,31</b>     | <b>16 711 070,37</b>       | <b>16 711 070,37</b> | <b>17 379 930,68</b> |

|                                                    |                                             |                  |  |                  |                  |                  |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------|------------------|--|------------------|------------------|------------------|
| 040                                                | Opérations ordre transf. entre sections (7) | 50 000,00        |  | 50 000,00        | 50 000,00        | 50 000,00        |
| 041                                                | Opérations patrimoniales (7)                | 0,00             |  | 0,00             | 0,00             | 0,00             |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> |                                             | <b>50 000,00</b> |  | <b>50 000,00</b> | <b>50 000,00</b> | <b>50 000,00</b> |

|                                                            |                      |                   |                      |                      |                      |
|------------------------------------------------------------|----------------------|-------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>TOTAL</b>                                               | <b>15 363 867,90</b> | <b>668 860,31</b> | <b>16 761 070,37</b> | <b>16 761 070,37</b> | <b>17 429 930,68</b> |
|                                                            |                      |                   |                      |                      |                      |
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b> |                      |                   |                      |                      | <b>0,00</b>          |
|                                                            |                      |                   |                      |                      |                      |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>        |                      |                   |                      |                      | <b>17 429 930,68</b> |

## RECETTES

| Chap.                                              | Libellé                                                 | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 018                                                | RSA                                                     | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 13                                                 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3) | 295 650,75                         | 1 650,75              | 0,00                       | 0,00                | 1 650,75             |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées (4)                       | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 20                                                 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)         | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 204                                                | Subventions d'équipement versées (3) (13)               | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 21                                                 | Immobilisations corporelles (3)                         | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 22                                                 | Immobilisations reçues en affectation (3) (5)           | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 23                                                 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)                | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>             |                                                         | <b>295 650,75</b>                  | <b>1 650,75</b>       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>         | <b>1 650,75</b>      |
| 10                                                 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)         | 77 363,00                          | 13 771,70             | 274 931,00                 | 274 931,00          | 288 702,70           |
| 1068                                               | Excédents de fonctionnement capitalisés (6)             | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 138                                                | Autres subventions invest. non transf. (3) (7)          | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées                           | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 18                                                 | Cpte de liaison : affectation (BA, régie) (8)           | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 26                                                 | Participations et créances rattachées                   | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 27                                                 | Autres immobilisations financières (3)                  | 273 215,96                         | 0,00                  | 1 030 274,30               | 1 030 274,30        | 1 030 274,30         |
| 024                                                | Produits des cessions d'immobilisations                 | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes financières</b>              |                                                         | <b>350 578,96</b>                  | <b>13 771,70</b>      | <b>1 305 205,30</b>        | <b>1 305 205,30</b> | <b>1 318 977,00</b>  |
| 45...                                              | Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)      | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> |                                                         | <b>646 229,71</b>                  | <b>15 422,45</b>      | <b>1 305 205,30</b>        | <b>1 305 205,30</b> | <b>1 320 627,75</b>  |

  

|                                                    |                                                   |                     |  |                     |                     |                     |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| 021                                                | Virement de la section de fonctionnement (10)     | 5 192 826,19        |  | 6 956 211,37        | 6 956 211,37        | 6 956 211,37        |
| 040                                                | Opérations ordre transf. entre sections (10) (11) | 431 000,00          |  | 566 000,00          | 566 000,00          | 566 000,00          |
| 041                                                | Opérations patrimoniales (10)                     | 0,00                |  | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> |                                                   | <b>5 623 826,19</b> |  | <b>7 522 211,37</b> | <b>7 522 211,37</b> | <b>7 522 211,37</b> |

  

|                                                            |                     |                  |                     |                     |                      |
|------------------------------------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| <b>TOTAL</b>                                               | <b>6 270 055,90</b> | <b>15 422,45</b> | <b>8 827 416,67</b> | <b>8 827 416,67</b> | <b>8 842 839,12</b>  |
|                                                            |                     |                  |                     |                     |                      |
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> |                     |                  |                     |                     | <b>8 587 091,56</b>  |
|                                                            |                     |                  |                     |                     |                      |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>        |                     |                  |                     |                     | <b>17 429 930,68</b> |

Un diaporama (annexé à la délibération 2025\_DEL\_055 du 31 mars 2025) est présenté à l'assemblée.

Au titre des interventions

### Diaporama page 39

Monsieur Roland LOMBARD précise qu'en contrepartie des éléments apportés à la présentation de ce point du diaporama, sur les dotations de péréquation, sur ce qu'il est retouché de la Communauté de communes concernant l'activité économique, il s'agit toujours du montant qui a été validé lors du transfert de compétences alors que les recettes ont notablement évolué. Il fait donc remarquer que l'un compense l'autre.

Madame Marie GIVEL précise que cela concerne ceux qui ont des zones économiques. Elle ajoute que cela montre la nécessité de mettre en place un pacte financier et fiscal.

### Diaporama page 42

Monsieur Joël MUGNIER demande qu'est ce que la préemption pour Balvay ? Il ne se souvient pas en avoir parlé en conseil communautaire.

Madame Anne VERRIER, Directrice du pôle Aménagement du territoire, Urbanisme et Développement économique explique qu'il s'agit d'une décision qui a été prise fin 2024 et non d'une délibération, qui a bien fait l'objet d'une information lors d'un conseil communautaire.

#### Diaporama page 44

*Monsieur Joël MUGNIER souhaite revenir sur les travaux du gymnase et demande en quoi ils consistent, d'autant qu'il est neuf et qu'il y en aura pour 400 000 euros environ ?*

*Madame Marie GIVEL précise que ce sont des restes à réaliser.*

*Monsieur Joël MUGNIER demande s'il s'agit du fait que tout n'avait pas été payé ?*

*Madame Marie GIVEL lui confirme qu'il s'agit bien de cela.*

#### Autres observations

*Monsieur Joël MUGNIER précise que le sujet de la véloroute n'est pas abordé dans le budget. Il demande si c'est la Région qui finance en totalité ? Il s'étonne de ne pas voir de ligne là-dessus sur le budget.*

*Monsieur Roland LOMBARD explique que la maîtrise d'ouvrage est réalisée par la Région et le Département, mais qu'après, la Communauté de communes récupère l'ouvrage et doit assurer son entretien.*

*Monsieur Joël MUGNIER le remercie pour sa réponse.*

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY revient sur les travaux du gymnase et notamment les restes à réaliser. Il demande ce qu'il reste à réaliser justement dans le gymnase au vu du coût élevé ?*

*Monsieur Serge BERNARD-GRANGER explique que c'est une somme qui est due au Département. Il précise que cela va être régularisé assez rapidement.*

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

#### **Par 34 VOIX POUR,**

((101 DUMONT Patrick, 102 ROUPIOZ Sylvia, 104 BASTIAN Patrick (Roland 105LOMBARD), 105 LOMBARD Roland, 106 KENNEL Laurence, 107 LACOMBE Jean-pierre(Christiane 109 DAUNIS), 109 DAUNIS Christiane, 110 FAVRE Jean-pierre, 111 BLOCMAN Jean-michel, 113 DULAC Christian, 114 CHAUVETET Béatrice, 115 TRUFFET Nicolas, 116LABORIER Edwige, 117 BERNARD-GRANGER Serge, 118 BOICHET-PASSICOS Christine, 119CLEVY Yannick, 120 CROENNE Astrid, 121 VIOLLET Michaël, 122 CHARVIER Florence, 123ABRY Michel, 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER), 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE), 127 DEPLANTE Serge, 128 STABLEAUX Marie, 129PERRUISSET Claude, 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN), 134TRANCHANT Yohann, 135 BOUCHET Geneviève, 136 BISTON Sylvain, 138 RAVOIRE François, 139 PAILLE Françoise, 140 DERRIEN Patrice, 141 VENDRASCO Isabelle, 142 GIVEL Marie))

#### **Et 6 ABSTENTIONS,**

((103 ZAMPARO Justine, 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER), 130MONTEIRO-BRAZ Miguel, 131 BONANSEA Monique, 132 TURK-SAVIGNY Eddie, 137MUGNIER Joël))

- **VOTE le budget primitif 2025 du budget principal de la Communauté de Communes, avec reprise anticipée des résultats de clôture 2024 par chapitre budgétaire pour chacune des deux sections.**
- **AUTORISE le Président à faire des virements de crédits au titre de la fongibilité des crédits et ainsi lui permettre de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses du personnel, dans la limite de 7.5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement).**

#### *9.1.1.3 Subventions de fonctionnement 2025*

##### *9.1.1.3.1 Subventions de fonctionnement – Crédits ouverts au budget primitif 2025*

Les règles relatives au versement des subventions soulèvent certaines difficultés juridiques résultant de la confusion entre, d'une part, la décision d'octroi d'une subvention et, d'autre part, la décision relative à l'ouverture de crédits budgétaires nécessaires pour couvrir la dépense prévisionnelle liée au versement de la subvention.

Le principe demeure que le versement d'une subvention fait l'objet de deux délibérations distinctes. La première a pour objet de prévoir l'ouverture des crédits au budget sans individualisation et la seconde a pour objet d'octroyer la subvention : cette délibération étant la seule créatrice de droit pour le tiers recevant la subvention.

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, se prononce en faveur des subventions de la section de fonctionnement dressées dans la liste ci-dessous :**

| <b>Organisme bénéficiaire</b>                                                                                | <b>Montant</b>      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| <b><u>Développement économique</u></b>                                                                       |                     |
| Comité d'Action Economique                                                                                   | 210 000,00 €        |
| Initiative Grand-Annecy                                                                                      | 50 441,00 €         |
| Solucir                                                                                                      | 7 648,00 €          |
| Chantier Local d'Insertion                                                                                   | 20 000, 00 €        |
| <b><u>Tourisme</u></b>                                                                                       |                     |
| Office de Tourisme Rumilly Albanais                                                                          | 160 000,00 €        |
| <b><u>Service à la population</u></b>                                                                        |                     |
| Serenity.dom :                                                                                               |                     |
| Volet 1 de la convention                                                                                     | 70 000,00 €         |
| Volet 2 de la convention (= Subvention portée par le budget Transports publics de voyageurs et déplacements) | 7 371,00 €          |
| <b><u>Autres</u></b>                                                                                         |                     |
| Maison du vélo                                                                                               | 45 000,00 €         |
| Groupement Football de l'Albanais 74                                                                         | 100 000,00 €        |
| RCSR – Rugby Club Savoie Rumilly                                                                             | 30 000,00 €         |
| Enveloppe non affectée                                                                                       | 10 000,00 €         |
| Subventions versées aux écoles dans le cadre de l'éveil artistique (enveloppe prévisionnelle)                | 75 000,00 €         |
| <b><u>Habitat</u></b>                                                                                        |                     |
| PLS ADIL                                                                                                     | 3 408,00 €          |
| ASDER                                                                                                        | 32 024,00 €         |
| <b><u>Total</u></b>                                                                                          | <b>820 892,00 €</b> |

S'ajoutent notamment des subventions exceptionnelles pour une enveloppe totale de 3 000 € après avoir délibéré au conseil communautaire du 3 février 2025 par délibération 2025\_DEL\_01 concernant le soutien aux sinistrés de Mayotte pour un total de 3 000 €.

#### *9.1.1.4 Taux de la fiscalité directe locale 2025 - (Etat fiscal 1259 réceptionné le 27 mars 2025)*

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, suite au passage à la Fiscalité Professionnelle Unique, la Communauté de Communes se substitue aux communes pour percevoir le produit de l'impôt économique local :

- la Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E.),
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E.),
- les Impôts Forfaitaires sur les Entreprises de Réseau (I.F.E.R.),
- la Taxe Additionnelle au Foncier Non-Bâti (T.A.F.N.B., ex parts régionale et départementale),
- la Taxe sur les Surfaces Commerciales (T.A.S.C.O.M.),
- l'Allocation Compensatrice « suppression salaires TP » (intégrée à la DGF depuis 2003),
- l'Allocation Compensatrice « réduction des recettes TP » (intégrée à la Dotation unique spécifique TP depuis 2011).

Dès lors, la Communauté de Communes a institué un taux unique sur son territoire conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts.

▪ Taux à **26,43 %** adopté au Conseil Communautaire du 23 mars 2015, correspondant au **Taux Moyen Pondéré de C.F.E.** des communes membres, déterminé à partir des données fiscales de l'année 2014, et lissé sur une période de 5 ans pour tendre à ce taux unique depuis l'année fiscale 2019.

Aussi, suite à la réforme des finances locales de 2011, la Communauté de Communes est automatiquement assujettie au régime de la fiscalité mixte et vote, en plus du taux de C.F.E. unique, les taux additionnels des Taxes d'Habitation et Foncières déterminés en fonction du produit fiscal attendu.

Dans la continuité du débat d'orientations budgétaires au Conseil Communautaire du 24 février 2025, il est proposé de maintenir les taux qui ont été adoptés en 2024 et non pas de suivre la feuille de route tracée en 2023 qui faisait état de deux augmentations successives de + 30 % en 2024 et + 30 % en 2025 : ce qui s'explique en partie par le projet de construction du centre aquatique intercommunal qui serait reporté en l'an 2030.

Ainsi, au regard du produit fiscal attendu des taxes additionnelles, il est proposé d'appliquer un coefficient de variation proportionnel de 1,000000 sur la taxe foncière bâtie ; la taxe foncière non bâtie, la taxe d'habitation.

En outre, la Communauté de communes a la possibilité de mettre en réserve une fraction des droits à augmentation de son taux de la CFE, dans la limite de l'évolution du taux moyen pondéré des taxes foncières des commune du territoire.

Cette réserve est utilisable partiellement ou en totalité dans les trois années qui suivent celle de la mise en réserve. Cela ne signifie pas une hausse effective de pression fiscale sur la CFE, mais ouvre la possibilité de dégager des marges de manœuvre si cela est jugé nécessaire.

Pour mémoire, une capitalisation de 0.110 % a été faite en 2024 d'après l'évolution des taux de taxes foncières des communes du territoire qui sera utilisable jusqu'en 2027.

Selon l'état fiscal 1259 réceptionné le 27 mars dernier, pour 2025, il y a possibilité de capitaliser au maximum une fraction de 1,05 % (27,48 % - 26,43 %).

Au vu des dispositions du II de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts et conformément au débat d'orientations budgétaires qui a été mené,

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

**Par 39 VOIX POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 103 ZAMPARO Justine , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre(Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116 LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118BOICHET-PASSICOS Christine , 119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123 ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge ,128 STABLEAUX Marie , 129 PERRUISSET Claude , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 137MUGNIER Joël , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

**Et 1 ABSTENTION,**  
((102 ROUPIOZ Sylvia))

- **FIXE les taux de la fiscalité locale comme ci-après :**

**1 / Maintenir les taux des taxes additionnelles à ceux de l'année 2024**

| Taxes                                 | Pour mémoire<br>Taux adoptés en<br>2024 | Taux adoptés<br>en 2025 |
|---------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------------|
| Taxe d'Habitation                     | 6,91 %                                  | 6,91 %                  |
| Taxe Foncière sur Propriété Bâtie     | 4,56%                                   | 4,56%                   |
| Taxe Foncière sur Propriété non Bâtie | 16,66%                                  | 16,66%                  |

**2 / Maintenir le taux de la Cotisation Foncière des Entreprises unique à celui de l'année 2024 :**

| Taxe                                | Pour mémoire<br>Taux adoptés en<br>2024 | Taux adoptés<br>en 2025 |
|-------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------------|
| Cotisation Foncière des Entreprises | 26,43%                                  | 26,43 %                 |

**3 / Capitaliser la fraction de taux CFE correspondant à la différence entre le taux maximum de droit commun de 27.48 % et le taux voté de 26.43 % (article 1636 B decies IV du CGI) : soit 1.05 points. Ainsi au cours de l'une des trois années suivantes et sous réserve de respecter certaines conditions, il sera possible de majorer le taux de CFE en franchise de règles de lien dans la limite de 1.05 points.**

*9.1.1.5 Produit fiscal de la taxe GEMAPI*

Le conseil communautaire est appelé à délibérer sur le montant du produit de la taxe dite « GEMAPI ».

Dans ce cadre, le conseil est informé que la loi MAPTAM a ouvert la possibilité aux collectivités de créer sur son territoire une taxe facultative plafonnée à 40 €/habitant / an et affectée exclusivement à l'exercice de la compétence dite GEMAPI.

Cette taxe est assise sur les impôts locaux (taxe d'habitation, taxe foncière bâtie et non bâtie et contribution foncière des entreprises).

La communauté de communes est sise sur trois bassins versants :

- Lac du Bourget : la compétence est transférée au CISALB.
- Chéran : la compétence est transférée au SMIAC.
- Fier et Lac : La compétence est transférée au SILA.

Au regard du montant des contributions prévisionnelles 2025 qui se chiffraient à un total de 355 000€ ;

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité :**

- **DECIDE, selon les dispositions de l'article 1530 bis du Code Général des Impôts, de maintenir le produit fiscal adopté en 2024 et d'arrêter par conséquent le montant du produit fiscal de la taxe GEMAPI à 308 000 € au titre de l'exercice 2025 ;**
- **AUTORISE le Président ou son représentant à engager toutes démarches utiles à l'application de cette délibération.**

#### *9.1.1.6 Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)*

Depuis 2015, la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie perçoit le produit de la TASCOM. Cette taxe est due par les entreprises exploitant les magasins de commerce de détail, quelle que soit leur forme juridique.

Sont visés les magasins :

- ✓ dont la surface de vente est d'au moins 400 mètres carrés, ou moins, s'ils appartiennent à un réseau de magasins d'une surface cumulée d'au moins 4 000 mètres carrés. Par conséquent, les magasins des groupes intégrés sont imposés quelle que soit leur surface de vente.
- ✓ ouverts après le 1er janvier 1960,
- ✓ dont le chiffre d'affaires hors taxe est d'au moins 460 000 € l'année précédant la taxation.

Le montant de la taxe est égal au produit de la surface de vente par un taux. Ce dernier est fixé en fonction du chiffre d'affaires au mètre carré.

Le produit de cette taxe s'est élevé en 2024 à 492 402 €.

Cet impôt est payé par 20 établissements sur le territoire de la Communauté de Communes (18 à Rumilly ; 1 à Sales ; 1 à Marigny Saint-Marcel).

La loi prévoit que le Conseil communautaire peut appliquer au montant de la taxe un coefficient multiplicateur compris entre 0,80 et 1,20. Ce coefficient ne peut être que progressivement réduit ou augmenté de 0,05 au maximum par rapport à la valeur de l'année précédente.

La décision doit être prise avant le 1er octobre pour être appliquée l'année suivante.

Le coefficient de la Communauté de Communes est de 1,05. Il est proposé de le passer à 1,10 pour son application au titre de l'année fiscale de l'année 2026.

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

**Par 38 VOIX POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 103 ZAMPARO Justine , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre(Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116 LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118BOICHET-PASSICOS Christine , 119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123 ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge ,128 STABLEAUX Marie , 129 PERRUISSET Claude , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 138RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle ,142 GIVEL Marie))

**Et 2 ABSTENTIONS,**

((102 ROUPIOZ Sylvia , 137 MUGNIER Joël))

- **FIXE le coefficient multiplicateur de la TASCOM à 1,10 à partir du 1er janvier 2026.**
- **DEMANDE à la préfecture de la Haute-Savoie de notifier cette délibération à la direction départementale des finances publiques.**

## 9.1.2 Budgets annexes

### Services Publics à caractère Administratif

#### **Rappel sur les Zones d'Activités Economiques**

Conformément au cadre de l'instruction budgétaire et comptable M14, les travaux d'aménagement des zones d'activités économiques ne sont pas intégrés au patrimoine des collectivités mais font l'objet d'un suivi par comptabilité de stock.

L'équilibre des opérations est assuré par une participation du budget principal en cas de déficit, voir par un reversement du budget annexe au budget principal en cas d'opération excédentaire.

#### 9.1.2.1 Zones d'Activités Economiques (Nomenclature M57)

##### 9.1.2.1.1 Affectation anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024

**Vu** les articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixent les règles de l'affectation des résultats ;

**Considérant** que les résultats peuvent être estimés avant l'adoption du compte administratif ;

**Considérant** que la reprise anticipée des résultats doit dès lors s'appuyer sur la procédure réglementaire suivante :

- Les différents éléments faisant l'objet de l'affectation des résultats en procédure normale (restes à réaliser, solde négatif des résultats de l'exercice antérieur, besoin de financement de la section d'investissement) doivent être repris en procédure de reprise anticipée des résultats.
- Les résultats doivent être repris dans leur totalité, la reprise partielle des résultats étant proscrite, même en reprise anticipée des résultats.

Dans l'attente de l'approbation du Compte de gestion 2024 et du vote du compte administratif 2024 du budget Zones d'Activités Economiques, il est néanmoins possible de se prononcer sur le report anticipé des résultats de 2024 selon les réalisations ci-après de l'exercice :

| RESULTAT DE L'EXERCICE |              |              |                                             |                              |
|------------------------|--------------|--------------|---------------------------------------------|------------------------------|
|                        | Mandats émis | Titres émis  | Reprise résultats exercice antérieur<br>(1) | Résultat ou solde (A)<br>(1) |
| TOTAL DU BUDGET        | 4 789 814,74 | 4 631 503,39 | -135 920,22                                 | A1 -294 231,57               |
| Investissement         | 2 313 463,08 | 2 313 463,08 | (2) 0,00                                    | A2 0,00                      |
| Dont 1068              |              | 0,00         |                                             |                              |
| Fonctionnement         | 2 476 351,66 | 2 318 040,31 | (3) -135 920,22                             | A3 -294 231,57               |

| RESTES A REALISER (4) |             |               |    |                  |
|-----------------------|-------------|---------------|----|------------------|
|                       | Dépenses    | Recettes      |    | Solde (B)<br>(5) |
| TOTAL des RAR         | I + II 0,00 | III + IV 0,00 | B1 | 0,00             |
| Investissement        | I 0,00      | III 0,00      | B2 | 0,00             |
| Fonctionnement        | II 0,00     | IV 0,00       | B3 | 0,00             |

| RESULTAT CUMULE = (A) + (B)<br>(6) |         |             |
|------------------------------------|---------|-------------|
| TOTAL                              | A1 + B1 | -294 231,57 |
| Investissement                     | A2 + B2 | 0,00        |
| Fonctionnement                     | A3 + B3 | -294 231,57 |

Se décomposant comme ci-après par zones :

## Section de fonctionnement

| <u>Déficit</u>              | <u>Montant</u>      | <u>Excédent</u>                    | <u>Montant</u>      |
|-----------------------------|---------------------|------------------------------------|---------------------|
| Ecoparc de Madrid à Rumilly | 754 872,27 €        | Balvay / Champs Coudions à Rumilly | 654 614,73 €        |
| UAZ à Vallières Sur Fier    | 64 469,65 €         |                                    |                     |
| Hauteville sur Fier         | 3 188,54 €          |                                    |                     |
| Marcellaz-Albanais          | 5 420,53 €          |                                    |                     |
| Martenex                    | 67 637,55 €         |                                    |                     |
| Les Grives                  | 4,43 €              |                                    |                     |
| Nouvelles zones             | 53 253,33 €         |                                    |                     |
| <b><u>Total</u></b>         | <b>948 846,30 €</b> | <b><u>Total</u></b>                | <b>654 614,73 €</b> |

**Après en avoir délibéré,**

**Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DECIDE dans le cadre du budget primitif 2025 :**

- **de reporter à la section de fonctionnement un résultat déficitaire consolidé de 294 231,57 €**

⇒ **Ce report anticipé des résultats fera l'objet par la suite d'une seconde délibération pour une affectation définitive après adoption du compte de gestion de l'année 2024 et du compte administratif 2024.**

### *9.1.2.1.2 Budget Primitif 2025 avec reprise anticipée des résultats de 2024*

**Considérant** l'article L 1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que le budget primitif doit être voté avant le 15 avril de l'exercice dans les 10 semaines qui suivent le débat d'orientations budgétaires ;

**Vu** la délibération 2020\_DEL\_045 du Conseil Communautaire du 24 février 2020 portant sur un budget unique pour la gestion des Zones d'Activités Economiques dès l'exercice 2020 ;

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_014 du Conseil Communautaire en date du 24 février 2025 portant sur le débat d'orientations budgétaires 2025 ;

**Vu** la présentation du projet de budget primitif 2024 concernant le budget zone d'activités économiques, en date du 17 mars 2025, auprès des membres de la commission finances / prospective et du Bureau des maires ;

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_060 du Conseil Communautaire en date du 31 mars 2025 portant sur l'affectation anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024 du budget Zones d'Activités Economiques ;

**Entendu** la présentation par la Vice-Présidente chargée des Finances du projet de Budget Primitif 2025 du budget annexe Zones d'Activités Economiques ;

Le vote est alors détaillé au niveau du chapitre :

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

| Chap.                                               | Libellé                                                        | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 011                                                 | Charges à caractère général (3)                                | 873 500,00                         | 0,00                  | 643 000,00                 | 643 000,00          | 643 000,00           |
| 012                                                 | Charges de personnel et frais assimilés (3)                    | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 014                                                 | Atténuations de produits                                       | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 016                                                 | APA                                                            | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 017                                                 | RSA / Régularisations de RMI                                   | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 65                                                  | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)             | 624 464,88                         | 0,00                  | 506 106,56                 | 506 106,56          | 506 106,56           |
| 6586                                                | Frais fonctionnement des groupes d'élus                        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>       |                                                                | <b>1 497 964,88</b>                | <b>0,00</b>           | <b>1 149 106,56</b>        | <b>1 149 106,56</b> | <b>1 149 106,56</b>  |
| 66                                                  | Charges financières                                            | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 67                                                  | Charges spécifiques (3)                                        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 68                                                  | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3) | 0,00                               |                       | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b> |                                                                | <b>1 497 964,88</b>                | <b>0,00</b>           | <b>1 149 106,56</b>        | <b>1 149 106,56</b> | <b>1 149 106,56</b>  |

|                                                     |                                                 |                     |  |                     |                     |                     |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| 023                                                 | Virement à la section d'investissement (4)      | 0,00                |  | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
| 042                                                 | Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) | 2 310 345,21        |  | 2 313 170,31        | 2 313 170,31        | 2 313 170,31        |
| 043                                                 | Opérations ordre intérieur de la section (4)    | 0,00                |  | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b> |                                                 | <b>2 310 345,21</b> |  | <b>2 313 170,31</b> | <b>2 313 170,31</b> | <b>2 313 170,31</b> |

|                                                      |  |                     |             |                     |                     |                     |
|------------------------------------------------------|--|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>TOTAL</b>                                         |  | <b>3 808 310,09</b> | <b>0,00</b> | <b>3 462 276,87</b> | <b>3 462 276,87</b> | <b>3 462 276,87</b> |
|                                                      |  |                     |             |                     |                     | <b>+</b>            |
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>            |  |                     |             |                     |                     | <b>294 231,57</b>   |
|                                                      |  |                     |             |                     |                     | <b>=</b>            |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |  |                     |             |                     |                     | <b>3 756 508,44</b> |

## RECETTES

| Chap.                                               | Libellé                                                      | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 013                                                 | Atténuations de charges (3)                                  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 016                                                 | APA                                                          | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 017                                                 | RSA / Régularisations de RMI                                 | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 70                                                  | Prod. services, domaine, ventes diverses                     | 362 580,00                         | 0,00                  | 500 990,00                 | 500 990,00          | 500 990,00           |
| 73                                                  | Impôts et taxes (sauf le 731)                                | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 731                                                 | Fiscalité locale                                             | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 74                                                  | Dotations et participations (3)                              | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 75                                                  | Autres produits de gestion courante (3)                      | 1 025 393,32                       | 0,00                  | 1 371 130,60               | 1 371 130,60        | 1 371 130,60         |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>       |                                                              | <b>1 387 973,32</b>                | <b>0,00</b>           | <b>1 872 120,60</b>        | <b>1 872 120,60</b> | <b>1 872 120,60</b>  |
| 76                                                  | Produits financiers                                          | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 77                                                  | Produits spécifiques (3)                                     | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 78                                                  | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3) | 0,00                               |                       | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b> |                                                              | <b>1 387 973,32</b>                | <b>0,00</b>           | <b>1 872 120,60</b>        | <b>1 872 120,60</b> | <b>1 872 120,60</b>  |

|                                                     |                                                 |                     |  |                     |                     |                     |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| 042                                                 | Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) | 2 556 256,99        |  | 1 884 387,84        | 1 884 387,84        | 1 884 387,84        |
| 043                                                 | Opérations ordre intérieur de la section (4)    | 0,00                |  | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b> |                                                 | <b>2 556 256,99</b> |  | <b>1 884 387,84</b> | <b>1 884 387,84</b> | <b>1 884 387,84</b> |

|                                                      |  |                     |             |                     |                     |                     |
|------------------------------------------------------|--|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>TOTAL</b>                                         |  | <b>3 944 230,31</b> | <b>0,00</b> | <b>3 756 508,44</b> | <b>3 756 508,44</b> | <b>3 756 508,44</b> |
|                                                      |  |                     |             |                     |                     | <b>+</b>            |
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>            |  |                     |             |                     |                     | <b>0,00</b>         |
|                                                      |  |                     |             |                     |                     | <b>=</b>            |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |  |                     |             |                     |                     | <b>3 756 508,44</b> |

## SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

| Chap.                                       | Libellé                                                                    | Pour mémoire,<br>budget<br>précédent (1) | Restes à réaliser<br>N-1 | Propositions<br>nouvelles (2) | Vote de<br>l'assemblée | TOTAL<br>(= RAR + vote) |
|---------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------|
| 018                                         | RSA                                                                        | 0,00                                     | 0,00                     | 0,00                          | 0,00                   | 0,00                    |
| 20                                          | Immobilisations incorporelles (sauf le<br>204) (y compris opérations) (3)  | 0,00                                     | 0,00                     | 0,00                          | 0,00                   | 0,00                    |
| 204                                         | Subventions d'équipement versées (y<br>compris opérations) (3) (8)         | 0,00                                     | 0,00                     | 0,00                          | 0,00                   | 0,00                    |
| 21                                          | Immobilisations corporelles (y compris<br>opérations) (3)                  | 0,00                                     | 0,00                     | 0,00                          | 0,00                   | 0,00                    |
| 22                                          | Immobilisations reçues en<br>affectation (y compris opérations) (3)<br>(4) | 0,00                                     | 0,00                     | 0,00                          | 0,00                   | 0,00                    |
| 23                                          | Immobilisations en cours (sauf 2324)<br>(y compris opérations) (3)         | 0,00                                     | 0,00                     | 0,00                          | 0,00                   | 0,00                    |
| Total des dépenses d'équipement             |                                                                            | 0,00                                     | 0,00                     | 0,00                          | 0,00                   | 0,00                    |
| 10                                          | Dotations, fonds divers et réserves                                        | 0,00                                     | 0,00                     | 0,00                          | 0,00                   | 0,00                    |
| 13                                          | Subventions d'investissement (3)                                           | 0,00                                     | 0,00                     | 0,00                          | 0,00                   | 0,00                    |
| 16                                          | Emprunts et dettes assimilées                                              | 273 215,96                               | 0,00                     | 820 274,30                    | 820 274,30             | 820 274,30              |
| 18                                          | Cpte de liaison : affectation<br>(BA,régie) (5)                            | 0,00                                     | 0,00                     | 0,00                          | 0,00                   | 0,00                    |
| 26                                          | Participations et créances rattachées                                      | 0,00                                     | 0,00                     | 0,00                          | 0,00                   | 0,00                    |
| 27                                          | Autres immobilisations financières (3)                                     | 0,00                                     | 0,00                     | 0,00                          | 0,00                   | 0,00                    |
| Total des dépenses financières              |                                                                            | 273 215,96                               | 0,00                     | 820 274,30                    | 820 274,30             | 820 274,30              |
| 45...                                       | Chapitres d'opérations pour compte<br>de tiers (6)                         | 0,00                                     | 0,00                     | 0,00                          | 0,00                   | 0,00                    |
| Total des dépenses réelles d'investissement |                                                                            | 273 215,96                               | 0,00                     | 820 274,30                    | 820 274,30             | 820 274,30              |

|                                                |                                                |              |  |              |              |              |
|------------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------|--|--------------|--------------|--------------|
| 040                                            | Opérations ordre transf. entre<br>sections (7) | 2 556 256,99 |  | 1 884 387,84 | 1 884 387,84 | 1 884 387,84 |
| 041                                            | Opérations patrimoniales (7)                   | 0,00         |  | 0,00         | 0,00         | 0,00         |
| Total des dépenses d'ordre<br>d'investissement |                                                | 2 556 256,99 |  | 1 884 387,84 | 1 884 387,84 | 1 884 387,84 |

|                                                     |  |              |      |              |              |              |
|-----------------------------------------------------|--|--------------|------|--------------|--------------|--------------|
| TOTAL                                               |  | 2 829 472,95 | 0,00 | 2 704 662,14 | 2 704 662,14 | 2 704 662,14 |
|                                                     |  |              |      |              |              | +            |
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE |  |              |      |              |              | 0,00         |
|                                                     |  |              |      |              |              | =            |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES        |  |              |      |              |              | 2 704 662,14 |

## RECETTES

| Chap.                                              | Libellé                                                 | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 018                                                | RSA                                                     | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 13                                                 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3) | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées (4)                       | 519 127,74                         | 0,00                  | 391 491,83                 | 391 491,83          | 391 491,83           |
| 20                                                 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)         | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 204                                                | Subventions d'équipement versées (3) (13)               | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 21                                                 | Immobilisations corporelles (3)                         | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 22                                                 | Immobilisations reçues en affectation (3) (5)           | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 23                                                 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)                | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>             |                                                         | <b>519 127,74</b>                  | <b>0,00</b>           | <b>391 491,83</b>          | <b>391 491,83</b>   | <b>391 491,83</b>    |
| 10                                                 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)         | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 1068                                               | Excédents de fonctionnement capitalisés (6)             | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 138                                                | Autres subventions invest. non transf. (3) (7)          | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées                           | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 18                                                 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)            | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 26                                                 | Participations et créances rattachées                   | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 27                                                 | Autres immobilisations financières (3)                  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 024                                                | Produits des cessions d'immobilisations                 | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes financières</b>              |                                                         | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>          |
| 45...                                              | Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)      | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> |                                                         | <b>519 127,74</b>                  | <b>0,00</b>           | <b>391 491,83</b>          | <b>391 491,83</b>   | <b>391 491,83</b>    |

|                                                    |                                                   |                     |  |                     |                     |                     |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| 021                                                | Virement de la section de fonctionnement (10)     | 0,00                |  | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
| 040                                                | Opérations ordre transf. entre sections (10) (11) | 2 310 345,21        |  | 2 313 170,31        | 2 313 170,31        | 2 313 170,31        |
| 041                                                | Opérations patrimoniales (10)                     | 0,00                |  | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> |                                                   | <b>2 310 345,21</b> |  | <b>2 313 170,31</b> | <b>2 313 170,31</b> | <b>2 313 170,31</b> |

|              |                     |             |                     |                     |                     |
|--------------|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>2 829 472,95</b> | <b>0,00</b> | <b>2 704 662,14</b> | <b>2 704 662,14</b> | <b>2 704 662,14</b> |
|--------------|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|---------------------|

+

|                                                            |             |
|------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|------------------------------------------------------------|-------------|

=

|                                                     |                     |
|-----------------------------------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>2 704 662,14</b> |
|-----------------------------------------------------|---------------------|

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

**Par 35 VOIX POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 102 ROUPIOZ Sylvia , 103 ZAMPARO Justine , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105 LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107LACOMBE Jean-pierre (Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115TRUFFET Nicolas , 116 LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122CHARVIER Florence , 123 ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128STABLEAUX Marie , 129 PERRUISSET Claude , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 138RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle ,142 GIVEL Marie))

## **Et 5 ABSTENTIONS,**

((112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie , 137 MUGNIER Joël))

- **VOTE le budget primitif 2025 Zones d'Activités Economiques en hors taxe avec reprise anticipée des résultats de clôture 2024 :**
  - par chapitre pour la section de fonctionnement,
  - par chapitre pour la section d'investissement.
- **AUTORISE le Président à faire des virements de crédits au titre de la fongibilité des crédits et ainsi lui permettre de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses du personnel, dans la limite de 7.5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement).**

### *9.1.2.1.3 Avenant n° 10 : Révision de l'Autorisation d'Engagement / Crédits de Paiements (AE/CP)*

Afin d'avoir une vue pluriannuelle mais aussi dans un souci de ne pas mobiliser la totalité des crédits engagés sur un seul exercice concernant entre autres le portage foncier de Madrid, qui est arrivé à échéance en 2023, et ainsi lisser dans le temps le besoin financier selon l'état d'avancement de l'opération, il a été adopté par le Conseil Communautaire du 14 décembre 2015, la gestion en autorisation d'engagement et crédit de paiement de l'éco-parc tertiaire de Madrid.

Au regard des réalisations arrêtées au 31 décembre 2024 et des crédits qui seraient à mobiliser en 2025, il convient de mettre à jour l'AE/CP en correspondance avec les crédits de paiements identifiés au budget primitif 2025.

**Après en avoir délibéré, le conseil communautaire,**

## **Par 37 Voix POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 102 ROUPIOZ Sylvia , 103 ZAMPARO Justine , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105 LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107LACOMBE Jean-pierre (Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116 LABORIER Edwige , 117BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119 CLEVY Yannick , 120CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123 ABRY Michel , 124GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128 STABLEAUX Marie , 129 PERRUISSET Claude , 133PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 137 MUGNIER Joël , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

## **Et 3 ABSTENTIONS,**

((130 MONTEIRO-BRAZ Miguel, 131 BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie))

- **RÉVISE l'autorisation d'engagement / crédit de paiement portant sur l'éco-parc de Madrid par un avenant n° 10 : données financières provisoires qui demanderont toutefois à être réajustées après connaissance de la répartition précise entre les différents tronçons desservant le collège / gymnase et l'éco-parc tertiaire, ce qui permettra ainsi d'identifier le coût réel de l'activité économique.**

### *9.1.2.1.4 Avances de fonds remboursables du budget principal consenties au budget annexe ZAE*

Afin de permettre l'équilibre du budget annexe « Zones d'Activités Economiques » et dans l'objectif de financer les dépenses relatives à l'acquisition du foncier, la réalisation des travaux et des frais divers, des avances de fonds remboursables sont consenties par le budget principal : ce qui fait l'objet de remboursements au fil de la vente des terrains aménagés.

Au 31 décembre 2024, les avances consenties en attente de remboursement se chiffrent à un montant global de **2 313 170,31 €** se répartissant comme ci-après :

| <u>Objet</u>   | <u>Montant</u> |
|----------------|----------------|
| ECOPARC MADRID | 1 754 915,40 € |
| ZI des Grives  | 289 744,71 €   |
| VERS UAZ       | 42 273,00 €    |
| ZAE BALVAY     | 43 896,72 €    |
| Petit Martenex | 182 340,48 €   |

Au regard du budget primitif 2025, « Zones d'Activités Economiques », les avances de fonds remboursables de l'exercice 2025 suivantes devraient s'avérer nécessaires :

| <b>Objet</b>             | <b>Montant</b> |
|--------------------------|----------------|
| <u>ZAE Balvay</u>        | 11 491,83 €    |
| <u>Extension ZAE UAZ</u> | 380 000,00 €   |

⇒ Soit pour un total de **391 491,83 €** en recettes d'investissement au budget annexe ZAE (chapitre 16) et par conséquent en dépenses d'investissement au budget principal (chapitre 27) ;

Aussi, selon les ventes prévisionnelles de l'année 2025, il serait envisagé le remboursement des avances de fonds qui ont été consenties antérieurement comme ci-après au titre de l'année 2024 :

| <b>Objet</b>             | <b>Montant</b> |
|--------------------------|----------------|
| <b>Ecoparc de Madrid</b> | 820 274,30 €   |

⇒ Soit pour un total de **820 274,30 €** en dépenses d'investissement au budget annexe ZAE (chapitre 16) et par conséquent en recettes d'investissement au budget principal (chapitre 27) ;

Si ces montants sont amenés à être révisés à la hausse en dépenses, dans le courant de l'année 2025, une délibération modificative sera nécessaire afin de répondre au besoin de financement.

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

**Par 35 VOIX POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 102 ROUPIOZ Sylvia , 103 ZAMPARO Justine , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105 LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre (Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116 LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123 ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128 STABLEAUX Marie , 129 PERRUISSET Claude , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

## 5 ABSTENTIONS :

((112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER), 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel, 131 BONANSEA Monique, 132 TURK-SAVIGNY Eddie, 137 MUGNIER Joël))

- **AUTORISE d'une part l'octroi des avances de fonds remboursables du budget principal au profit du budget annexe**
- **AUTORISE d'autre part le remboursement des avances de fonds par le budget annexe ZAE au profit du budget principal.**

### 9.1.2.2 Immobilier d'Entreprise (Nomenclature M57)

#### 9.1.2.2.1 Affectation anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024

**Vu** les articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixent les règles de l'affectation des résultats ;

**Considérant** que les résultats peuvent être estimés avant l'adoption du compte administratif ;

**Considérant** que la reprise anticipée des résultats doit dès lors s'appuyer sur la procédure réglementaire suivante :

- Les différents éléments faisant l'objet de l'affectation des résultats en procédure normale (restes à réaliser, solde négatif des résultats de l'exercice antérieur, besoin de financement de la section d'investissement) doivent être repris en procédure de reprise anticipée des résultats.
- Les résultats doivent être repris dans leur totalité, la reprise partielle des résultats étant proscrite, même en reprise anticipée des résultats.

Dans l'attente de l'approbation du Compte de gestion 2024 et du vote du compte administratif 2024 du budget annexe Immobilier d'entreprise, il est possible de se prononcer sur l'affectation des résultats anticipés de 2024 selon les réalisations ci-après de l'exercice :

| RESULTAT DE L'EXERCICE |              |             |                                             |                              |           |
|------------------------|--------------|-------------|---------------------------------------------|------------------------------|-----------|
|                        | Mandats émis | Titres émis | Reprise résultats exercice antérieur<br>(1) | Résultat ou solde (A)<br>(1) |           |
| TOTAL DU BUDGET        | 0,00         | 0,00        | 17 707,93                                   | A1                           | 17 707,93 |
| Investissement         | 0,00         | 0,00        | (2) 1 025,67                                | A2                           | 1 025,67  |
| Dont 1068              |              | 0,00        |                                             |                              |           |
| Fonctionnement         | 0,00         | 0,00        | (3) 16 682,26                               | A3                           | 16 682,26 |

| RESTES A REALISER (4) |          |      |          |                  |         |
|-----------------------|----------|------|----------|------------------|---------|
|                       | Dépenses |      | Recettes | Solde (B)<br>(5) |         |
| TOTAL des RAR         | I + II   | 0,00 | III + IV | 0,00             | B1 0,00 |
| Investissement        | I        | 0,00 | III      | 0,00             | B2 0,00 |
| Fonctionnement        | II       | 0,00 | IV       | 0,00             | B3 0,00 |

| RESULTAT CUMULE = (A) + (B)<br>(6) |         |           |
|------------------------------------|---------|-----------|
| TOTAL                              | A1 + B1 | 17 707,93 |
| Investissement                     | A2 + B2 | 1 025,67  |
| Fonctionnement                     | A3 + B3 | 16 682,26 |

**Après en avoir délibéré,**

⇒ **Le conseil communautaire, à l'unanimité, DECIDE dans le cadre du budget primitif 2025 de :**

- **REPORTER à la section de fonctionnement l'excédent de 16 682 € 26 ;**
- **REPORTER à la section d'investissement, l'excédent de 1 025,67 €**

#### *9.1.2.2.2 Budget Primitif 2025 avec reprise anticipée des résultats de clôture 2024*

**Considérant** l'article L 1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que le budget primitif doit être voté avant le 15 avril de l'exercice dans les 10 semaines qui suivent le débat d'orientations budgétaires ;

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_014 du Conseil Communautaire en date du 24 février 2025 portant sur le débat d'orientations budgétaires 2025 ;

**Vu** la présentation du projet de budget primitif 2025 concernant le budget zone d'activités économiques, en date du 17 mars 2025, auprès des membres de la commission finances / prospective et le Bureau des maires ;

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_064 du Conseil Communautaire en date du 31 mars 2025 portant sur l'affectation anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024 du budget immobilier d'entreprise ;

**Entendue** la présentation par la Vice-Présidente chargée des Finances du projet de Budget Primitif 2025 du budget annexe Immobilier d'Entreprise ;

Il est rappelé que la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie est compétente en matière d'immobilier d'entreprises depuis la modification de ses statuts du 26 septembre 2016.

Cette compétence comprend :

- Construction, acquisition, aménagement, rénovation de bâtiments artisanaux, industriels ou commerciaux ainsi que réhabilitation de friches à vocation économique destinées à la location ou à la vente ;
- Création et gestion d'incubateurs, d'hôtels, de pépinières d'entreprises, d'ateliers relais ou d'espaces co-working ;
- Gestion d'une bourse des locaux d'entreprises disponibles ».

Aussi, dès l'exercice 2025, le budget immobilier d'entreprise aura vocation à porter la recette des loyers des baux à construction. Ce qui prendra effet à la signature de l'acte entre le bailleur et le preneur.

Pour se faire, un jeu d'écriture sera nécessaire telle que l'acquisition par le budget immobilier d'entreprises des terrains concernés qui auront fait l'objet d'aménagements par le budget zones d'activités économiques. Ce qui se traduira par une recette à la section de fonctionnement au budget Zone d'Activités Economiques au titre de la cession et une dépense d'investissement au budget immobilier d'entreprises au titre de l'acquisition.

Cet achat sera financé et équilibré au budget immobilier d'entreprises par le produit de la recette du bail à construction. Il conviendra notamment dans un second temps d'étaler la recette sur la durée du bail à construction : ce qui n'aura pas pour autant d'impact sur l'équilibre budgétaire au regard des écritures comptables à constater.

Le vote est alors détaillé au niveau du chapitre :

## DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chap.                                               | Libellé                                                        | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 011                                                 | Charges à caractère général (3)                                | 16 682,26                          | 0,00                  | 17 707,93                  | 17 707,93           | 17 707,93            |
| 012                                                 | Charges de personnel et frais assimilés (3)                    | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 014                                                 | Atténuations de produits                                       | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 016                                                 | APA                                                            | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 017                                                 | RSA / Régularisations de RMI                                   | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 65                                                  | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)             | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 6586                                                | Frais fonctionnement des groupes d'élus                        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>       |                                                                | <b>16 682,26</b>                   | <b>0,00</b>           | <b>17 707,93</b>           | <b>17 707,93</b>    | <b>17 707,93</b>     |
| 66                                                  | Charges financières                                            | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 67                                                  | Charges spécifiques (3)                                        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 68                                                  | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3) | 0,00                               |                       | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b> |                                                                | <b>16 682,26</b>                   | <b>0,00</b>           | <b>17 707,93</b>           | <b>17 707,93</b>    | <b>17 707,93</b>     |

|                                                     |                                                 |             |  |                 |                 |                 |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------|--|-----------------|-----------------|-----------------|
| 023                                                 | Virement à la section d'investissement (4)      | 0,00        |  | 8 994,13        | 8 994,13        | 8 994,13        |
| 042                                                 | Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) | 0,00        |  | 0,00            | 0,00            | 0,00            |
| 043                                                 | Opérations ordre intérieur de la section (4)    | 0,00        |  | 0,00            | 0,00            | 0,00            |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b> |                                                 | <b>0,00</b> |  | <b>8 994,13</b> | <b>8 994,13</b> | <b>8 994,13</b> |

|                                                      |                  |             |                  |                  |                  |
|------------------------------------------------------|------------------|-------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>TOTAL</b>                                         | <b>16 682,26</b> | <b>0,00</b> | <b>26 702,06</b> | <b>26 702,06</b> | <b>26 702,06</b> |
|                                                      |                  |             |                  |                  | +                |
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>            |                  |             |                  |                  | <b>0,00</b>      |
|                                                      |                  |             |                  |                  | =                |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |                  |             |                  |                  | <b>26 702,06</b> |

## RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chap.                                               | Libellé                                                      | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 013                                                 | Atténuations de charges (3)                                  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 016                                                 | APA                                                          | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 017                                                 | RSA / Régularisations de RMI                                 | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 70                                                  | Prod. services, domaine, ventes diverses                     | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 73                                                  | Impôts et taxes (sauf le 731)                                | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 731                                                 | Fiscalité locale                                             | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 74                                                  | Dotations et participations (3)                              | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 75                                                  | Autres produits de gestion courante (3)                      | 0,00                               | 0,00                  | 10 019,80                  | 10 019,80           | 10 019,80            |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>       |                                                              | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>           | <b>10 019,80</b>           | <b>10 019,80</b>    | <b>10 019,80</b>     |
| 76                                                  | Produits financiers                                          | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 77                                                  | Produits spécifiques (3)                                     | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 78                                                  | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3) | 0,00                               |                       | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b> |                                                              | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>           | <b>10 019,80</b>           | <b>10 019,80</b>    | <b>10 019,80</b>     |

|                                                     |                                                 |             |  |             |             |             |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------|--|-------------|-------------|-------------|
| 042                                                 | Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) | 0,00        |  | 0,00        | 0,00        | 0,00        |
| 043                                                 | Opérations ordre intérieur de la section (4)    | 0,00        |  | 0,00        | 0,00        | 0,00        |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b> |                                                 | <b>0,00</b> |  | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> |

|                                                      |             |             |                  |                  |                  |
|------------------------------------------------------|-------------|-------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>TOTAL</b>                                         | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>10 019,80</b> | <b>10 019,80</b> | <b>10 019,80</b> |
|                                                      |             |             |                  |                  | +                |
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>            |             |             |                  |                  | <b>16 682,26</b> |
|                                                      |             |             |                  |                  | =                |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |             |             |                  |                  | <b>26 702,06</b> |

## DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

| Chap.                                              | Libellé                                                                | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 018                                                | RSA                                                                    | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 20                                                 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3) | 101 025,67                         | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 204                                                | Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 21                                                 | Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)                 | 1 500 000,00                       | 0,00                  | 500 990,00                 | 500 990,00          | 500 990,00           |
| 22                                                 | Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)   | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 23                                                 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>             |                                                                        | <b>1 601 025,67</b>                | <b>0,00</b>           | <b>500 990,00</b>          | <b>500 990,00</b>   | <b>500 990,00</b>    |
| 10                                                 | Dotations, fonds divers et réserves                                    | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 13                                                 | Subventions d'investissement (3)                                       | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées                                          | 0,00                               | 0,00                  | 10 019,80                  | 10 019,80           | 10 019,80            |
| 18                                                 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)                           | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 26                                                 | Participations et créances rattachées                                  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 27                                                 | Autres immobilisations financières (3)                                 | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses financières</b>              |                                                                        | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>           | <b>10 019,80</b>           | <b>10 019,80</b>    | <b>10 019,80</b>     |
| 45...                                              | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)                        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> |                                                                        | <b>1 601 025,67</b>                | <b>0,00</b>           | <b>511 009,80</b>          | <b>511 009,80</b>   | <b>511 009,80</b>    |

|                                                    |                                             |             |  |             |             |             |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------|-------------|--|-------------|-------------|-------------|
| 040                                                | Opérations ordre transf. entre sections (7) | 0,00        |  | 0,00        | 0,00        | 0,00        |
| 041                                                | Opérations patrimoniales (7)                | 0,00        |  | 0,00        | 0,00        | 0,00        |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> |                                             | <b>0,00</b> |  | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> |

|                                                            |                     |             |                   |                   |                   |
|------------------------------------------------------------|---------------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>TOTAL</b>                                               | <b>1 601 025,67</b> | <b>0,00</b> | <b>511 009,80</b> | <b>511 009,80</b> | <b>511 009,80</b> |
|                                                            |                     |             |                   |                   |                   |
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b> |                     |             |                   |                   |                   |
|                                                            |                     |             |                   |                   |                   |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>        |                     |             |                   |                   |                   |
|                                                            |                     |             |                   |                   |                   |
| <b>511 009,80</b>                                          |                     |             |                   |                   |                   |

## RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

| Chap.                                              | Libellé                                                 | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 018                                                | RSA                                                     | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 13                                                 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3) | 1 600 000,00                       | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées (4)                       | 0,00                               | 0,00                  | 500 990,00                 | 500 990,00          | 500 990,00           |
| 20                                                 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)         | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 204                                                | Subventions d'équipement versées (3) (13)               | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 21                                                 | Immobilisations corporelles (3)                         | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 22                                                 | Immobilisations reçues en affectation (3) (5)           | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 23                                                 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)                | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>             |                                                         | <b>1 600 000,00</b>                | <b>0,00</b>           | <b>500 990,00</b>          | <b>500 990,00</b>   | <b>500 990,00</b>    |
| 10                                                 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)         | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 1068                                               | Excédents de fonctionnement capitalisés (6)             | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 138                                                | Autres subventions invest. non transf. (3) (7)          | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées                           | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 18                                                 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)            | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 26                                                 | Participations et créances rattachées                   | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 27                                                 | Autres immobilisations financières (3)                  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 024                                                | Produits des cessions d'immobilisations                 | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes financières</b>              |                                                         | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>          |
| 45...                                              | Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)      | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> |                                                         | <b>1 600 000,00</b>                | <b>0,00</b>           | <b>500 990,00</b>          | <b>500 990,00</b>   | <b>500 990,00</b>    |

|                                                    |                                                   |             |  |                 |                 |                 |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------|--|-----------------|-----------------|-----------------|
| 021                                                | Virement de la section de fonctionnement (10)     | 0,00        |  | 8 994,13        | 8 994,13        | 8 994,13        |
| 040                                                | Opérations ordre transf. entre sections (10) (11) | 0,00        |  | 0,00            | 0,00            | 0,00            |
| 041                                                | Opérations patrimoniales (10)                     | 0,00        |  | 0,00            | 0,00            | 0,00            |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> |                                                   | <b>0,00</b> |  | <b>8 994,13</b> | <b>8 994,13</b> | <b>8 994,13</b> |

|                                                            |                     |             |                   |                   |                   |
|------------------------------------------------------------|---------------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>TOTAL</b>                                               | <b>1 600 000,00</b> | <b>0,00</b> | <b>509 984,13</b> | <b>509 984,13</b> | <b>509 984,13</b> |
|                                                            |                     |             |                   |                   |                   |
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> |                     |             |                   |                   |                   |
|                                                            |                     |             |                   |                   |                   |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>        |                     |             |                   |                   |                   |
|                                                            |                     |             |                   |                   |                   |
| <b>511 009,80</b>                                          |                     |             |                   |                   |                   |

**Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY souhaite savoir si ce budget est soumis à TVA ?**

**Madame Marie GIVEL lui confirme que oui.**

**Après en avoir délibéré,**

⇒ **Le conseil communautaire, à l'unanimité :**

- **VOTE le budget primitif 2025 'Immobilier d'Entreprise' en Hors Taxe par chapitre pour la section de fonctionnement, de même que par chapitre pour la section d'investissement avec reprise anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024 ;**
- **AUTORISE le Président à faire des virements de crédits au titre de la fongibilité des crédits et ainsi lui permettre de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses du personnel, dans la limite de 7.5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement).**

#### 9.1.2.3 Elimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés (Nomenclature M57)

##### 9.1.2.3.1 Affectation anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024

**Vu** les articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixent les règles de l'affectation des résultats ;

**Considérant** que les résultats peuvent être estimés avant l'adoption du compte administratif ;

**Considérant** que la reprise anticipée des résultats doit dès lors s'appuyer sur la procédure réglementaire suivante :

- Les différents éléments faisant l'objet de l'affectation des résultats en procédure normale (restes à réaliser, solde négatif des résultats de l'exercice antérieur, besoin de financement de la section d'investissement) doivent être repris en procédure de reprise anticipée des résultats.
- Les résultats doivent être repris dans leur totalité, la reprise partielle des résultats étant proscrite, même en reprise anticipée des résultats.

Dans l'attente de l'approbation du Compte de gestion 2024 et du vote du compte administratif 2024 du budget annexe élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés, il est proposé de se prononcer sur l'affectation provisoire des résultats anticipés de 2024 selon les réalisations ci-après de l'exercice :

| RESULTAT DE L'EXERCICE |              |              |                                             |                              |
|------------------------|--------------|--------------|---------------------------------------------|------------------------------|
|                        | Mandats émis | Titres émis  | Reprise résultats exercice antérieur<br>(1) | Résultat ou solde (A)<br>(1) |
| TOTAL DU BUDGET        | 5 935 671,31 | 6 477 703,72 | 1 334 419,26                                | A1 1 876 451,67              |
| Investissement         | 949 349,89   | 1 428 215,03 | (2) 333 186,67                              | A2 812 051,81                |
| Dont 1068              |              | 453 497,86   |                                             |                              |
| Fonctionnement         | 4 986 321,42 | 5 049 488,69 | (3) 1 001 232,59                            | A3 1 064 399,86              |

| RESTES A REALISER (4) |                   |                     |    |                  |
|-----------------------|-------------------|---------------------|----|------------------|
|                       | Dépenses          | Recettes            |    | Solde (B)<br>(5) |
| TOTAL des RAR         | I + II 927 714,62 | III + IV 149 302,24 | B1 | -778 412,38      |
| Investissement        | I 919 321,73      | III 149 302,24      | B2 | -770 019,49      |
| Fonctionnement        | II 8 392,89       | IV 0,00             | B3 | -8 392,89        |

| RESULTAT CUMULE = (A) + (B)<br>(6) |         |              |
|------------------------------------|---------|--------------|
| TOTAL                              | A1 + B1 | 1 098 039,29 |
| Investissement                     | A2 + B2 | 42 032,32    |
| Fonctionnement                     | A3 + B3 | 1 056 006,97 |

Le **résultat de clôture au 31 décembre 2024 de la section de fonctionnement** est chiffré à un excédent de 1 064 399,86 € auquel il convient d'intégrer les restes à réaliser en dépenses pour 8 392,89 €.

Le **résultat de clôture au 31 décembre 2024 de la section d'investissement** se chiffre à un excédent de 812 051,81 € auquel il convient d'intégrer les restes à réaliser en dépenses pour 919 321,73 € et de 149 302,24 € en recettes.

Après en avoir délibéré,

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, DECIDE dans le cadre du budget primitif 2025 de :**

- **REPORTER à la section de fonctionnement un résultat excédentaire de 1 064 399,86 € et reprendre notamment à la section de fonctionnement les restes à réaliser en dépenses pour 8 392,89 €.**
- **REPORTER à la section d'investissement un résultat excédentaire de 812 051,81 € ainsi que les restes à réaliser de 919 321,73 € en dépenses et 149 302,24 € en recettes.**
- ⇒ **Ce report anticipé des résultats fera l'objet par la suite d'une seconde délibération pour une affectation définitive après adoption du compte de gestion de l'année 2024 et du compte administratif 2024.**

#### *9.1.2.3.2 Budget Primitif 2025 avec reprise anticipée des résultats de clôture 2024*

**Considérant** l'article L 1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que le budget primitif doit être voté avant le 15 avril de l'exercice dans les 10 semaines qui suivent le débat d'orientations budgétaires ;

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_014 du Conseil Communautaire en date du 24 février 2025 portant sur le débat d'orientations budgétaires 2025 ;

**Vu** la présentation du projet de budget primitif 2025 concernant le budget élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés, en date du 17 mars 2025 auprès des membres de la commission finances / prospective et du Bureau des maires ;

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_066 du Conseil Communautaire en date du 31 mars 2025 portant sur l'affectation anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024 du budget Elimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés ;

**Entendu** la présentation par la Vice-Présidente chargée des Finances du projet de Budget Primitif 2025 du budget annexe élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés ;

Le vote est alors détaillé au niveau du chapitre :

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

| Chap.                                               | Libellé                                                        | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 011                                                 | Charges à caractère général (3)                                | 3 536 081,70                       | 8 392,89              | 3 395 360,00               | 3 395 360,00        | 3 403 752,89         |
| 012                                                 | Charges de personnel et frais assimilés (3)                    | 946 500,00                         | 0,00                  | 1 155 848,00               | 1 155 848,00        | 1 155 848,00         |
| 014                                                 | Atténuations de produits                                       | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 016                                                 | APA                                                            | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 017                                                 | RSA / Régularisations de RMI                                   | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 65                                                  | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)             | 100,00                             | 0,00                  | 7 050,00                   | 7 050,00            | 7 050,00             |
| 6586                                                | Frais fonctionnement des groupes d'élus                        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>       |                                                                | <b>4 482 681,70</b>                | <b>8 392,89</b>       | <b>4 558 258,00</b>        | <b>4 558 258,00</b> | <b>4 566 650,89</b>  |
| 66                                                  | Charges financières                                            | 17 865,67                          | 0,00                  | 15 397,55                  | 15 397,55           | 15 397,55            |
| 67                                                  | Charges spécifiques (3)                                        | 0,00                               | 0,00                  | 600,00                     | 600,00              | 600,00               |
| 68                                                  | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3) | 76 000,00                          |                       | 4 000,00                   | 4 000,00            | 4 000,00             |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b> |                                                                | <b>4 576 547,37</b>                | <b>8 392,89</b>       | <b>4 578 255,55</b>        | <b>4 578 255,55</b> | <b>4 586 648,44</b>  |

|                                                     |                                                 |                     |  |                     |                     |                     |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| 023                                                 | Virement à la section d'investissement (4)      | 351 685,04          |  | 918 105,59          | 918 105,59          | 918 105,59          |
| 042                                                 | Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) | 915 573,54          |  | 1 087 765,39        | 1 087 765,39        | 1 087 765,39        |
| 043                                                 | Opérations ordre intérieur de la section (4)    | 0,00                |  | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b> |                                                 | <b>1 267 258,58</b> |  | <b>2 005 870,98</b> | <b>2 005 870,98</b> | <b>2 005 870,98</b> |

|              |                     |                 |                     |                     |                     |
|--------------|---------------------|-----------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>5 843 805,95</b> | <b>8 392,89</b> | <b>6 584 126,53</b> | <b>6 584 126,53</b> | <b>6 592 519,42</b> |
|--------------|---------------------|-----------------|---------------------|---------------------|---------------------|

|                                           |  |  |  |  |  |             |
|-------------------------------------------|--|--|--|--|--|-------------|
|                                           |  |  |  |  |  | +           |
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> |  |  |  |  |  | <b>0,00</b> |

|                                                      |  |  |  |  |  |                     |
|------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|---------------------|
|                                                      |  |  |  |  |  | =                   |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |  |  |  |  |  | <b>6 592 519,42</b> |

## RECETTES

| Chap.                                               | Libellé                                                      | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 013                                                 | Atténuations de charges (3)                                  | 0,00                               | 0,00                  | 5 000,00                   | 5 000,00            | 5 000,00             |
| 016                                                 | APA                                                          | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 017                                                 | RSA / Régularisations de RMI                                 | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 70                                                  | Prod. services, domaine, ventes diverses                     | 442 180,00                         | 0,00                  | 477 980,00                 | 477 980,00          | 477 980,00           |
| 73                                                  | Impôts et taxes (sauf le 731)                                | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 731                                                 | Fiscalité locale                                             | 4 216 941,00                       | 0,00                  | 4 435 893,00               | 4 435 893,00        | 4 435 893,00         |
| 74                                                  | Dotations et participations (3)                              | 74 480,00                          | 0,00                  | 68 083,22                  | 68 083,22           | 68 083,22            |
| 75                                                  | Autres produits de gestion courante (3)                      | 13 000,00                          | 0,00                  | 310 000,00                 | 310 000,00          | 310 000,00           |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>       |                                                              | <b>4 746 601,00</b>                | <b>0,00</b>           | <b>5 296 956,22</b>        | <b>5 296 956,22</b> | <b>5 296 956,22</b>  |
| 76                                                  | Produits financiers                                          | 1 361,36                           | 0,00                  | 1 163,34                   | 1 163,34            | 1 163,34             |
| 77                                                  | Produits spécifiques (3)                                     | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 78                                                  | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3) | 0,00                               |                       | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b> |                                                              | <b>4 747 962,36</b>                | <b>0,00</b>           | <b>5 298 119,56</b>        | <b>5 298 119,56</b> | <b>5 298 119,56</b>  |

|                                                     |                                                 |                   |  |                   |                   |                   |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| 042                                                 | Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) | 230 000,00        |  | 230 000,00        | 230 000,00        | 230 000,00        |
| 043                                                 | Opérations ordre intérieur de la section (4)    | 0,00              |  | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b> |                                                 | <b>230 000,00</b> |  | <b>230 000,00</b> | <b>230 000,00</b> | <b>230 000,00</b> |

|              |                     |             |                     |                     |                     |
|--------------|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>4 977 962,36</b> | <b>0,00</b> | <b>5 528 119,56</b> | <b>5 528 119,56</b> | <b>5 528 119,56</b> |
|--------------|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|---------------------|

|                                           |  |  |  |  |  |                     |
|-------------------------------------------|--|--|--|--|--|---------------------|
|                                           |  |  |  |  |  | +                   |
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> |  |  |  |  |  | <b>1 064 399,86</b> |

|                                                      |  |  |  |  |  |                     |
|------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|---------------------|
|                                                      |  |  |  |  |  | =                   |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |  |  |  |  |  | <b>6 592 519,42</b> |

## SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

| Chap.                                                      | Libellé                                                                | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 018                                                        | RSA                                                                    | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 20                                                         | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3) | 324,00                             | 0,00                  | 3 300,00                   | 3 300,00            | 3 300,00             |
| 204                                                        | Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 21                                                         | Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)                 | 2 031 881,19                       | 919 321,73            | 2 007 589,51               | 2 007 589,51        | 2 926 911,24         |
| 22                                                         | Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)   | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 23                                                         | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>                     |                                                                        | <b>2 032 205,19</b>                | <b>919 321,73</b>     | <b>2 010 889,51</b>        | <b>2 010 889,51</b> | <b>2 930 211,24</b>  |
| 10                                                         | Dotations, fonds divers et réserves                                    | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 13                                                         | Subventions d'investissement (3)                                       | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 16                                                         | Emprunts et dettes assimilées                                          | 193 794,84                         | 0,00                  | 193 794,84                 | 193 794,84          | 193 794,84           |
| 18                                                         | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)                           | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 26                                                         | Participations et créances rattachées                                  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 27                                                         | Autres immobilisations financières (3)                                 | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses financières</b>                      |                                                                        | <b>193 794,84</b>                  | <b>0,00</b>           | <b>193 794,84</b>          | <b>193 794,84</b>   | <b>193 794,84</b>    |
| 45...                                                      | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)                        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>         |                                                                        | <b>2 226 000,03</b>                | <b>919 321,73</b>     | <b>2 204 684,35</b>        | <b>2 204 684,35</b> | <b>3 124 006,08</b>  |
|                                                            |                                                                        |                                    |                       |                            |                     |                      |
| 040                                                        | Opérations ordre transf. entre sections (7)                            | 230 000,00                         |                       | 230 000,00                 | 230 000,00          | 230 000,00           |
| 041                                                        | Opérations patrimoniales (7)                                           | 0,00                               |                       | 2 052,00                   | 2 052,00            | 2 052,00             |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>         |                                                                        | <b>230 000,00</b>                  |                       | <b>232 052,00</b>          | <b>232 052,00</b>   | <b>232 052,00</b>    |
|                                                            |                                                                        |                                    |                       |                            |                     |                      |
| <b>TOTAL</b>                                               |                                                                        | <b>2 456 000,03</b>                | <b>919 321,73</b>     | <b>2 436 736,35</b>        | <b>2 436 736,35</b> | <b>3 356 058,08</b>  |
|                                                            |                                                                        |                                    |                       |                            |                     | <b>+</b>             |
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b> |                                                                        |                                    |                       |                            |                     | <b>0,00</b>          |
|                                                            |                                                                        |                                    |                       |                            |                     | <b>=</b>             |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>        |                                                                        |                                    |                       |                            |                     | <b>3 356 058,08</b>  |

## RECETTES

| Chap.                                                      | Libellé                                                 | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 018                                                        | RSA                                                     | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 13                                                         | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3) | 126 091,24                         | 149 302,24            | 29 914,37                  | 29 914,37           | 179 216,61           |
| 16                                                         | Emprunts et dettes assimilées (4)                       | 11 786,68                          | 0,00                  | 11 786,68                  | 11 786,68           | 11 786,68            |
| 20                                                         | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)         | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 204                                                        | Subventions d'équipement versées (3) (13)               | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 21                                                         | Immobilisations corporelles (3)                         | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 22                                                         | Immobilisations reçues en affectation (3) (5)           | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 23                                                         | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)                | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>                     |                                                         | <b>137 877,92</b>                  | <b>149 302,24</b>     | <b>41 701,05</b>           | <b>41 701,05</b>    | <b>191 003,29</b>    |
| 10                                                         | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)         | 264 179,00                         | 0,00                  | 312 580,00                 | 312 580,00          | 312 580,00           |
| 1068                                                       | Excédents de fonctionnement capitalisés (6)             | 453 497,86                         | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 138                                                        | Autres subventions invest. non transf. (3) (7)          | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 16                                                         | Emprunts et dettes assimilées                           | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 18                                                         | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)            | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 26                                                         | Participations et créances rattachées                   | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 27                                                         | Autres immobilisations financières (3)                  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 024                                                        | Produits des cessions d'immobilisations                 | 0,00                               | 0,00                  | 32 500,00                  | 32 500,00           | 32 500,00            |
| <b>Total des recettes financières</b>                      |                                                         | <b>717 676,86</b>                  | <b>0,00</b>           | <b>345 080,00</b>          | <b>345 080,00</b>   | <b>345 080,00</b>    |
| 45...                                                      | Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)      | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes réelles d'investissement</b>         |                                                         | <b>855 554,78</b>                  | <b>149 302,24</b>     | <b>386 781,05</b>          | <b>386 781,05</b>   | <b>536 083,29</b>    |
|                                                            |                                                         |                                    |                       |                            |                     |                      |
| 021                                                        | Virement de la section de fonctionnement (10)           | 351 685,04                         |                       | 918 105,59                 | 918 105,59          | 918 105,59           |
| 040                                                        | Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)       | 915 573,54                         |                       | 1 087 765,39               | 1 087 765,39        | 1 087 765,39         |
| 041                                                        | Opérations patrimoniales (10)                           | 0,00                               |                       | 2 052,00                   | 2 052,00            | 2 052,00             |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>         |                                                         | <b>1 267 258,58</b>                |                       | <b>2 007 922,98</b>        | <b>2 007 922,98</b> | <b>2 007 922,98</b>  |
|                                                            |                                                         |                                    |                       |                            |                     |                      |
| <b>TOTAL</b>                                               |                                                         | <b>2 122 813,36</b>                | <b>149 302,24</b>     | <b>2 394 704,03</b>        | <b>2 394 704,03</b> | <b>2 544 006,27</b>  |
|                                                            |                                                         |                                    |                       |                            |                     | <b>+</b>             |
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> |                                                         |                                    |                       |                            |                     | <b>812 051,81</b>    |
|                                                            |                                                         |                                    |                       |                            |                     | <b>=</b>             |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>        |                                                         |                                    |                       |                            |                     | <b>3 356 058,08</b>  |

Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **VOTE le budget primitif 2025 de Traitement et élimination des déchets ménagers et assimilés avec reprise anticipée des résultats de clôture 2024 :**
  - par chapitre pour la section de fonctionnement,
  - par chapitre pour la section d'investissement,
- **AUTORISE le Président à faire des virements de crédits au titre de la fongibilité des crédits et ainsi lui permettre de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses du personnel, dans la limite de 7.5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) ;**

*9.1.2.3.3 Fiscalité : Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) - (Etat fiscal 1259 – TEOM réceptionné le 27 mars 2025)*

Il est rappelé qu'à la suite d'une étude de faisabilité technique, financière et organisationnelle sur le périmètre de la compétence Déchets, un scénario d'organisation a été validé au Conseil Communautaire du 30 septembre 2024 (Délibération 2024\_DEL\_141) consistant à la reprise des activités de collecte sélective et de pré-collecte dès 2025, avec une organisation sous forme de prestations de service.

Aussi, il a été décidé par délibération 2024\_DEL\_140 du 30 septembre 2024 d'engager des négociations avec le SIVALOR et le SILA, en vue d'un transfert du traitement au SILA, à compter de 2026.

Les données budgétaires 2025 et la prospective financière de 2026 à 2028, qui demanderont à être mises à jour au fil de l'eau, ont été élaborées selon ces grands principes.

Tout ajustement sera malgré tout déterminant pour la suite afin de définir les évolutions du besoin fiscal passé 2025.

Au regard des bases fiscales prévisionnelles 2025 et du produit fiscal attendu de 4 435 893 €, le taux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères est proposé à 11.30 % à hauteur du taux de TEOM adopté en 2024.

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, DECIDE dans le cadre du budget primitif 2025 :**

- **De fixer le taux de la TEOM à 11.30 % au titre de l'année 2025 au regard des bases prévisionnelles 2025 de 39 255 686 € et du produit fiscal attendu de 4 435 893 €.**

*9.1.2.4 Transports Scolaires*

*9.1.2.4.1 Affectation anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024*

**Vu** les articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixent les règles de l'affectation des résultats ;

**Considérant** que les résultats peuvent être estimés avant l'adoption du compte administratif ;

**Considérant** que la reprise anticipée des résultats doit dès lors s'appuyer sur la procédure réglementaire suivante :

- Les différents éléments faisant l'objet de l'affectation des résultats en procédure normale (restes à réaliser, solde négatif des résultats de l'exercice antérieur, besoin de financement de la section d'investissement) doivent être repris en procédure de reprise anticipée des résultats.
- Les résultats doivent être repris dans leur totalité, la reprise partielle des résultats étant proscrite, même en reprise anticipée des résultats.

Dans l'attente de l'approbation du Compte de gestion 2024 et du vote du compte administratif 2024 du budget annexe transports scolaires, il est possible de se prononcer sur l'affectation anticipée des résultats de 2024 selon les réalisations ci-après de l'exercice :

| RESULTAT DE L'EXERCICE |              |              |                                             |                              |
|------------------------|--------------|--------------|---------------------------------------------|------------------------------|
|                        | Mandats émis | Titres émis  | Reprise résultats exercice antérieur<br>(1) | Résultat ou solde (A)<br>(1) |
| TOTAL DU BUDGET        | 2 469 321,21 | 2 324 814,45 | 51 689,84                                   | A1 -92 816,92                |
| Investissement         | 10 009,53    | 24 811,68    | (2) 51 689,84                               | A2 66 491,99                 |
| Dont 1068              |              | 0,00         |                                             |                              |
| Fonctionnement         | 2 459 311,68 | 2 300 002,77 | (3) 0,00                                    | A3 -159 308,91               |

| RESTES A REALISER (4) |          |          |      |                  |
|-----------------------|----------|----------|------|------------------|
|                       | Dépenses | Recettes |      | Solde (B)<br>(5) |
| TOTAL des RAR         | I + II   | III + IV | 0,00 | B1 0,00          |
| Investissement        | I        | III      | 0,00 | B2 0,00          |
| Fonctionnement        | II       | IV       | 0,00 | B3 0,00          |

| RESULTAT CUMULE = (A) + (B)<br>(6) |         |             |
|------------------------------------|---------|-------------|
| TOTAL                              | A1 + B1 | -92 816,92  |
| Investissement                     | A2 + B2 | 66 491,99   |
| Fonctionnement                     | A3 + B3 | -159 308,91 |

Au vu des résultats de clôture 2024 qui demandent à être confirmés par le compte de gestion,

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, DECIDE dans le cadre du budget primitif 2025 :**

**Par 39 Voix POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 103 ZAMPARO Justine , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre(Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMANJean-michel , 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETETBéatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116 LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118BOICHET-PASSICOS Christine , 119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLETMichaël , 122 CHARVIER Florence , 123 ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge ,128 STABLEAUX Marie , 129 PERRUISSET Claude , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 137MUGNIER Joël , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

**ET 1 ABSTENTION**

(102 ROUPIOZ Sylvia)

• **De REPORTER :**

- **D'une part, le résultat de clôture déficitaire de la section de fonctionnement à hauteur de 159 308,91 € ;**
  - **D'autre part, le résultat excédentaire de clôture au 31 décembre 2024 de la section d'investissement de 66 491,99 €.**
- ⇒ **Ce report anticipé des résultats fera l'objet par la suite d'une seconde délibération pour une affectation définitive après adoption du compte de gestion de l'année 2024 et du compte administratif 2024.**

*9.1.2.4.2 Budget Primitif 2025 avec reprise anticipée des résultats de clôture 2024  
(Nomenclature M57)*

**Considérant** l'article L 1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que le budget primitif doit être voté avant le 15 avril de l'exercice dans les 10 semaines qui suivent le débat d'orientations budgétaires ;  
**Vu** la délibération 2025\_DEL\_014 du Conseil Communautaire en date du 24 février 2025 portant sur le débat d'orientations budgétaires 2025 ;

**Vu** la présentation du projet de budget primitif 2024 concernant le budget Transports Scolaires, en date du 17 mars 2025, auprès des membres de la commission finances / prospective et du Bureau des maires ;

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_069 du Conseil Communautaire en date du 31 mars 2025 portant sur l'affectation anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024 du budget Transports Scolaires ;

**Entendue** la présentation par la Vice-Présidente chargée des Finances du projet de Budget Primitif 2025 du budget annexe transports scolaires ;

Le vote est alors détaillé au niveau du chapitre :

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

| Chap.                                               | Libellé                                                        | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 011                                                 | Charges à caractère général (3)                                | 2 480 757,00                       | 0,00                  | 2 238 271,00               | 2 238 271,00        | 2 238 271,00         |
| 012                                                 | Charges de personnel et frais assimilés (3)                    | 100 400,00                         | 0,00                  | 193 028,00                 | 193 028,00          | 193 028,00           |
| 014                                                 | Atténuations de produits                                       | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 016                                                 | APA                                                            | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 017                                                 | RSA / Régularisations de RMI                                   | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 65                                                  | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)             | 3 510,00                           | 0,00                  | 3 510,00                   | 3 510,00            | 3 510,00             |
| 6586                                                | Frais fonctionnement des groupes d'élus                        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>       |                                                                | <b>2 584 667,00</b>                | <b>0,00</b>           | <b>2 434 809,00</b>        | <b>2 434 809,00</b> | <b>2 434 809,00</b>  |
| 66                                                  | Charges financières                                            | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 67                                                  | Charges spécifiques (3)                                        | 500,00                             | 0,00                  | 500,00                     | 500,00              | 500,00               |
| 68                                                  | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3) | 800,00                             |                       | 800,00                     | 800,00              | 800,00               |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b> |                                                                | <b>2 585 967,00</b>                | <b>0,00</b>           | <b>2 436 109,00</b>        | <b>2 436 109,00</b> | <b>2 436 109,00</b>  |

|                                                     |                                                 |                  |  |                  |                  |                  |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------|--|------------------|------------------|------------------|
| 023                                                 | Virement à la section d'investissement (4)      | 0,00             |  | 0,00             | 0,00             | 0,00             |
| 042                                                 | Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) | 24 066,00        |  | 24 700,00        | 24 700,00        | 24 700,00        |
| 043                                                 | Opérations ordre intérieur de la section (4)    | 0,00             |  | 0,00             | 0,00             | 0,00             |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b> |                                                 | <b>24 066,00</b> |  | <b>24 700,00</b> | <b>24 700,00</b> | <b>24 700,00</b> |

|                                                      |                     |             |                     |                     |                     |                     |
|------------------------------------------------------|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>TOTAL</b>                                         | <b>2 610 033,00</b> | <b>0,00</b> | <b>2 460 809,00</b> | <b>2 460 809,00</b> | <b>2 460 809,00</b> | <b>+</b>            |
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>            |                     |             |                     |                     |                     | <b>159 308,91</b>   |
|                                                      |                     |             |                     |                     |                     | <b>=</b>            |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |                     |             |                     |                     |                     | <b>2 620 117,91</b> |

## RECETTES

| Chap.                                               | Libellé                                                      | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 013                                                 | Atténuations de charges (3)                                  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 016                                                 | APA                                                          | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 017                                                 | RSA / Régularisations de RMI                                 | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 70                                                  | Prod. services, domaine, ventes diverses                     | 253 866,00                         | 0,00                  | 246 226,00                 | 246 226,00          | 246 226,00           |
| 73                                                  | Impôts et taxes (sauf le 731)                                | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 731                                                 | Fiscalité locale                                             | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 74                                                  | Dotations et participations (3)                              | 1 176 969,00                       | 0,00                  | 1 134 971,00               | 1 134 971,00        | 1 134 971,00         |
| 75                                                  | Autres produits de gestion courante (3)                      | 1 256 065,00                       | 0,00                  | 1 238 920,91               | 1 238 920,91        | 1 238 920,91         |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>       |                                                              | <b>2 686 900,00</b>                | <b>0,00</b>           | <b>2 620 117,91</b>        | <b>2 620 117,91</b> | <b>2 620 117,91</b>  |
| 76                                                  | Produits financiers                                          | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 77                                                  | Produits spécifiques (3)                                     | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 78                                                  | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3) | 0,00                               |                       | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b> |                                                              | <b>2 686 900,00</b>                | <b>0,00</b>           | <b>2 620 117,91</b>        | <b>2 620 117,91</b> | <b>2 620 117,91</b>  |

|                                                     |                                                 |               |  |             |             |             |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------|--|-------------|-------------|-------------|
| 042                                                 | Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) | 610,00        |  | 0,00        | 0,00        | 0,00        |
| 043                                                 | Opérations ordre intérieur de la section (4)    | 0,00          |  | 0,00        | 0,00        | 0,00        |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b> |                                                 | <b>610,00</b> |  | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> |

|                                                      |                     |             |                     |                     |                     |                     |
|------------------------------------------------------|---------------------|-------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>TOTAL</b>                                         | <b>2 687 510,00</b> | <b>0,00</b> | <b>2 620 117,91</b> | <b>2 620 117,91</b> | <b>2 620 117,91</b> | <b>+</b>            |
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>            |                     |             |                     |                     |                     | <b>0,00</b>         |
|                                                      |                     |             |                     |                     |                     | <b>=</b>            |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |                     |             |                     |                     |                     | <b>2 620 117,91</b> |

## SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

| Chap.                                              | Libellé                                                                | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 018                                                | RSA                                                                    | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 20                                                 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3) | 9 120,60                           | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 204                                                | Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 21                                                 | Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)                 | 5 000,00                           | 0,00                  | 26 000,00                  | 26 000,00           | 26 000,00            |
| 22                                                 | Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)   | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 23                                                 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>             |                                                                        | <b>14 120,60</b>                   | <b>0,00</b>           | <b>26 000,00</b>           | <b>26 000,00</b>    | <b>26 000,00</b>     |
| 10                                                 | Dotations, fonds divers et réserves                                    | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 13                                                 | Subventions d'investissement (3)                                       | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées                                          | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 18                                                 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)                           | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 26                                                 | Participations et créances rattachées                                  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 27                                                 | Autres immobilisations financières (3)                                 | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses financières</b>              |                                                                        | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>          |
| 45...                                              | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)                        | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> |                                                                        | <b>14 120,60</b>                   | <b>0,00</b>           | <b>26 000,00</b>           | <b>26 000,00</b>    | <b>26 000,00</b>     |

|                                                    |                                             |               |  |             |             |             |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------|--|-------------|-------------|-------------|
| 040                                                | Opérations ordre transf. entre sections (7) | 610,00        |  | 0,00        | 0,00        | 0,00        |
| 041                                                | Opérations patrimoniales (7)                | 0,00          |  | 0,00        | 0,00        | 0,00        |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> |                                             | <b>610,00</b> |  | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> |

|              |                  |             |                  |                  |                  |
|--------------|------------------|-------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>14 730,60</b> | <b>0,00</b> | <b>26 000,00</b> | <b>26 000,00</b> | <b>26 000,00</b> |
|--------------|------------------|-------------|------------------|------------------|------------------|

+

|                                                            |  |  |  |  |             |
|------------------------------------------------------------|--|--|--|--|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b> |  |  |  |  | <b>0,00</b> |
|------------------------------------------------------------|--|--|--|--|-------------|

=

|                                                     |  |  |  |  |                  |
|-----------------------------------------------------|--|--|--|--|------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> |  |  |  |  | <b>26 000,00</b> |
|-----------------------------------------------------|--|--|--|--|------------------|

## RECETTES

| Chap.                                              | Libellé                                                 | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
| 018                                                | RSA                                                     | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 13                                                 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3) | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées (4)                       | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 20                                                 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)         | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 204                                                | Subventions d'équipement versées (3) (13)               | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 21                                                 | Immobilisations corporelles (3)                         | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 22                                                 | Immobilisations reçues en affectation (3) (5)           | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 23                                                 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)                | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>             |                                                         | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>          |
| 10                                                 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)         | 620,00                             | 0,00                  | 4 265,00                   | 4 265,00            | 4 265,00             |
| 1068                                               | Excédents de fonctionnement capitalisés (6)             | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 138                                                | Autres subventions invest. non transf. (3) (7)          | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées                           | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 18                                                 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)            | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 26                                                 | Participations et créances rattachées                   | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 27                                                 | Autres immobilisations financières (3)                  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| 024                                                | Produits des cessions d'immobilisations                 | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes financières</b>              |                                                         | <b>620,00</b>                      | <b>0,00</b>           | <b>4 265,00</b>            | <b>4 265,00</b>     | <b>4 265,00</b>      |
| 45...                                              | Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)      | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                       | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> |                                                         | <b>620,00</b>                      | <b>0,00</b>           | <b>4 265,00</b>            | <b>4 265,00</b>     | <b>4 265,00</b>      |

|                                                    |                                                   |                  |  |                  |                  |                  |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------|------------------|--|------------------|------------------|------------------|
| 021                                                | Virement de la section de fonctionnement (10)     | 0,00             |  | 0,00             | 0,00             | 0,00             |
| 040                                                | Opérations ordre transf. entre sections (10) (11) | 24 066,00        |  | 24 700,00        | 24 700,00        | 24 700,00        |
| 041                                                | Opérations patrimoniales (10)                     | 0,00             |  | 0,00             | 0,00             | 0,00             |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> |                                                   | <b>24 066,00</b> |  | <b>24 700,00</b> | <b>24 700,00</b> | <b>24 700,00</b> |

|              |                  |             |                  |                  |                  |
|--------------|------------------|-------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>24 886,00</b> | <b>0,00</b> | <b>28 965,00</b> | <b>28 965,00</b> | <b>28 965,00</b> |
|--------------|------------------|-------------|------------------|------------------|------------------|

+

|                                                            |  |  |  |  |                  |
|------------------------------------------------------------|--|--|--|--|------------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> |  |  |  |  | <b>66 491,99</b> |
|------------------------------------------------------------|--|--|--|--|------------------|

=

|                                                     |  |  |  |  |                  |
|-----------------------------------------------------|--|--|--|--|------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> |  |  |  |  | <b>95 456,99</b> |
|-----------------------------------------------------|--|--|--|--|------------------|

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

**Par 37 Voix POUR**

((101 DUMONT Patrick , 103 ZAMPARO Justine , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre(Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128 STABLEAUX Marie , 129PERRUISSET Claude , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

**Et 3 ABSTENTIONS**

((102 ROUPIOZ Sylvia, 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 137 MUGNIER Joël))

- **VOTE le budget primitif 2025 du service public des transports scolaires avec reprise anticipée des résultats de clôture 2024 :**
  - **par chapitre pour la section de fonctionnement,**
  - **par chapitre pour la section d'investissement avec la proposition d'une section en suréquilibre.**  
**(Budget adopté en valeur Toutes Taxes Comprises dès lors où le champ fiscal ne répondrait pas aux critères d'éligibilité à la Tva : données néanmoins à confirmer à la clôture des comptes de l'exercice 2025).**
- **AUTORISE le Président à faire des virements de crédits au titre de la fongibilité des crédits et ainsi lui permettre de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses du personnel, dans la limite de 7.5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement).**

*9.1.2.4.3 Subvention d'équilibre prévisionnelle pour l'exercice 2025*

Après avoir retracé à titre prévisionnel les dépenses et les recettes de l'exercice 2025, le budget de transports scolaires demanderait une subvention d'équilibre de fonctionnement chiffrée à 1 078 612 €.

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_070 du Conseil Communautaire en date du 31 mars 2025 portant sur le budget primitif 2025 du budget Transports Scolaires ;

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_055 du Conseil Communautaire en date du 31 mars 2025 portant sur le budget primitif 2024 du budget principal ;

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

**Par 37 Voix POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 103 ZAMPARO Justine , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre(Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128 STABLEAUX Marie , 129PERRUISSET Claude , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

**2 Voix CONTRE,**

((112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 137 MUGNIER Joël))

**Et 1 ABSTENTION,**

((102 ROUPIOZ Sylvia)

- **ADOPTÉ** la subvention d'équilibre prévisionnelle de 2025 du budget principal en faveur du budget de Transports scolaires de 1 078 612 € qui demandera à être ajustée en fin d'année selon le réalisé de l'exercice et nécessitera une délibération modificative si l'équilibre budgétaire était amené à être supérieur.

## **Services Publics à caractère Industriel et Commercial**

### *9.1.2.5 Budget transports publics de voyageurs et déplacements*

#### *9.1.2.5.1 Affectation anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024*

**Vu** les articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixent les règles de l'affectation des résultats ;

**Considérant** que les résultats peuvent être estimés avant l'adoption du compte administratif ;

**Considérant** que la reprise anticipée des résultats doit dès lors s'appuyer sur la procédure réglementaire suivante :

- Les différents éléments faisant l'objet de l'affectation des résultats en procédure normale (restes à réaliser, solde négatif des résultats de l'exercice antérieur, besoin de financement de la section d'investissement) doivent être repris en procédure de reprise anticipée des résultats.
- Les résultats doivent être repris dans leur totalité, la reprise partielle des résultats étant proscrite, même en reprise anticipée des résultats.

Dans l'attente de l'approbation du Compte de gestion 2024 et du vote du compte administratif 2024 du budget transports publics de voyageurs et déplacements il est possible de se prononcer sur l'affectation anticipée des résultats de 2024 selon les réalisations ci-après de l'exercice :

|                                                |                                               | DEPENSES                   | RECETTES                     | SOLDE D'EXECUTION (1) |
|------------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-----------------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section d'exploitation                        | A 2 106 190,87             | G 2 113 034,67               | G-A 6 843,80          |
|                                                | Section d'investissement                      | B 112 357,33               | H 451 149,60                 | H-B 338 792,27        |
|                                                |                                               | +                          | +                            |                       |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1                      | Report en section d'exploitation (002)        | C 0,00<br>(si déficit)     | I 0,00<br>(si excédent)      |                       |
|                                                | Report en section d'investissement (001)      | D 0,00<br>(si déficit)     | J 71 528,99<br>(si excédent) |                       |
|                                                |                                               | =                          | =                            |                       |
|                                                |                                               | DEPENSES                   | RECETTES                     | SOLDE D'EXECUTION (1) |
| TOTAL (réalisations + reports)                 |                                               | P= A+B+C+D 2 218 548,20    | Q= G+H+I+J 2 635 713,26      | =Q-P 417 165,06       |
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)        | Section d'exploitation                        | E 11 590,80                | K 4 747,00                   |                       |
|                                                | Section d'investissement                      | F 258 014,85               | L 111 883,00                 |                       |
|                                                | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | = E+F 269 605,65           | = K+L 116 630,00             |                       |
|                                                |                                               | DEPENSES                   | RECETTES                     | SOLDE D'EXECUTION (1) |
| RESULTAT CUMULE                                | Section d'exploitation                        | = A+C+E 2 117 781,67       | = G+I+K 2 117 781,67         | 0,00                  |
|                                                | Section d'investissement                      | = B+D+F 370 372,18         | = H+J+L 634 561,59           | 264 189,41            |
|                                                | TOTAL CUMULE                                  | = A+B+C+D+E+F 2 488 153,85 | = G+H+I+J+K+L 2 752 343,26   | 264 189,41            |

**Après en avoir délibéré,**

## **Le conseil communautaire, DECIDE dans le cadre du budget primitif 2025,**

### **Par 37 Voix POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 103 ZAMPARO Justine , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105 LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre (Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116 LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123 ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128 STABLEAUX Marie , 129 PERRUISSET Claude , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

### **Et 3 ABSTENTIONS,**

((102 ROUPIOZ Sylvia , 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 137 MUGNIER Joël))

- ⇒ **DE REPORTER à la section de fonctionnement 6 843,80 € de résultat excédentaire ainsi que 11 590,80 € de restes à réaliser en dépenses et 4 747 € en recettes.**
- ⇒ **DE REPORTER à la section d'investissement 410 321,26 € de résultat excédentaire ainsi que 258 014,85 € de restes à réaliser en dépenses et 111 883 € en recettes.**

**Ce report anticipé des résultats fera l'objet par la suite d'une seconde délibération pour une affectation définitive après adoption du compte de gestion de l'année 2024 et du compte administratif 2024.**

#### *9.1.2.5.2 Budget Primitif 2025 avec reprise anticipée des résultats de clôture 2024 (Nomenclature M4)*

**Considérant** l'article L 1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que le budget primitif doit être voté avant le 15 avril de l'exercice dans les deux mois qui suivent le débat d'orientations budgétaires ;

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_014 du Conseil Communautaire en date du 24 février 2025 portant sur le débat d'orientations budgétaires 2025 ;

**Vu** la présentation du projet de budget primitif 2025 concernant le budget de transport public de voyageurs et déplacements , en date du 17 mars 2025, auprès des membres de la commission finances / prospective et du Bureau des maires ;

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_072 du Conseil Communautaire en date du 31 Mars 2025 portant sur l'affectation anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024 du budget transport public de voyageurs et déplacements ;

**Entendue** la présentation par la Vice-Présidente chargée des Finances du projet de Budget Primitif 2025 du budget annexe transport public de voyageurs et déplacements ;

Le vote est alors détaillé au niveau du chapitre :

## DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chap.                                             | Libellé                                    | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)            | TOTAL (= RAR + vote) |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|---------------------|----------------------|
| 011                                               | Charges à caractère général                | 1 721 650,00                      | 11 590,80                 | 1 954 940,00           | 1 954 940,00        | 1 966 530,80         |
| 012                                               | Charges de personnel, frais assimilés      | 214 650,00                        | 0,00                      | 216 336,00             | 216 336,00          | 216 336,00           |
| 014                                               | Atténuations de produits                   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 65                                                | Autres charges de gestion courante         | 2 436,00                          | 0,00                      | 7 376,00               | 7 376,00            | 7 376,00             |
| <b>Total des dépenses de gestion des services</b> |                                            | <b>1 938 736,00</b>               | <b>11 590,80</b>          | <b>2 178 652,00</b>    | <b>2 178 652,00</b> | <b>2 190 242,80</b>  |
| 66                                                | Charges financières                        | 6 385,54                          | 0,00                      | 1 960,56               | 1 960,56            | 1 960,56             |
| 67                                                | Charges exceptionnelles                    | 0,00                              | 0,00                      | 200,00                 | 200,00              | 200,00               |
| 68                                                | Dotations aux provisions et dépréciat* (4) | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 69                                                | Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 022                                               | Dépenses imprévues                         | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>  |                                            | <b>1 945 121,54</b>               | <b>11 590,80</b>          | <b>2 180 812,56</b>    | <b>2 180 812,56</b> | <b>2 192 403,36</b>  |
| 023                                               | Virement à la section d'investissement (6) | 165,13                            |                           | 118 441,59             | 118 441,59          | 118 441,59           |
| 042                                               | Opérat* ordre transfert entre sections (6) | 218 324,00                        |                           | 227 410,00             | 227 410,00          | 227 410,00           |
| 043                                               | Opérat* ordre intérieur de la section (6)  | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>  |                                            | <b>218 489,13</b>                 |                           | <b>345 851,59</b>      | <b>345 851,59</b>   | <b>345 851,59</b>    |
| <b>TOTAL</b>                                      |                                            | <b>2 163 610,67</b>               | <b>11 590,80</b>          | <b>2 526 664,15</b>    | <b>2 526 664,15</b> | <b>2 538 254,95</b>  |
|                                                   |                                            |                                   |                           |                        |                     | +                    |
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>     |                                            |                                   |                           |                        |                     | <b>0,00</b>          |
|                                                   |                                            |                                   |                           |                        |                     | =                    |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> |                                            |                                   |                           |                        |                     | <b>2 538 254,95</b>  |

## RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chap.                                             | Libellé                                      | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)            | TOTAL (= RAR + vote) |
|---------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|---------------------|----------------------|
| 013                                               | Atténuations de charges                      | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 70                                                | Ventes produits fabriqués, prestations       | 209 157,00                        | 0,00                      | 237 857,00             | 237 857,00          | 237 857,00           |
| 73                                                | Produits issus de la fiscalité (7)           | 960 000,00                        | 0,00                      | 1 120 000,00           | 1 120 000,00        | 1 120 000,00         |
| 74                                                | Subventions d'exploitation                   | 983 444,67                        | 4 747,00                  | 1 132 767,15           | 1 132 767,15        | 1 137 514,15         |
| 75                                                | Autres produits de gestion courante          | 1 000,00                          | 0,00                      | 1 000,00               | 1 000,00            | 1 000,00             |
| <b>Total des recettes de gestion des services</b> |                                              | <b>2 153 601,67</b>               | <b>4 747,00</b>           | <b>2 491 624,15</b>    | <b>2 491 624,15</b> | <b>2 496 371,15</b>  |
| 76                                                | Produits financiers                          | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 77                                                | Produits exceptionnels                       | 0,00                              | 0,00                      | 40,00                  | 40,00               | 40,00                |
| 78                                                | Reprises sur provisions et dépréciations (4) | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>  |                                              | <b>2 153 601,67</b>               | <b>4 747,00</b>           | <b>2 491 664,15</b>    | <b>2 491 664,15</b> | <b>2 496 411,15</b>  |
| 042                                               | Opérat* ordre transfert entre sections (6)   | 10 009,00                         |                           | 35 000,00              | 35 000,00           | 35 000,00            |
| 043                                               | Opérat* ordre intérieur de la section (6)    | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>  |                                              | <b>10 009,00</b>                  |                           | <b>35 000,00</b>       | <b>35 000,00</b>    | <b>35 000,00</b>     |
| <b>TOTAL</b>                                      |                                              | <b>2 163 610,67</b>               | <b>4 747,00</b>           | <b>2 526 664,15</b>    | <b>2 526 664,15</b> | <b>2 531 411,15</b>  |
|                                                   |                                              |                                   |                           |                        |                     | +                    |
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>     |                                              |                                   |                           |                        |                     | <b>6 843,80</b>      |
|                                                   |                                              |                                   |                           |                        |                     | =                    |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> |                                              |                                   |                           |                        |                     | <b>2 538 254,95</b>  |

## DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé                                                        | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)          | TOTAL (= RAR + vote) |
|-------|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|-------------------|----------------------|
| 20    | Immobilisations incorporelles                                  | 32 613,60                         | 8 500,80                  | 20 000,00              | 20 000,00         | 28 500,80            |
| 21    | Immobilisations corporelles                                    | 998 302,00                        | 249 514,05                | 392 000,00             | 392 000,00        | 641 514,05           |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation                          | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 23    | Immobilisations en cours                                       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | Total des opérations d'équipement                              | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des dépenses d'équipement</b>                         | <b>1 030 915,60</b>               | <b>258 014,85</b>         | <b>412 000,00</b>      | <b>412 000,00</b> | <b>670 014,85</b>    |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                            | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 13    | Subventions d'investissement                                   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées                                  | 52 187,27                         | 0,00                      | 234 600,96             | 234 600,96        | 234 600,96           |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)                   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 26    | Participat° et créances rattachées                             | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 27    | Autres immobilisations financières                             | 165,13                            | 0,00                      | 500,00                 | 500,00            | 500,00               |
| 020   | Dépenses imprévues                                             | 58,12                             |                           | 563,04                 | 563,04            | 563,04               |
|       | <b>Total des dépenses financières</b>                          | <b>52 410,52</b>                  | <b>0,00</b>               | <b>235 664,00</b>      | <b>235 664,00</b> | <b>235 664,00</b>    |
| 45... | Total des opérations pour compte de tiers (6)                  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>             | <b>1 083 326,12</b>               | <b>258 014,85</b>         | <b>647 664,00</b>      | <b>647 664,00</b> | <b>905 678,85</b>    |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (4)                     | 10 009,00                         |                           | 35 000,00              | 35 000,00         | 35 000,00            |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                                   | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>             | <b>10 009,00</b>                  |                           | <b>35 000,00</b>       | <b>35 000,00</b>  | <b>35 000,00</b>     |
|       | <b>TOTAL</b>                                                   | <b>1 093 335,12</b>               | <b>258 014,85</b>         | <b>682 664,00</b>      | <b>682 664,00</b> | <b>940 678,85</b>    |
| +     |                                                                |                                   |                           |                        |                   |                      |
|       | <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b> |                                   |                           |                        |                   | <b>0,00</b>          |
| =     |                                                                |                                   |                           |                        |                   |                      |
|       | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>            |                                   |                           |                        |                   | <b>940 678,85</b>    |

## RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé                                      | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)         | TOTAL (= RAR + vote) |
|-------|----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|------------------|----------------------|
| 13    | Subventions d'investissement                 | 436 717,00                        | 111 883,00                | 12 500,00              | 12 500,00        | 124 383,00           |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)     | 186 000,00                        | 0,00                      | 0,00                   | 0,00             | 0,00                 |
| 20    | Immobilisations incorporelles                | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00             | 0,00                 |
| 21    | Immobilisations corporelles                  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00             | 0,00                 |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation        | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00             | 0,00                 |
| 23    | Immobilisations en cours                     | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00             | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes d'équipement</b>       | <b>622 717,00</b>                 | <b>111 883,00</b>         | <b>12 500,00</b>       | <b>12 500,00</b> | <b>124 383,00</b>    |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves          | 180 600,00                        | 0,00                      | 60 123,00              | 60 123,00        | 60 123,00            |
| 106   | Réserves (7)                                 | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00             | 0,00                 |
| 165   | Dépôts et cautionnements reçus               | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00             | 0,00                 |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00             | 0,00                 |
| 26    | Participat° et créances rattachées           | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00             | 0,00                 |
| 27    | Autres immobilisations financières           | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00             | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes financières</b>        | <b>180 600,00</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>60 123,00</b>       | <b>60 123,00</b> | <b>60 123,00</b>     |

|       |                                                                |                     |                   |                   |                   |                   |
|-------|----------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 45... | Total des opérations pour le compte de tiers (6)               | 0,00                | 0,00              | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
|       | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b>             | <b>803 317,00</b>   | <b>111 883,00</b> | <b>72 623,00</b>  | <b>72 623,00</b>  | <b>184 506,00</b> |
| 021   | Virement de la section d'exploitation (4)                      | 165,13              |                   | 118 441,59        | 118 441,59        | 118 441,59        |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (4)                     | 218 324,00          |                   | 227 410,00        | 227 410,00        | 227 410,00        |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                                   | 0,00                |                   | 0,00              | 0,00              | 0,00              |
|       | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>             | <b>218 489,13</b>   |                   | <b>345 851,59</b> | <b>345 851,59</b> | <b>345 851,59</b> |
|       | <b>TOTAL</b>                                                   | <b>1 021 806,13</b> | <b>111 883,00</b> | <b>418 474,59</b> | <b>418 474,59</b> | <b>530 357,59</b> |
| +     |                                                                |                     |                   |                   |                   |                   |
|       | <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> |                     |                   |                   |                   | <b>410 321,26</b> |
| =     |                                                                |                     |                   |                   |                   |                   |
|       | <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>            |                     |                   |                   |                   | <b>940 678,85</b> |

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

**Par 36 Voix POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105 LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre (Christiane 109 DAUNIS) , 109DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116 LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123 ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127DEPLANTE Serge , 128 STABLEAUX Marie , 129 PERRUISSET Claude , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie , 133 PERISSOUD Jean-François(Patrice 140 DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

**1 Voix CONTRE,**

(102 ROUPIOZ Sylvia)

**Et 3 ABSTENTIONS,**

((103 ZAMPARO Justine , 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 137 MUGNIER Joël))

- **VOTE le budget primitif 2025 des transports publics de voyageurs et déplacements avec reprise anticipée des résultats de clôture 2024 :**
  - par chapitre pour la section de fonctionnement,
  - par chapitre pour la section d'investissement.

**(Budget adopté en valeur Toutes Taxes Comprises dès lors où le champ fiscal ne répondrait pas aux critères d'éligibilité à la Tva : données néanmoins à confirmer à la clôture des comptes de l'exercice 2025).**

*9.1.2.5.3 Subvention d'équilibre prévisionnelle pour l'exercice 2025*

Après avoir retracé à titre prévisionnel les dépenses et les recettes de l'exercice 2025, le budget de transports publics de voyageurs et déplacements demanderait une subvention d'équilibre de fonctionnement chiffrée à 518 764,15 €.

Selon les données prospectives qui ont été travaillées, le budget de transports publics de voyageurs et déplacements se révèle être loin de pouvoir s'auto-équilibrer et cela, notamment, pour les années à venir : ce qui nécessite, selon le contexte financier actuel, une participation annuelle du budget principal dès lors où le versement mobilité et les recettes commerciales ne suffisent pas à financer le coût d'exploitation.

Pour rappel, le principe même d'une participation du budget principal a été acté lors du vote du projet de réseau et de son plan de financement en 2017, notamment pour permettre un taux limité de versement transport (aujourd'hui versement mobilité) proposé initialement à 0.35% et qui a évolué au 1<sup>er</sup> juillet 2023 pour passer à 0.45 % ; et à 0.50 % au 1<sup>er</sup> juillet 2024 conformément à la délibération 2023\_DEL\_074 du 24 avril 2023 ; et à 0.60 % au 1<sup>er</sup> juillet 2025 selon la délibération 2025\_DEL\_034 du Conseil Communautaire du 31 mars 2025.

Il est néanmoins à préciser que l'article L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose la prise en charge du budget principal à titre exceptionnel dans les cas suivants :

- Si les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ;
- Si le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs ;
- Si, après une période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

Toutefois, l'article 1221-12 du code des transports précise que « le financement des services de transports réguliers de personnes est assuré par les usagers, le cas échéant par les collectivités publiques, et, en vertu de dispositions législatives particulières, notamment celles de l'article L. 1221-3, par les autres bénéficiaires publics et privés qui, sans être usagers des services, en retirent un avantage direct ou indirect. »

Considérant que l'équilibre ne pourra pas être assuré par les recettes commerciales dès lors où cela générerait une révision des tarifs à la hausse non soutenable ;

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

**Par 36 Voix POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105 LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107 LACOMBE Jean-pierre (Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115 TRUFFET Nicolas , 116 LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122 CHARVIER Florence , 123 ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128 STABLEAUX Marie , 129 PERRUISSET Claude , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

**3 Voix CONTRE,**

((102 ROUPIOZ Sylvia , 112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 137 MUGNIER Joël))

**Et 1 ABSTENTION,**

((103 ZAMPARO Justine))

- **ADOpte la subvention d'équilibre prévisionnelle de 2025 du budget principal en faveur du budget de transports public de voyageurs et déplacements d'un montant de 518 764,15 € qui demandera à être ajustée en fin d'année selon le réalisé de l'exercice et nécessitera une délibération modificative si l'équilibre budgétaire était amené à être supérieur ;**
- **AUTORISE le Président à procéder à son versement par tranche provisionnelle au cours de l'exercice 2025, au fur et à mesure des besoins du budget transports publics de voyageurs et déplacements, sans pour autant excéder l'enveloppe prévisionnelle de 518 764,15 €.**

*9.1.2.5.4 Avances remboursables de trésorerie du budget principal au budget de transports publics de voyageurs et déplacements*

Le budget de transports publics de voyageurs et déplacements est doté de l'autonomie financière, géré selon la nomenclature comptable M4, en tant que « services publics industriels et commerciaux ». Néanmoins, les recettes produites par les prestations de services (titres de transports) et la fiscalité (Versement Mobilité) n'ont pas permis de répondre jusque-là au fonds de roulement nécessaire pour mettre en paiement les dépenses. Ainsi, des avances de trésorerie sont consenties au fur et à mesure des besoins.

Comme vu lors de la délibération 2024\_DEL\_196 du 9 décembre 2024, 210 000 € sont en attente de remboursement au 31 décembre 2024.

Au regard des crédits ouverts aux budgets primitifs 2025, il convient de procéder à la régularisation par l'émission d'un mandat de paiement au compte 168748 (chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilées) au budget de transports publics de voyageurs et déplacements et un titre de recettes au budget principal au compte 27638 (chapitre 27 – Autres immobilisations financières) pour un montant de 210 000 € correspondant à l'avance de trésorerie afin de procéder à son remboursement.

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

- **AUTORISE au titre de l'exercice 2025 le remboursement de l'avance de trésorerie consentie sans frais au budget de transports publics de voyageurs et déplacements par le budget principal pour un solde restant dû se chiffrant à 210 000 € au 31 décembre 2024.**

#### *9.1.2.6 Budget eau potable*

##### *9.1.2.6.1 Affectation anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024*

**Vu** les articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixent les règles de l'affectation des résultats ;

**Considérant** que les résultats peuvent être estimés avant l'adoption du compte administratif ;

**Considérant** que la reprise anticipée des résultats doit dès lors s'appuyer sur la procédure réglementaire suivante :

- Les différents éléments faisant l'objet de l'affectation des résultats en procédure normale (restes à réaliser, solde négatif des résultats de l'exercice antérieur, besoin de financement de la section d'investissement) doivent être repris en procédure de reprise anticipée des résultats.
- Les résultats doivent être repris dans leur totalité, la reprise partielle des résultats étant proscrite, même en reprise anticipée des résultats.

Dans l'attente de l'approbation du Compte de gestion 2024 et du vote du compte administratif 2024 du budget eau, il est possible de se prononcer sur l'affectation anticipée des résultats de 2024 selon les réalisations ci-après de l'exercice :

|                                                |                                               | DEPENSES                    | RECETTES                        | SOLDE D'EXECUTION (1) |
|------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|-----------------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section d'exploitation                        | A 5 164 264,95              | G 5 407 238,29                  | G-A 242 973,34        |
|                                                | Section d'investissement                      | B 1 403 872,98              | H 1 348 316,64                  | H-B -55 556,34        |
|                                                |                                               | +                           | +                               |                       |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1                      | Report en section d'exploitation (002)        | C 0,00<br>(si déficit)      | I 3 940 233,75<br>(si excédent) |                       |
|                                                | Report en section d'investissement (001)      | D 55 763,35<br>(si déficit) | J 0,00<br>(si excédent)         |                       |
|                                                |                                               | =                           | =                               |                       |
|                                                |                                               | DEPENSES                    | RECETTES                        | SOLDE D'EXECUTION (1) |
| TOTAL (réalisations + reports)                 |                                               | P= A+B+C+D 6 623 901,28     | Q= G+H+I+J 10 695 788,68        | -Q-P 4 071 887,40     |
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)        | Section d'exploitation                        | E 19 040,00                 | K 0,00                          |                       |
|                                                | Section d'investissement                      | F 1 338 273,92              | L 1 030 345,00                  |                       |
|                                                | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | = E+F 1 357 313,92          | = K+L 1 030 345,00              |                       |
|                                                |                                               | DEPENSES                    | RECETTES                        | SOLDE D'EXECUTION (1) |
| RESULTAT CUMULE                                | Section d'exploitation                        | = A+C+E 5 183 304,95        | = G+I+K 9 347 472,04            | 4 164 167,09          |
|                                                | Section d'investissement                      | = B+D+F 2 797 910,25        | = H+J+L 2 378 661,64            | -419 248,61           |
|                                                | TOTAL CUMULE                                  | = A+B+C+D+E+F 7 981 215,20  | = G+H+I+J+K+L 11 726 133,68     | 3 744 918,48          |

Après en avoir délibéré,

Le conseil communautaire, à l'unanimité, DECIDE dans le cadre du budget primitif 2025,

- De REPORTER le résultat de clôture au 31 décembre 2024 de la section de fonctionnement chiffré à un excédent de 3 763 958,48 € (dont excédent d'exploitation de l'année 2024 de 242 973,34€) après avoir affecté à la section d'investissement 419 248,61 € au regard du besoin de financement et reporter notamment 19 040 € de restes à réaliser en dépenses de la section de fonctionnement ;
  - De REPORTER à la section d'investissement, le résultat de clôture au 31 décembre 2024 déficitaire de 111 319,69 € et les restes à réaliser au 31 décembre 2024 qui s'élèvent à hauteur de 1 338 273,92 € en dépenses et 1 030 345 € en recettes.
- ⇒ Ce report anticipé des résultats fera l'objet par la suite d'une seconde délibération pour une affectation définitive après adoption du compte de gestion de l'année 2024 et du compte administratif 2024.

#### 9.1.2.6.2 Budget Primitif 2025 avec reprise anticipée des résultats de clôture 2024 (Nomenclature M49)

**Considérant** l'article L 1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que le budget primitif doit être voté avant le 15 avril de l'exercice dans les deux mois qui suivent le débat d'orientations budgétaires ;

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_014 du Conseil Communautaire en date du 24 février 2025 portant sur le débat d'orientations budgétaires 2025 ;

**Vu** la présentation du projet de budget primitif 2024 concernant le budget eau potable, en date du 17 mars 2025, auprès des membres de la commission finances / prospective et du Bureau des maires ;

**Vu** la délibération 2024\_DEL\_076 du Conseil Communautaire en date du 31 Mars 2025 portant sur l'affectation anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024 du budget eau potable ;

Entendu la présentation par la Vice-Présidente chargée des Finances du projet de Budget Primitif 2025 du budget eau potable ;

Le vote est alors détaillé au niveau du chapitre :

## DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chap.                                             | Libellé                                    | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)             | TOTAL (= RAR + vote) |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| 011                                               | Charges à caractère général                | 3 262 917,00                      | 19 040,00                 | 3 223 960,00           | 3 223 960,00         | 3 243 000,00         |
| 012                                               | Charges de personnel, frais assimilés      | 1 204 020,00                      | 0,00                      | 1 234 638,00           | 1 234 638,00         | 1 234 638,00         |
| 014                                               | Atténuations de produits                   | 563 523,00                        | 0,00                      | 894 550,00             | 894 550,00           | 894 550,00           |
| 65                                                | Autres charges de gestion courante         | 1 000,00                          | 0,00                      | 5 000,00               | 5 000,00             | 5 000,00             |
| <b>Total des dépenses de gestion des services</b> |                                            | <b>5 031 460,00</b>               | <b>19 040,00</b>          | <b>5 358 148,00</b>    | <b>5 358 148,00</b>  | <b>5 377 188,00</b>  |
| 66                                                | Charges financières                        | 35 827,47                         | 0,00                      | 30 374,79              | 30 374,79            | 30 374,79            |
| 67                                                | Charges exceptionnelles                    | 116 000,00                        | 0,00                      | 150 000,00             | 150 000,00           | 150 000,00           |
| 68                                                | Dotations aux provisions et dépréciat* (4) | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 69                                                | Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 022                                               | Dépenses imprévues                         | 214 631,63                        |                           | 254 361,93             | 254 361,93           | 254 361,93           |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>  |                                            | <b>5 397 919,10</b>               | <b>19 040,00</b>          | <b>5 792 884,72</b>    | <b>5 792 884,72</b>  | <b>5 811 924,72</b>  |
| 023                                               | Virement à la section d'investissement (6) | 3 792 421,65                      |                           | 3 661 183,76           | 3 661 183,76         | 3 661 183,76         |
| 042                                               | Opérat* ordre transfert entre sections (6) | 1 042 283,00                      |                           | 1 005 977,00           | 1 005 977,00         | 1 005 977,00         |
| 043                                               | Opérat* ordre intérieur de la section (6)  | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>  |                                            | <b>4 834 704,65</b>               |                           | <b>4 667 160,76</b>    | <b>4 667 160,76</b>  | <b>4 667 160,76</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                      |                                            | <b>10 232 623,75</b>              | <b>19 040,00</b>          | <b>10 460 045,48</b>   | <b>10 460 045,48</b> | <b>10 479 085,48</b> |

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) 0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES 10 479 085,48

## RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chap.                                             | Libellé                                      | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)            | TOTAL (= RAR + vote) |
|---------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|---------------------|----------------------|
| 013                                               | Atténuations de charges                      | 28 500,00                         | 0,00                      | 5 000,00               | 5 000,00            | 5 000,00             |
| 70                                                | Ventes produits fabriqués, prestations       | 6 040 890,00                      | 0,00                      | 6 502 127,00           | 6 502 127,00        | 6 502 127,00         |
| 73                                                | Produits issus de la fiscalité (7)           | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 74                                                | Subventions d'exploitation                   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 75                                                | Autres produits de gestion courante          | 9 000,00                          | 0,00                      | 12 000,00              | 12 000,00           | 12 000,00            |
| <b>Total des recettes de gestion des services</b> |                                              | <b>6 078 390,00</b>               | <b>0,00</b>               | <b>6 519 127,00</b>    | <b>6 519 127,00</b> | <b>6 519 127,00</b>  |
| 76                                                | Produits financiers                          | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 77                                                | Produits exceptionnels                       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 78                                                | Reprises sur provisions et dépréciations (4) | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>  |                                              | <b>6 078 390,00</b>               | <b>0,00</b>               | <b>6 519 127,00</b>    | <b>6 519 127,00</b> | <b>6 519 127,00</b>  |
| 042                                               | Opérat* ordre transfert entre sections (6)   | 214 000,00                        |                           | 196 000,00             | 196 000,00          | 196 000,00           |
| 043                                               | Opérat* ordre intérieur de la section (6)    | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>  |                                              | <b>214 000,00</b>                 |                           | <b>196 000,00</b>      | <b>196 000,00</b>   | <b>196 000,00</b>    |
| <b>TOTAL</b>                                      |                                              | <b>6 292 390,00</b>               | <b>0,00</b>               | <b>6 715 127,00</b>    | <b>6 715 127,00</b> | <b>6 715 127,00</b>  |

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) 3 763 958,48

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES 10 479 085,48

## DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé                                            | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)            | TOTAL (= RAR + vote) |
|-------|----------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|---------------------|----------------------|
| 20    | Immobilisations incorporelles                      | 612 590,40                        | 322 336,32                | 385 580,00             | 385 580,00          | 707 916,32           |
| 21    | Immobilisations corporelles                        | 817 256,26                        | 27 031,28                 | 1 290 026,00           | 1 290 026,00        | 1 317 057,28         |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation              | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 3 893 456,20                      | 855 706,32                | 2 331 204,00           | 2 331 204,00        | 3 186 910,32         |
|       | Total des opérations d'équipement                  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
|       | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>5 323 302,86</b>               | <b>1 205 073,92</b>       | <b>4 006 810,00</b>    | <b>4 006 810,00</b> | <b>5 211 883,92</b>  |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 13    | Subventions d'investissement                       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées                      | 162 101,21                        | 0,00                      | 156 421,84             | 156 421,84          | 156 421,84           |
| 18    | Compte de liaison : affectat* (BA,régie) (5)       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 26    | Participat* et créances rattachées                 | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 27    | Autres immobilisations financières                 | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 020   | Dépenses imprévues                                 | 0,00                              |                           | 307 928,92             | 307 928,92          | 307 928,92           |
|       | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>162 101,21</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>464 350,76</b>      | <b>464 350,76</b>   | <b>464 350,76</b>    |
| 45... | Total des opérations pour compte de tiers (6)      | 133 200,00                        | 133 200,00                | 0,00                   | 0,00                | 133 200,00           |
|       | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>5 618 604,07</b>               | <b>1 338 273,92</b>       | <b>4 471 160,76</b>    | <b>4 471 160,76</b> | <b>5 809 434,68</b>  |
| 040   | Opérat* ordre transfert entre sections (4)         | 214 000,00                        |                           | 196 000,00             | 196 000,00          | 196 000,00           |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                       | 48 434,30                         |                           | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
|       | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> | <b>262 434,30</b>                 |                           | <b>196 000,00</b>      | <b>196 000,00</b>   | <b>196 000,00</b>    |
|       | <b>TOTAL</b>                                       | <b>5 881 038,37</b>               | <b>1 338 273,92</b>       | <b>4 667 160,76</b>    | <b>4 667 160,76</b> | <b>6 005 434,68</b>  |

+

|                                                         |            |
|---------------------------------------------------------|------------|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1) | 111 319,69 |
|---------------------------------------------------------|------------|

=

|                                                     |                     |
|-----------------------------------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>6 116 754,37</b> |
|-----------------------------------------------------|---------------------|

## RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé                                      | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)          | TOTAL (= RAR + vote) |
|-------|----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|-------------------|----------------------|
| 13    | Subventions d'investissement                 | 682 394,00                        | 897 145,00                | 0,00                   | 0,00              | 897 145,00           |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)     | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 20    | Immobilisations incorporelles                | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 21    | Immobilisations corporelles                  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation        | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 23    | Immobilisations en cours                     | 60 000,00                         | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes d'équipement</b>       | <b>742 394,00</b>                 | <b>897 145,00</b>         | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>       | <b>897 145,00</b>    |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves          | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 106   | Réserves (7)                                 | 178 068,77                        | 0,00                      | 419 248,61             | 419 248,61        | 419 248,61           |
| 165   | Dépôts et cautionnements reçus               | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 18    | Compte de liaison : affectat* (BA,régie) (5) | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 26    | Participat* et créances rattachées           | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 27    | Autres immobilisations financières           | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes financières</b>        | <b>178 068,77</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>419 248,61</b>      | <b>419 248,61</b> | <b>419 248,61</b>    |

|       |                                                                |                     |                     |                     |                     |                     |
|-------|----------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 45... | Total des opérations pour le compte de tiers (6)               | 133 200,00          | 133 200,00          | 0,00                | 0,00                | 133 200,00          |
|       | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b>             | <b>1 053 662,77</b> | <b>1 030 345,00</b> | <b>419 248,61</b>   | <b>419 248,61</b>   | <b>1 449 593,61</b> |
| 021   | Virement de la section d'exploitation (4)                      | 3 792 421,65        |                     | 3 661 183,76        | 3 661 183,76        | 3 661 183,76        |
| 040   | Opérat* ordre transfert entre sections (4)                     | 1 042 283,00        |                     | 1 005 977,00        | 1 005 977,00        | 1 005 977,00        |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                                   | 48 434,30           |                     | 0,00                | 0,00                | 0,00                |
|       | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>             | <b>4 883 138,95</b> |                     | <b>4 667 160,76</b> | <b>4 667 160,76</b> | <b>4 667 160,76</b> |
|       | <b>TOTAL</b>                                                   | <b>5 936 801,72</b> | <b>1 030 345,00</b> | <b>5 086 409,37</b> | <b>5 086 409,37</b> | <b>6 116 754,37</b> |
| +     |                                                                |                     |                     |                     |                     |                     |
|       | <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> |                     |                     |                     |                     | <b>0,00</b>         |
| =     |                                                                |                     |                     |                     |                     |                     |
|       | <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>            |                     |                     |                     |                     | <b>6 116 754,37</b> |

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,**

**Par 35 Voix POUR,**

((101 DUMONT Patrick , 102 ROUPIOZ Sylvia , 103 ZAMPARO Justine , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105 LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107LACOMBE Jean-pierre (Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115TRUFFET Nicolas , 116 LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLLET Michaël , 122CHARVIER Florence , 123 ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128STABLEAUX Marie , 129 PERRUISSET Claude , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann , 135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 138RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise , 140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle ,142 GIVEL Marie))

**2 Voix CONTRE,**

((112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 137 MUGNIER Joël))

**Et 3 ABSTENTIONS,**

((130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 132 TURK-SAVIGNY Eddie))

- **VOTE le budget primitif 2025 du service eau potable avec reprise anticipée des résultats de clôture 2024, en Hors Taxe :**
  - **par chapitre pour la section de fonctionnement,**
  - **par chapitre pour la section d'investissement.**

*9.1.2.7 Budget assainissement (Nomenclature M49)*

*9.1.2.7.1 Affectation anticipée des résultats de clôture de l'exercice 2024*

**Vu** les articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixent les règles de l'affectation des résultats ;

**Considérant** que les résultats peuvent être estimés avant l'adoption du compte administratif ;

**Considérant** que la reprise anticipée des résultats doit dès lors s'appuyer sur la procédure réglementaire suivante :

- Les différents éléments faisant l'objet de l'affectation des résultats en procédure normale (restes à réaliser, solde négatif des résultats de l'exercice antérieur, besoin de financement de la section d'investissement) doivent être repris en procédure de reprise anticipée des résultats.

- Les résultats doivent être repris dans leur totalité, la reprise partielle des résultats étant proscrite, même en reprise anticipée des résultats.

Dans l'attente de l'approbation du Compte de gestion 2024 et du vote du compte administratif 2024 du budget assainissement, il est possible de se prononcer sur l'affectation anticipée des résultats de 2024 selon les réalisations ci-après de l'exercice :

|                                                |                                               | DEPENSES                       | RECETTES                        | SOLDE D'EXECUTION (1) |
|------------------------------------------------|-----------------------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|-----------------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section d'exploitation                        | A 4 304 372,55                 | G 5 956 553,86                  | G-A 1 652 181,31      |
|                                                | Section d'investissement                      | B 2 231 202,15                 | H 2 945 570,81                  | H-B 714 368,66        |
|                                                |                                               | +                              |                                 |                       |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1                      | Report en section d'exploitation (002)        | C 0,00<br>(si déficit)         | I 6 223 659,33<br>(si excédent) |                       |
|                                                | Report en section d'investissement (001)      | D 1 718 524,00<br>(si déficit) | J 0,00<br>(si excédent)         |                       |
|                                                |                                               | =                              |                                 |                       |
|                                                |                                               | DEPENSES                       | RECETTES                        | SOLDE D'EXECUTION (1) |
| TOTAL (réalisations + reports)                 |                                               | P= A+B+C+D 8 254 098,70        | Q= G+H+I+J 15 125 784,00        | =Q-P 6 871 685,30     |
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)        | Section d'exploitation                        | E 11 482,30                    | K 0,00                          |                       |
|                                                | Section d'investissement                      | F 965 773,08                   | L 168 425,00                    |                       |
|                                                | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | = E+F 977 255,38               | = K+L 168 425,00                |                       |
|                                                |                                               | DEPENSES                       | RECETTES                        | SOLDE D'EXECUTION (1) |
| RESULTAT CUMULE                                | Section d'exploitation                        | = A+C+E 4 315 854,85           | = G+I+K 12 180 213,19           | 7 864 358,34          |
|                                                | Section d'investissement                      | = B+D+F 4 915 499,23           | = H+J+L 3 113 995,81            | -1 801 503,42         |
|                                                | TOTAL CUMULE                                  | = A+B+C+D+E+F 9 231 354,08     | = G+H+I+J+K+L 15 294 209,00     | 6 062 854,92          |

Ainsi, le résultat de clôture au 31 décembre 2024 de la section de fonctionnement se chiffrerait à un excédent de 7 875 840,64 €.

Le besoin de financement de la section d'investissement identifié au 31 décembre 2024 se chiffrerait à 1 801 456,66 €, après avoir intégré au résultat de clôture déficitaire de 1 004 108,58 € les restes à réaliser à hauteur de 965 773,08 € en dépenses et 168 425 € en recettes.

Toutefois, après rapprochement des comptes avec le Service de Gestion Comptable de Rumilly, il est à noter que le report de l'exercice (n-1) de - 1 718 524 € en dépenses de la section d'investissement au budget primitif 2024 présente une incorrection de 46,76 € dès lors où le report de l'exercice (n-1) aurait dû être de - 1 718 477,24 €. Ce différentiel sera par ailleurs à identifier lorsque les comptes de l'année 2024 arrêtés seront soumis au vote du Conseil Communautaire.

Par conséquent, le besoin de financement de la section d'investissement se chiffre à hauteur de 1 801 456,66 € et non pas à 1 801 503,42 € : Différentiel qui correspond à l'anomalie qui est soulevée pour un montant de 46,76 €

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, DECIDE dans le cadre du budget primitif 2025,**

- **D’AFFECTER** à la section d’investissement 1 801 456,66 € et de reporter le résultat de clôture déficitaire d’investissement de 1 004 108,58 € ; les restes à réaliser à hauteur 965 773,08€ en dépenses et 168 425 € en recettes.
- **DE REPORTER** par conséquent à la section de fonctionnement après affectation à la section d’investissement de 1 801 456,66 € un résultat excédentaire de 6 074 383,98 € et 11 482,30 € de restes à réaliser en dépenses.

⇒ Ce report anticipé des résultats fera l’objet par la suite d’une seconde délibération pour une affectation définitive après adoption du compte de gestion de l’année 2024 et du compte administratif 2024.

#### 9.1.2.7.2 Budget Primitif 2025 avec reprise anticipée des résultats de clôture 2024 (Nomenclature M49)

**Considérant** l'article L 1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que le budget primitif doit être voté avant le 15 avril de l'exercice dans les deux mois qui suivent le débat d'orientations budgétaires ;

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_014 du Conseil Communautaire en date du 24 février 2025 portant sur le débat d'orientations budgétaires 2025 ;

**Vu** la présentation du projet de budget primitif 2024 concernant le budget assainissement, en date du 17 mars 2025, auprès des membres de la commission finances / prospective et du Bureau des maires;

**Vu** la délibération 2025\_DEL\_078 du Conseil Communautaire en date du 31 Mars 2025 portant sur l’affectation anticipée des résultats de clôture de l’exercice 2024 du budget Assainissement ;

**Entendu** la présentation par la Vice-Présidente chargée des Finances du projet de Budget Primitif 2025 du budget assainissement ;

Le vote est alors détaillé au niveau du chapitre :

#### DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chap.                                             | Libellé                                    | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)             | TOTAL (= RAR + vote) |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| 011                                               | Charges à caractère général                | 2 352 203,39                      | 11 482,30                 | 2 955 215,00           | 2 955 215,00         | 2 966 697,30         |
| 012                                               | Charges de personnel, frais assimilés      | 684 235,00                        | 0,00                      | 734 718,00             | 734 718,00           | 734 718,00           |
| 014                                               | Atténuations de produits                   | 176 000,00                        | 0,00                      | 44 000,00              | 44 000,00            | 44 000,00            |
| 65                                                | Autres charges de gestion courante         | 2 000,00                          | 0,00                      | 5 000,00               | 5 000,00             | 5 000,00             |
| <b>Total des dépenses de gestion des services</b> |                                            | <b>3 214 438,39</b>               | <b>11 482,30</b>          | <b>3 738 933,00</b>    | <b>3 738 933,00</b>  | <b>3 750 415,30</b>  |
| 66                                                | Charges financières                        | 131 778,19                        | 0,00                      | 348 179,79             | 348 179,79           | 348 179,79           |
| 67                                                | Charges exceptionnelles                    | 102 500,00                        | 0,00                      | 162 000,00             | 162 000,00           | 162 000,00           |
| 68                                                | Dotations aux provisions et dépréciat° (4) | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 69                                                | Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 022                                               | Dépenses imprévues                         | 174 400,13                        |                           | 160 873,82             | 160 873,82           | 160 873,82           |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>  |                                            | <b>3 623 116,71</b>               | <b>11 482,30</b>          | <b>4 409 986,61</b>    | <b>4 409 986,61</b>  | <b>4 421 468,91</b>  |
| 023                                               | Virement à la section d'investissement (6) | 7 562 408,82                      |                           | 6 342 077,07           | 6 342 077,07         | 6 342 077,07         |
| 042                                               | Opérat° ordre transfert entre sections (6) | 1 034 064,00                      |                           | 1 078 993,00           | 1 078 993,00         | 1 078 993,00         |
| 043                                               | Opérat° ordre intérieur de la section (6)  | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>  |                                            | <b>8 596 472,82</b>               |                           | <b>7 421 070,07</b>    | <b>7 421 070,07</b>  | <b>7 421 070,07</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                      |                                            | <b>12 219 589,53</b>              | <b>11 482,30</b>          | <b>11 831 056,68</b>   | <b>11 831 056,68</b> | <b>11 842 538,98</b> |
|                                                   |                                            |                                   |                           |                        |                      | +                    |
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>     |                                            |                                   |                           |                        |                      | <b>0,00</b>          |
|                                                   |                                            |                                   |                           |                        |                      | =                    |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> |                                            |                                   |                           |                        |                      | <b>11 842 538,98</b> |

## RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chap.                                             | Libellé                                      | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)            | TOTAL (= RAR + vote) |
|---------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|---------------------|----------------------|
| 013                                               | Atténuations de charges                      | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 70                                                | Ventes produits fabriqués, prestations       | 5 576 430,20                      | 0,00                      | 4 785 155,00           | 4 785 155,00        | 4 785 155,00         |
| 73                                                | Produits issus de la fiscalité (7)           | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 74                                                | Subventions d'exploitation                   | 25 000,00                         | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 75                                                | Autres produits de gestion courante          | 2 500,00                          | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes de gestion des services</b> |                                              | <b>5 603 930,20</b>               | <b>0,00</b>               | <b>4 785 155,00</b>    | <b>4 785 155,00</b> | <b>4 785 155,00</b>  |
| 76                                                | Produits financiers                          | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 77                                                | Produits exceptionnels                       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| 78                                                | Reprises sur provisions et dépréciations (4) | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>  |                                              | <b>5 603 930,20</b>               | <b>0,00</b>               | <b>4 785 155,00</b>    | <b>4 785 155,00</b> | <b>4 785 155,00</b>  |
| 042                                               | Opérat* ordre transfert entre sections (6)   | 392 000,00                        |                           | 983 000,00             | 983 000,00          | 983 000,00           |
| 043                                               | Opérat* ordre intérieur de la section (6)    | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>  |                                              | <b>392 000,00</b>                 |                           | <b>983 000,00</b>      | <b>983 000,00</b>   | <b>983 000,00</b>    |
| <b>TOTAL</b>                                      |                                              | <b>5 995 930,20</b>               | <b>0,00</b>               | <b>5 768 155,00</b>    | <b>5 768 155,00</b> | <b>5 768 155,00</b>  |

+

|                                               |                     |
|-----------------------------------------------|---------------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>6 074 383,98</b> |
|-----------------------------------------------|---------------------|

=

|                                                   |                      |
|---------------------------------------------------|----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>11 842 538,98</b> |
|---------------------------------------------------|----------------------|

## DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

| Chap.                                              | Libellé                                       | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)             | TOTAL (= RAR + vote) |
|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| 20                                                 | Immobilisations incorporelles                 | 234 349,00                        | 133 860,58                | 630 761,00             | 630 761,00           | 764 621,58           |
| 21                                                 | Immobilisations corporelles                   | 74 250,00                         | 0,00                      | 282 500,00             | 282 500,00           | 282 500,00           |
| 22                                                 | Immobilisations reçues en affectation         | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 23                                                 | Immobilisations en cours                      | 7 858 317,37                      | 831 912,50                | 27 383 587,07          | 27 383 587,07        | 28 215 499,57        |
|                                                    | Total des opérations d'équipement             | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>             |                                               | <b>8 166 916,37</b>               | <b>965 773,08</b>         | <b>28 296 848,07</b>   | <b>28 296 848,07</b> | <b>29 262 621,15</b> |
| 10                                                 | Dotations, fonds divers et réserves           | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 13                                                 | Subventions d'investissement                  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées                 | 464 000,00                        | 0,00                      | 641 222,00             | 641 222,00           | 641 222,00           |
| 18                                                 | Compte de liaison : affectat* (BA,régie) (5)  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 26                                                 | Participat* et créances rattachées            | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 27                                                 | Autres immobilisations financières            | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 020                                                | Dépenses imprévues                            | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses financières</b>              |                                               | <b>464 000,00</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>641 222,00</b>      | <b>641 222,00</b>    | <b>641 222,00</b>    |
| 45...                                              | Total des opérations pour compte de tiers (6) | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> |                                               | <b>8 630 916,37</b>               | <b>965 773,08</b>         | <b>28 938 070,07</b>   | <b>28 938 070,07</b> | <b>29 903 843,15</b> |
| 040                                                | Opérat* ordre transfert entre sections (4)    | 392 000,00                        |                           | 983 000,00             | 983 000,00           | 983 000,00           |
| 041                                                | Opérations patrimoniales (4)                  | 25 000,00                         |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> |                                               | <b>417 000,00</b>                 |                           | <b>983 000,00</b>      | <b>983 000,00</b>    | <b>983 000,00</b>    |
| <b>TOTAL</b>                                       |                                               | <b>9 047 916,37</b>               | <b>965 773,08</b>         | <b>29 921 070,07</b>   | <b>29 921 070,07</b> | <b>30 886 843,15</b> |

+

|                                                                |                     |
|----------------------------------------------------------------|---------------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b> | <b>1 004 108,58</b> |
|----------------------------------------------------------------|---------------------|

=

|                                                     |                      |
|-----------------------------------------------------|----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>31 890 951,73</b> |
|-----------------------------------------------------|----------------------|

## RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

| Chap.                                                          | Libellé                                          | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)             | TOTAL (= RAR + vote) |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| 13                                                             | Subventions d'investissement                     | 209 825,00                        | 168 425,00                | 2 500 000,00           | 2 500 000,00         | 2 668 425,00         |
| 16                                                             | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)         | 0,00                              | 0,00                      | 20 000 000,00          | 20 000 000,00        | 20 000 000,00        |
| 20                                                             | Immobilisations incorporelles                    | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 21                                                             | Immobilisations corporelles                      | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 22                                                             | Immobilisations reçues en affectation            | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 23                                                             | Immobilisations en cours                         | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>                         |                                                  | <b>209 825,00</b>                 | <b>168 425,00</b>         | <b>22 500 000,00</b>   | <b>22 500 000,00</b> | <b>22 668 425,00</b> |
| 10                                                             | Dotations, fonds divers et réserves              | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 106                                                            | Réserves (7)                                     | 1 935 142,55                      | 0,00                      | 1 801 456,66           | 1 801 456,66         | 1 801 456,66         |
| 165                                                            | Dépôts et cautionnements reçus                   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 18                                                             | Compte de liaison : affectat* (BA,régie) (5)     | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 26                                                             | Participat* et créances rattachées               | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 27                                                             | Autres immobilisations financières               | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des recettes financières</b>                          |                                                  | <b>1 935 142,55</b>               | <b>0,00</b>               | <b>1 801 456,66</b>    | <b>1 801 456,66</b>  | <b>1 801 456,66</b>  |
| 45...                                                          | Total des opérations pour le compte de tiers (6) | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des recettes réelles d'investissement</b>             |                                                  | <b>2 144 967,55</b>               | <b>168 425,00</b>         | <b>24 301 456,66</b>   | <b>24 301 456,66</b> | <b>24 469 881,66</b> |
| 021                                                            | Virement de la section d'exploitation (4)        | 7 562 408,82                      |                           | 6 342 077,07           | 6 342 077,07         | 6 342 077,07         |
| 040                                                            | Opérat* ordre transfert entre sections (4)       | 1 034 064,00                      |                           | 1 078 993,00           | 1 078 993,00         | 1 078 993,00         |
| 041                                                            | Opérations patrimoniales (4)                     | 25 000,00                         |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>             |                                                  | <b>8 621 472,82</b>               |                           | <b>7 421 070,07</b>    | <b>7 421 070,07</b>  | <b>7 421 070,07</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                                   |                                                  | <b>10 766 440,37</b>              | <b>168 425,00</b>         | <b>31 722 526,73</b>   | <b>31 722 526,73</b> | <b>31 890 951,73</b> |
|                                                                |                                                  |                                   |                           |                        |                      | +                    |
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> |                                                  |                                   |                           |                        |                      | <b>0,00</b>          |
|                                                                |                                                  |                                   |                           |                        |                      | =                    |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>            |                                                  |                                   |                           |                        |                      | <b>31 890 951,73</b> |

Après en avoir délibéré,  
Le conseil communautaire,

### Par 37 Voix POUR,

((101 DUMONT Patrick , 102 ROUPIOZ Sylvia , 103 ZAMPARO Justine , 104 BASTIAN Patrick (Roland 105 LOMBARD) , 105 LOMBARD Roland , 106 KENNEL Laurence , 107LACOMBE Jean-pierre (Christiane 109 DAUNIS) , 109 DAUNIS Christiane , 110 FAVRE Jean-pierre , 111 BLOCMAN Jean-michel , 113 DULAC Christian , 114 CHAUVETET Béatrice , 115TRUFFET Nicolas , 116 LABORIER Edwige , 117 BERNARD-GRANGER Serge , 118 BOICHET-PASSICOS Christine , 119 CLEVY Yannick , 120 CROENNE Astrid , 121 VIOLETT Michaël , 122CHARVIER Florence , 123 ABRY Michel , 124 GALMICHE Maude (Serge 117 BERNARD-GRANGER) , 126 AUGUSTIN Laetitia (Astrid 120 CROENNE) , 127 DEPLANTE Serge , 128STABLEAUX Marie , 129 PERRUISSET Claude , 130 MONTEIRO-BRAZ Miguel , 131 BONANSEA Monique , 133 PERISSOUD Jean-François (Patrice 140 DERRIEN) , 134 TRANCHANT Yohann ,135 BOUCHET Geneviève , 136 BISTON Sylvain , 138 RAVOIRE François , 139 PAILLE Françoise ,140 DERRIEN Patrice , 141 VENDRASCO Isabelle , 142 GIVEL Marie))

### Et 3 ABSTENTIONS,

((112 VIBERT Martine (Joël 137 MUGNIER) , 132 TURK-SAVIGNY Eddie , 137 MUGNIER Joël)

- **VOTE le budget primitif 2025 du service assainissement, en Hors Taxe, avec reprise des résultats de clôture 2024 :**
  - par chapitre pour la section de fonctionnement,
  - par chapitre pour la section d'investissement.

**9.2 Assainissement : Délégation donnée à Monsieur le Président pour la réalisation du ou des emprunt(s) nécessaire(s) au financement de la nouvelle STEU – VE à Rumilly dans la limite de 20 millions d'euros**

Suite au programme d'investissement de grande envergure concernant l'assainissement et tout particulièrement portant sur la réalisation de la nouvelle station de traitement des eaux usées et de valorisation énergétique à Rumilly, une étude financière a été confiée au Cabinet Ressources Consultants Finances.

Au regard des courriers d'intention de financement de l'Agence de l'Eau et du Conseil Départemental pour un total de 9.5 millions d'euros, un besoin d'emprunt de 20 millions d'euros a été évalué de manière à faire face aux engagements à venir de la nouvelle STEU-VE chiffrée à un total de 32.8 millions d'euros Hors Taxe.

Il est à rappeler notamment le levier tarifaire qui sera indispensable et qui nécessitera une première augmentation du m3 d'assainissement de 1.80 € HT au 1<sup>er</sup> janvier 2026 qui ferait ainsi passer le coût du m3 de la part variable actuellement à 3.40 € HT à 5,20 € HT (hors redevances et hors TVA).

Ces données qui relèvent d'estimations demanderont toutefois à être confirmées et actualisées d'ici la fin d'année 2025 afin de mettre à jour la trajectoire tarifaire pluriannuelle qui est conditionnée au volume des m3 facturés.

Un cahier des charges a été transmis à 8 établissements financiers [Agence France Locale ; Banque des Territoires ; Banque Postale ; Caisse d'Epargne ; Collecticity ; Crédit Agricole des Savoie ; Crédit Mutuel ; Société Générale] le 21 février 2025 avec une réponse attendue pour le 13 mars 2025.

Il s'avère que les offres d'emprunt ne sont pas des plus favorables vu le contexte économique actuel avec un manque de lisibilité pour la suite : la guerre en Ukraine et le réarmement Européen expliqueraient l'envolée des taux d'emprunt depuis ces derniers jours.

Par ailleurs, la plupart des banques sont dans l'incapacité de s'engager jusqu'à la date du conseil communautaire sur les taux qu'elles ont communiqués dans leur offre et qui demanderont à être actualisés ultérieurement.

Se positionner trop tôt pourrait faire courir le risque de contractualiser des emprunts à taux élevés selon les observations formulées par certains établissements bancaires.

De manière à être réactif et de saisir les opportunités de taux pour optimiser la charge des frais financiers, il est proposé de donner délégation au président de procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus au budget assainissement concernant la nouvelle Station de Traitement des Eaux Usées et de Valorisation Energétique à Rumilly dans la limite de 20 M€, et conformément aux crédits inscrits au budget primitif 2025.

Les emprunts pourront être :

- o sur une durée maximale de 40 ans selon les conditions d'emprunts qui pourraient être favorables et la capacité financière pour y faire face ;
- o libellés en euro,
- o avec possibilité d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts,
- o Définis si des phases de mobilisation seront à mettre en place ou pas selon l'impact financier qui en découlera ;
- o au taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable), à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière.

Un courtier pourra être consulté afin d'être en capacité de sélectionner les offres les plus avantageuses économiquement pour la Communauté de Communes.

---

#### *Au titre des interventions*

*Monsieur le Président souhaite apporter des précisions pour ce point. Il indique que suite à la consultation réalisée, deux banques intéressent particulièrement la collectivité dont l'agence France locale qui est une banque spécifique pour les collectivités, qui a été créé par les collectivités et qui ne prête qu'aux collectivités. Cette banque leur a confirmé qu'elle était d'accord de les suivre sur ce projet pour 40 ans, sur 20 millions d'euros.*

*Il explique que c'est la même chose pour la banque des territoires, qui suit la Communauté de communes sur un taux variable, en se basant sur le livret A qui est aujourd'hui à 2,40 %. La banque ajoute 0,4 % en plus donc elle prêterait à 2,80 % aujourd'hui. Normalement, le livret A ne devrait pas beaucoup évoluer et il ne devrait pas y avoir de grands risques. Il leur fallait la certitude que les banques allaient suivre sur cette durée de 40 ans car les marchés étaient sur le point d'être lancés. Il souhaite proposer en plus, au vu d'une enveloppe maximale de 20 millions d'euros, par rapport au budget principal qui se porte bien, avec 12 millions d'euros de résultat, d'être sur un fonds de concours et de basculer 4 ou 5 millions d'euros du résultat en fonds de concours, suivant les possibilités, sur le budget assainissement. Cela permettrait d'emprunter moins, par exemple, 15 ou 16 millions d'euros, et il serait peut-être aussi possible de changer la durée du prêt et obtenir des taux plus avantageux.*

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY demande si l'AFL demande une cotisation ?*

*Monsieur le Président répond que l'AFL demande d'être actionnaire de leur banque. Le montant demandé serait de 38 000 euros, ils se calent sur le budget assainissement.*

*Monsieur Eddie TURK-SAVIGNY souhaite savoir si par conséquent la Communauté de communes en devient sociétaire ?*

*Monsieur le Président confirme cette information.*

*Madame Marie GIVEL conclut en disant que ce point sera réabordé lors d'un prochain conseil communautaire, pour l'abondement du budget principal au budget assainissement.*

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité,**

- **AUTORISE le président à solliciter un ou des emprunts pour une enveloppe maximale de 20 000 000 € auprès du ou des établissements requis, selon les conditions de remboursements du contrat d'emprunt à venir ;**
- **AUTORISE le président à consulter un courtier et à PROCEDER à sa rémunération le cas échéant ;**
- **AUTORISE le président à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au(x) contrat(s) de prêt(s) concerné(s) ;**
- **HABILITE le président à procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le / les contrat(s) de prêt(s) et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.**

### **9.3 Office de Tourisme Rumilly - Albanais : Budget Primitif 2025**

**Rapporteur :** M. Nicolas TRUFFET, Conseiller communautaire

L'Office de Tourisme Rumilly-Albanais participe au développement et à l'animation touristique sur le territoire de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie en lien avec les partenaires régionaux et locaux.

Une convention de partenariat a été établie le 30 janvier 2018 pour une durée de trois ans entre la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie et l'Office de Tourisme, prolongée par les avenants n°1 et n°2 d'une durée d'un an signés respectivement le 27 avril 2021 et le 12 juillet 2022. L'avenant n°2 après avoir pris fin le 31 décembre 2022, une nouvelle convention d'objectifs triennale 2023 – 2025 a été délibérée le 19 décembre 2022 (délibération 2022\_DEL\_187). La convention a pour objet la formalisation des objectifs et des moyens alloués aux missions de l'Office de Tourisme, sous statut d'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), pour une durée de trois ans.

Pour rappel, les principales missions de l'Office de Tourisme sont :

- Accueil et information des touristes, de la population locale et des socioprofessionnels,
- Promotion et communication touristique du territoire,

- Coordination des acteurs et partenaires du développement touristique local,
- Observation touristique,
- Valorisation des animations et du tissu associatif local,
- Organisation d'animations durant la saison estivale,
- Accompagnement des porteurs de projets.

Ces missions de valorisation du territoire, de ses acteurs et de ses manifestations sont réalisées pour le compte de la Communauté de Communes sur son territoire ou dans le cadre de manifestations régionales par l'Office de Tourisme.

Comme cela est prévu règlementairement, le débat d'orientations budgétaire du Comité de direction de l'Office de Tourisme s'est tenu en date du 30 janvier 2025.

Puis, le budget primitif 2025 voté en comité de direction le 13 mars 2025 s'élève à :

- à 340 142,79 € équilibré en dépenses et recettes de la section de fonctionnement ;
- à 23 254,88 € équilibré en dépenses et recettes de la section d'investissement.

**Après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité, APPROUVE le budget primitif 2025 de l'Office de Tourisme Rumilly Albais qui intègre les 160 000 € de subvention attendue de la Communauté de Communes ; de même que le reversement de la Taxe Séjour estimé provisoirement en 2025 à hauteur de 66 000 €.**

## Séance publique - Sujets pour information

### 10. Décisions prises en vertu des délégations du conseil au Président

| N°          | INTITULE                                                                                                                                                                                                                                                                  | Attributaire(s)<br>Montant(s)                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2025_DEC_02 | Cession Vélo Service Sentiers de randonnés à la société MINT BIKES                                                                                                                                                                                                        | Valeur de reprise de 2 100 euros TTC.                                                                                                                                                                                                                               |
| 2025_DEC_03 | Cession BOM service déchets                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 2025_DEC_04 | Délégation du droit de préemption à l'Etablissement public foncier de Haute-Savoie à l'occasion de l'aliénation ayant fait l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner précitée et dont le bien concerné est situé sur la commune de Vallières sur Fier               | Désignation des biens préemptés sur la commune de Vallières-sur-Fier<br>Zone artisanale Vers Uaz B 2158 40a 32ca Non bâti<br>Zone artisanale Vers Uaz B 2159 02ha 00a 92ca Non bâti<br>Zone artisanale Vers Uaz B 2160 04a 91ca Non bâti<br><br>Total 02ha 46a 15ca |
| 2025_DEC_05 | Financement exceptionnel de la participation d'une équipe de 5 personnes de la collectivité à l'évènement Happy Grimpe à hauteur de 10 euros par personne                                                                                                                 | Montant total de 50 euros toutes taxes comprises                                                                                                                                                                                                                    |
| 2025_DEC_06 | Groupement de commandes entre la Commune de Vallières-sur-Fier, la Communauté de communes et ESS pour des travaux au centre bourg de Vallières-sur-Fier<br>_ Désignation des membres représentant la Communauté de communes au sein de la CAO du groupement de commandes. |                                                                                                                                                                                                                                                                     |

| N°          | INTITULE                                                                                         | Attributaire(s)<br>Montant(s)                                   |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| 2025_DEC_07 | Demande de subvention à la Carsat Rhône Alpes pour la location de véhicules de portage de repas. | Demande de subvention de 6 600 Euros (six mille six cent euros) |
| 2025_DEC_08 | Demande de subvention ADEME méthanisation STEU-VE intercommunale à Rumilly                       |                                                                 |
| 2025_DEC_09 | Demande de subvention Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse STEU-VE intercommunale à Rumilly  |                                                                 |

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé et aucune autre question n'étant formulée, le Président remercie la presse et les participants et lève la séance publique à 23h52.

**Le secrétaire de séance,**

**Jean-pierre FAVRE**

**Le Président,**

**François RAVOIRE**